

# COMPTE-RENDU DE LA 56<sup>E</sup> RÉUNION DU CONSEIL DE COORDINATION DU PROGRAMME

**Documents supplémentaires pour ce point :**

**Mesure requise lors de cette réunion — le Conseil de coordination du Programme est invité à :**

- *adopter* le rapport de la 56e réunion du Conseil de coordination du Programme.

**Implications financières pour la mise en œuvre des décisions :** nulles

**mardi 24 juin 2025**

## **1. Ouverture**

### **1.1 Ouverture de la réunion et adoption de l'ordre du jour**

1. Le Conseil de coordination du programme de l'ONUSIDA (le Conseil d'administration ou CCP) s'est réuni en présentiel avec la possibilité d'y participer en ligne le 24 juin 2025 pour sa 56e réunion.
2. La présidente du CCP, Cecília Ishitani, ambassadrice, représentante permanente adjointe à la mission permanente du Brésil, a souhaité la bienvenue aux participants à la réunion. Une minute de silence a été observée à la mémoire de toutes les personnes décédées du sida.
3. La présidente a évoqué la crise profonde à laquelle est confrontée la riposte mondiale au VIH et a déclaré que les pays et les communautés restaient déterminés à atteindre l'objectif consistant à mettre fin au sida en tant que menace pour la santé publique. Elle a ensuite décrit brièvement la riposte brésilienne au VIH, qui, selon elle, est guidée par les principes d'équité, d'universalité et de participation communautaire. Le Brésil réduit les obstacles structurels, maintient la prévention au centre des préoccupations, déploie la prophylaxie pré-exposition (PrEP), renforce les réponses menées par les communautés et s'attaque aux déterminants sociaux de la santé, a-t-elle déclaré au CCP.
4. Mme Ishitani a informé la réunion des dispositions logistiques et du déroulement des travaux, et a rappelé les décisions intersessions adoptées par le CCP.
5. Les participants ont adopté l'ordre du jour.

### **1.2 Examen du rapport de la 55e réunion du CCP**

6. Les participants ont adopté le rapport.

### **1.3 Rapport de la Directrice exécutive**

7. Winnie Byanyima, Directrice exécutive du Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA), a souhaité la bienvenue aux délégués à la 56e réunion du CCP et a présenté son rapport.
8. Elle a rendu hommage à Peter Kamalingin, directeur national de l'ONUSIDA pour le Sud-Soudan, décédé récemment. Elle a remercié le personnel de l'ONUSIDA pour son travail acharné et son dévouement.
9. Elle a également remercié l'ambassadeur Paul Beckers, représentant permanent des Pays-Bas auprès des Nations unies, dès lors qu'il allait bientôt assumer une nouvelle fonction, pour son engagement personnel en faveur du Programme commun, ainsi que son pays pour son soutien sans faille à l'ONUSIDA et à la riposte mondiale au VIH.
10. Mme Byanyima a déclaré à la réunion que la riposte au VIH était confrontée à la crise la plus grave depuis les jours les plus sombres de la pandémie. Le financement de la lutte contre le VIH a chuté de 6 % par rapport à son niveau le plus élevé, mais la riposte est maintenant touchée par le retrait du financement du plus grand donateur, qui représente 73 % de l'ensemble des contributions internationales à la lutte contre le

VIH. D'autres gouvernements ont également réduit leurs contributions.

11. Ce choc systémique, a-t-elle déclaré, entraîne d'énormes perturbations dans les programmes, en particulier dans les pays d'Afrique au sud du Sahara où la charge de morbidité liée au VIH est élevée. Avant les perturbations actuelles, il y avait eu 3 500 nouvelles infections par le VIH et 1 700 décès liés au sida chaque jour. Les modélisations de l'ONUSIDA suggèrent que ce chiffre pourrait atteindre 5 800 nouvelles infections et 2 400 décès par jour, a déclaré Mme Byanyima au CCP.
12. Si cette situation perdure, le monde pourrait connaître 6 millions de nouvelles infections *supplémentaires* au cours des quatre prochaines années et 4 millions de personnes supplémentaires mourraient de causes liées au sida, a-t-elle averti, et il y aurait une grave résurgence de la pandémie. Il s'agirait non seulement d'une crise du sida, mais aussi d'une crise des systèmes de santé tout entiers. La Directrice exécutive a déclaré que les réductions de financement s'inscrivaient également dans le contexte d'un recul mondial des droits humains.
13. Il s'agit de la crise la plus grave que le Programme commun ait connue en 30 ans d'existence, a-t-elle déclaré, tout en rappelant que l'ONUSIDA avait été créé en temps de crise, avec très peu de fonds. L'ONUSIDA s'est battu pour sortir de cette crise, et il le fera à nouveau, aux côtés des communautés et des gouvernements, a-t-elle promis.
14. Mme Byanyima a rappelé sa récente visite en Afrique du Sud, où elle a pu constater l'impact des pertes de financement et les nombreuses mesures prises par le pays pour y remédier. Des efforts similaires sont en cours dans d'autres pays. Le Programme commun soutient les pays et travaille avec eux pour reprogrammer leurs budgets.
15. Le Fonds mondial reste un partenaire financier essentiel de la riposte mondiale au VIH et collabore avec le Programme commun de nombreuses manières complémentaires, a-t-elle déclaré. Il fournit des fonds aux pays et aux communautés, tandis que l'ONUSIDA travaille avec eux pour s'assurer que l'argent a un impact maximal. La durabilité est une priorité majeure, a ajouté Mme Byanyima, et l'ONUSIDA collabore avec 35 pays à revenu faible ou intermédiaire pour élaborer des feuilles de route sur la durabilité du VIH, qui sont des plans pour passer à un financement national plus important des ripostes au VIH. La Directrice exécutive a également souligné que les pays avaient besoin d'une plus grande marge de manœuvre budgétaire pour investir dans leurs réponses.
16. Au milieu de la crise, il y a aussi des opportunités majeures, a-t-elle déclaré lors de la réunion. La Food and Drug Administration (FDA) des États-Unis a récemment approuvé le lénacavir, un antirétroviral injectable à longue durée d'action très efficace. Cependant, le prix américain était supérieur à 28 000 dollars par personne et par an. Le fabricant a indiqué qu'il y aurait des prix à but non lucratif pour de nombreux pays à revenus faibles et moyens, mais on ne sait pas encore exactement ce que cela implique, a expliqué Mme Byanyima. Elle a insisté pour que le prix soit réduit et s'est référée à des recherches indiquant que le lénacavir pourrait être produit pour seulement 25 dollars par personne et par an. Il est essentiel de mettre la PrEP à longue durée d'action à la disposition de tous ceux qui en ont besoin, en même temps que d'autres outils de prévention, a-t-elle déclaré.
17. La Directrice exécutive a lancé un appel aux États-Unis pour qu'ils rétablissent leurs contributions à la lutte contre le VIH dans le cadre du plan d'urgence du président américain pour la lutte contre le sida (PEPFAR) et du Fonds mondial, afin que les pays puissent acheter ces antirétroviraux et d'autres produits de santé vitaux. Cela générerait des emplois et des profits aux États-Unis, a-t-elle déclaré, tout en sauvant des vies.

18. Le Programme commun reste fermement engagé dans la riposte mondiale au VIH, a assuré Mme Byanyima. Il continuera à fournir des données mondiales sur le VIH, le rapport annuel sur le sida et la prochaine Stratégie mondiale de lutte contre le sida (2026-2031), ainsi qu'à remplir ses autres fonctions essentielles. Il continuera à soutenir les gouvernements et les communautés.
19. Après avoir informé la réunion de l'élaboration de la prochaine Stratégie mondiale de lutte contre le sida 2026-2031 et des défis financiers auxquels le Programme commun est confronté, elle a assuré le Conseil que l'ONUSIDA procédait aux changements nécessaires pour faire face à la crise et remplir son mandat. Elle procède à l'élaboration d'un modèle de fonctionnement révisé, comme l'a recommandé le Groupe de haut niveau. Elle a résumé le travail et les principales recommandations du groupe d'experts et a indiqué à l'assemblée que le Secrétariat se concentrerait désormais sur quatre domaines de travail essentiels : le leadership et la sensibilisation, la convocation et la coordination, la responsabilité et l'engagement communautaire. La priorité absolue de l'ONUSIDA serait d'aider les gouvernements et les communautés à mener des réponses nationales durables, inclusives et multisectorielles.
20. Le groupe a suggéré qu'un autre examen soit effectué en 2028, à mi-parcours de la prochaine Stratégie mondiale de lutte contre le sida, a déclaré Mme Byanyima, ajoutant que l'ONUSIDA avait proposé un examen plus précoce, en 2027. Il présentera au CCP un nouveau plan en juin 2027 afin d'informer la résolution du Conseil économique et social des Nations unies (ECOSOC) de 2027 sur la transformation du Programme commun et son intégration dans le système des Nations unies au sens large.
21. Elle a expliqué que, si la riposte au VIH et la pandémie de sida évoluaient dans la bonne direction, les changements envisagés incluraient probablement une plus grande consolidation et une fusion avec les Coparrainants, certaines fonctions étant transférées à certains pays et à d'autres entités de soutien. La présence restante du Programme commun dans les pays pourrait être pleinement intégrée dans les bureaux des coordinateurs résidents des Nations unies. En fonction des réformes de l'initiative ONU80, une intégration plus poussée du modèle de Programme commun pourrait également avoir lieu. Ces décisions s'appuieront également sur un examen de l'écosystème mondial de la santé, y compris le travail du Programme commun avec le Fonds mondial, a déclaré la Directrice exécutive.
22. Dans un premier temps, il a été proposé d'avoir six Coparrainants « principaux », soutenus par des Coparrainants « affiliés ». Le Secrétariat comptera 294 membres du personnel de base, ce qui représente une réduction de 55 % par rapport aux effectifs actuels. Il se concentrera sur un moins grand nombre de pays, réduisant sa présence de 85 à 54 pays qui représentent environ 80 % des personnes vivant avec le VIH et 71 % des nouvelles infections dans le monde. Le nouveau modèle donne la priorité aux pays fortement touchés par le VIH, fortement dépendants de l'aide extérieure et fortement touchés par la stigmatisation et la discrimination.
23. Les quatre cabinets actuels seront remplacés par un cabinet unifié, dirigé par un directeur exécutif adjoint, a expliqué Mme Byanyima. La plupart du personnel technique serait localisé dans les pays du Sud, la présence du Secrétariat à Genève étant ramenée de 120 à 20 personnes. Ces décisions ont été difficiles à prendre, a-t-elle déclaré au CCP, car l'ONUSIDA perdait des centaines de professionnels très expérimentés et dévoués.
24. En ce qui concerne les perspectives financières, elle a indiqué que les 125 millions de dollars de recettes de base initialement prévus pour 2025 ont été ramenés à

68 millions de dollars seulement, soit 80 millions de dollars de moins que le minimum du budget de base. Le Secrétariat prévoyait une structure opérationnelle d'un coût d'environ 60 millions de dollars, qui serait mise en place en 2026.

25. Mme Byanyima a déclaré que le Secrétariat était reconnaissant aux gouvernements qui continuaient à contribuer au Programme commun et à ceux qui envisageaient d'augmenter leurs contributions ou d'effectuer des paiements anticipés. Elle a appelé les autres à faire des promesses de dons et à transférer leurs contributions dès que possible. Reconnaissant que certains partenaires de longue date ont réduit leur soutien, elle leur a demandé d'envisager d'apporter des ressources non essentielles. L'accent mis sur les revenus extrabudgétaires a déjà permis de réunir 15,2 millions de dollars en partenariat avec les Coparrainants et la société civile, a-t-elle déclaré.
26. Le CCP a été informé que la Chine s'était engagée à verser 1 million de dollars par an au cours des cinq prochaines années et que l'Agence chinoise de développement avait provisoirement approuvé l'octroi d'une aide financière à plusieurs pays. Notant une première contribution du Cambodge, ainsi que des contributions de la Côte d'Ivoire, de la Guinée équatoriale et du Kenya, elle a déclaré que les pays du Sud contribuaient au Programme commun de diverses manières.
27. Les Nations unies ont discuté des moyens d'être plus efficaces et plus rentables, notamment en regroupant les mandats et en étant moins fragmentées, a déclaré Mme Byanyima lors de la réunion. La situation financière oblige à une « remise à zéro » des Nations unies, ce qui est un changement positif et qui conduira à des Nations unies plus fortes et plus compétentes, a-t-elle déclaré. Pour que cela fonctionne, les donateurs devraient continuer à contribuer au Programme commun de manière prévisible et cohérente afin qu'il puisse planifier à l'avance.
28. Mme Byanyima a terminé sa présentation par la projection d'une courte vidéo dans laquelle une jeune femme kenyane vivant avec le VIH décrit son travail en tant que mère mentor et son expérience des répercussions des réductions du financement de la lutte contre le VIH.
29. Les membres et les observateurs ont remercié la Directrice exécutive pour son rapport qui évoque clairement la période difficile que nous traversons, et ils ont rendu hommage au dévouement et au travail acharné du personnel du Secrétariat. Ils ont souligné que le VIH restait une grave menace pour la santé mondiale et que les nouvelles infections par le VIH augmentaient dans plusieurs pays. Ils ont également souligné le rôle essentiel du Programme commun dans le renforcement et le soutien des ripostes nationales au VIH, dans l'organisation d'actions multilatérales et dans la fourniture d'un appui technique stratégique.
30. Le CCP a été informé que des progrès importants avaient été réalisés dans la lutte contre la pandémie, mais que la situation actuelle montrait à quel point la réponse au VIH était fragile dans de nombreux endroits. Les intervenants ont souligné que la riposte était désormais soumise à de fortes pressions en raison de la diminution du soutien financier, du rétrécissement de l'espace civique et de la montée des mouvements anti-droits et anti-genre, autant de facteurs qui exercent une pression énorme sur les communautés de personnes vivant avec le VIH.
31. Les intervenants ont exprimé leur inquiétude face à l'ampleur et à l'impact des réductions de financement et ont déclaré qu'il était absurde d'abandonner la lutte contre le VIH alors que le monde était si près d'atteindre l'objectif de mettre fin au sida en tant que menace pour la santé publique. Ils ont souligné que le coût de l'inaction était plus élevé que le coût d'un investissement continu dans la réponse, et ont fait référence aux appels lancés lors d'une récente réunion du G7 en faveur d'un investissement continu dans l'infrastructure sanitaire mondiale.

32. Les participants à la réunion ont été informés que les changements géopolitiques et les réductions brutales de financement menaçaient les efforts déployés par la communauté internationale pour mettre fin au sida. Les intervenants ont mis en garde contre le risque élevé d'une résurgence de l'épidémie de sida, surtout si le leadership et la coordination de l'ONUSIDA sont affaiblis, car les questions liées à la santé sont reléguées au bas de la liste des priorités internationales. Les coupes budgétaires risquent d'entraîner des millions de nouvelles infections et de décès au cours des prochaines années, ainsi qu'une résistance accrue aux médicaments antirétroviraux, a-t-on expliqué au CCP.
33. Affirmant l'importance des réponses au VIH centrées sur les personnes et pilotées par les communautés, plusieurs intervenants ont demandé pourquoi les actions de plaidoyer et les actions menées par les communautés étaient défaites alors que les faits montrent clairement qu'elles sont essentielles à la réussite des programmes de lutte contre le VIH et d'autres programmes de santé.
34. Pour atteindre l'objectif de mettre fin au sida d'ici 2030, il faut des ressources soutenues, une volonté politique, une solidarité collective et des actions courageuses, a-t-on expliqué au CCP.
35. Des appels répétés ont été lancés aux donateurs pour qu'ils poursuivent leurs efforts en vue de mettre fin à la pandémie de sida, et plusieurs membres ont déclaré qu'ils soutenaient fermement ce travail. Les Coparrainants ont également déclaré qu'ils étaient déterminés à relever les défis et à continuer à travailler avec les pays et les communautés touchées, ainsi qu'avec des partenaires clés tels que le PEPFAR et le Fonds mondial, pour mettre fin au sida d'ici à 2030.
36. Les intervenants ont reconnu que les Nations unies étaient en pleine transformation dans un monde imprévisible et des circonstances économiques difficiles. Ils ont apprécié les efforts déployés pour tracer une nouvelle voie et se sont félicités des appels lancés en faveur d'une plus grande appropriation nationale et d'une plus grande attention portée à la durabilité. La viabilité financière implique également de mieux dépenser, d'établir des priorités, d'être transparent et de travailler ensemble au sein des Nations unies et avec les partenaires mondiaux, ont-ils noté. Des programmes pilotés par les pays sont nécessaires pour trouver des solutions à long terme. Toutefois, certains intervenants ont déclaré qu'il était irréaliste et irresponsable de demander davantage de fonds aux pays en développement tout en réduisant le soutien financier.
37. Les intervenants ont déclaré qu'il était difficile d'entendre un rapport décrire une réduction et une restructuration aussi importantes de l'ONUSIDA. Se référant au mandat établi par l'ECOSOC pour le Programme commun, certains ont demandé si l'ONUSIDA resterait capable de guider et de coordonner les interventions nécessaires après avoir subi une réduction des effectifs et une restructuration aussi importantes. Ils ont exprimé leur sincère solidarité avec le personnel qui perd son emploi en raison de la restructuration et ont exhorté tous les pays à soutenir l'ONUSIDA.
38. Se référant au gel des financements et à la suppression des subventions du gouvernement américain, le représentant des États-Unis a reconnu les perturbations dans la fourniture de services liés au VIH, mais a rappelé à la réunion que les États-Unis subissaient des changements majeurs, notamment en reconsidérant la manière d'utiliser l'argent des contribuables pour l'aide à l'étranger, en recherchant intensément l'efficacité et en mettant l'accent sur le retour sur investissement pour le pays. Les États-Unis continueront à soutenir les programmes essentiels de sauvetage et à faire des investissements stratégiques pour promouvoir leur sécurité et leurs intérêts, a-t-elle expliqué.

39. Elle a indiqué au CCP que les États-Unis étaient en train de rembourser intégralement l'ONUSIDA au titre de sa contribution pour 2024. Toutefois, elle a déclaré qu'elle ne pouvait pas se prononcer définitivement sur les contributions futures, mais a informé que les budgets pourraient être inférieurs pour le PEPFAR. L'accent serait mis sur la rationalisation des opérations et l'accélération des transitions, afin que les pays assument davantage la responsabilité de leurs programmes et adoptent une approche plus intégrée de la programmation des maladies. Elle a déclaré que les États-Unis se concentraient sur l'intégration des programmes au niveau national et sur l'intégration des systèmes parallèles.
40. Reconnaissant que les changements étaient difficiles et qu'ils étaient intervenus très rapidement, elle a souligné que des décennies de travail avaient permis de réaliser de grands progrès. L'accent est désormais mis sur la recherche d'un « lieu sûr » pour la riposte à long terme au VIH. Les États-Unis veulent participer à la création de nouvelles opportunités et à la gestion du changement, a-t-elle déclaré.
41. Plusieurs donateurs ont annoncé la poursuite ou l'augmentation de leur soutien à l'ONUSIDA. La Belgique a déclaré qu'elle maintiendrait sa contribution de 12 millions d'euros pour 2025-2028 et que le gouvernement régional de Flandre contribuerait à hauteur de 750 000 euros par an pour 2025-2026. L'Allemagne a annoncé une contribution supplémentaire de 2 millions d'euros en 2025, tandis que l'Espagne a également augmenté sa contribution. La Belgique a appelé tous les partenaires à fournir un financement prévisible à l'ONUSIDA.
42. Les intervenants ont réitéré leur soutien total à l'ONUSIDA et à ses travaux. Il est clair, ont-ils dit, que l'approche du Programme commun est une réussite et qu'elle a contribué à sauver des millions de vies.
43. Le CCP a été informé que le financement de la lutte contre le VIH était instable depuis un certain temps et que les conceptions traditionnelles du financement de la santé publique mondiale n'étaient plus suffisantes ; de nouvelles sources de financement innovantes étaient donc nécessaires. Selon les intervenants, il en va de même pour le Programme commun, qui doit s'adapter à une situation financière difficile et qui a besoin de nouveaux modèles de financement. Les Coparrainants ont également été invités à maximiser leurs contributions.
44. Les intervenants ont remercié le Groupe de haut niveau pour son travail et les recommandations du groupe en faveur d'un modèle opérationnel révisé ont été largement soutenues. La crise a également été l'occasion de faire mieux en travaillant selon de nouvelles méthodes, a-t-on dit au CCP. Un intervenant a demandé dans quelle mesure le Groupe de haut niveau avait été guidé par une facilitation externe.
45. Les intervenants se sont largement accordés sur les points suivants : établir un nombre de Coparrainants principaux et affiliés avec des rôles distincts, définir un budget réaliste et donner la priorité aux activités dans les communautés qui subissent le plus l'impact de l'épidémie. Toutefois, ils se sont inquiétés de l'impact majeur de la restructuration sur le personnel et ont invité le Secrétariat à gérer les changements avec prudence. Une transparence totale est nécessaire tout au long du processus, a-t-on dit au CCP.
46. Les intervenants se sont félicités de l'accent mis sur la durabilité, l'équité, la dignité, l'accès et la responsabilisation des communautés et souligné que la restructuration de l'ONUSIDA ne devrait pas se produire ne doit pas se faire au détriment de vies humaines, ni compromettre les valeurs et principes qui ont guidé la riposte au VIH pendant des décennies. La protection des droits humains et l'inclusion significative des communautés affectées ne sont pas négociables, ont-ils insisté.

47. Les intervenants ont également déclaré que la santé mondiale était un bien public mondial et que la lutte contre le VIH était un modèle de solidarité internationale qu'il fallait préserver. Elle doit également rester fermement ancrée dans les preuves scientifiques et mettre fortement l'accent sur les partenariats et le partage des leçons et des expériences, a-t-on expliqué au CCP.
48. Les intervenants ont mis en évidence quatre approches fondamentales : une coopération multisectorielle efficace au sein du système des Nations unies ; un engagement fort de la société civile et une participation à la prise de décision ; des ripostes au VIH fondées sur les droits ; et une appropriation nationale de ces ripostes en vue d'une plus grande durabilité.
49. Le Secrétariat a été remercié pour ses efforts visant à aligner la restructuration sur les autres processus pertinents en cours. Les intervenants ont souligné la nécessité d'une cohésion entre la restructuration de l'ONUSIDA, le processus ONU80 et les discussions sur les changements de l'architecture mondiale de la santé. Mais ils ont également souligné que les fonctions essentielles du Programme commun devraient également être protégées au sein du système des Nations unies, en particulier celles liées au travail avec les communautés et à la protection des droits des personnes les plus vulnérables au VIH.
50. De vives inquiétudes ont été exprimées quant au fait que certains changements proposés, tels que la réduction de la présence de l'ONUSIDA dans les pays, ne fassent reculer la lutte contre le VIH. Se référant à l'intention apparente de transformer l'ONUSIDA en une entité plus petite qui fermerait sous sa forme actuelle autour de 2030, plusieurs intervenants se sont également demandé s'il était réaliste de discuter de « l'arrêt progressif » de l'ONUSIDA alors que les nouvelles infections par le VIH augmentent dans de nombreux pays, que plus de 40 millions de personnes vivent avec le VIH et que l'on prévoit de nouvelles augmentations des infections par le VIH et des décès liés au sida. Ils ont déclaré au CCP qu'en l'absence d'un remède contre le VIH, la riposte au VIH devrait se poursuivre au-delà de 2030, et que les cinq prochaines années devraient être mises à profit pour permettre aux partenaires de poursuivre le travail essentiel du Programme commun. Selon eux, tout mouvement en faveur de « l'arrêt progressif » du Programme commun devrait également garantir que les Coparrainants puissent s'engager de manière significative dans la réussite du transfert des fonctions.
51. La prochaine Stratégie mondiale de lutte contre le sida (2026-2031) sera cruciale, a-t-on dit au CCP. Il s'agissait d'une occasion de remodeler la réponse globale dans un contexte de baisse du financement des donateurs et de nombreux autres défis. Les intervenants ont déclaré qu'ils soutenaient généralement les éléments clés de l'ébauche de la nouvelle Stratégie et que la prochaine Stratégie devrait mettre l'accent sur le leadership des pays dans les ripostes nationales au VIH, le Programme commun jouant un rôle de soutien pour permettre ce leadership.
52. Plusieurs membres (dont l'Algérie, le Burundi, le Cambodge, la Chine, Haïti, l'Inde, le Lesotho, la Libye, les Philippines, la République-Unie de Tanzanie et le Zimbabwe) ont souligné leur engagement à soutenir l'ONUSIDA en ces temps difficiles et ont reconnu le soutien fondamental apporté à leurs ripostes nationales au VIH. Ils ont décrit certaines des réalisations de leurs ripostes au VIH, les changements qu'ils ont introduits et l'important soutien apporté par l'ONUSIDA.
53. Plusieurs membres ont décrit les mesures prises pour renforcer le financement national de leur riposte au VIH, les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs 95-95-95 et les efforts déployés pour intégrer les approches communautaires et multisectorielles. Ils ont insisté sur la nécessité de combler les lacunes en matière

d'équité dans le domaine de la santé et de maintenir un financement et des réponses flexibles pour les crises humanitaires. Ils ont également noté que les progrès étaient fragiles et que les pertes de financement entraînaient des perturbations dans les services. Ils ont demandé à l'ONUSIDA de continuer à soutenir les feuilles de route et les dossiers d'investissement relatifs à la viabilité du VIH et de donner la priorité à l'accès abordable aux médicaments contre le VIH.

54. Plusieurs membres et observateurs ont déclaré qu'ils souhaitaient accroître l'accès à la prophylaxie pré-exposition (PrEP) à longue durée d'action, mais qu'elle devait être abordable. Ils ont appelé à une tarification transparente et équitable des technologies médicales.
55. Ils ont salué l'approbation par la Food and Drug Administration des États-Unis du lénacapavir, un antirétroviral à longue durée d'action, comme un développement passionnant. Parallèlement à d'autres stratégies de prévention, un accès équitable à cet outil de prévention pourrait ouvrir une nouvelle ère dans la prévention du VIH, ont-ils déclaré. Notant les prix élevés actuels et l'accès limité, ils ont appelé à une réduction urgente des prix. Un membre regrette que le fabricant du lénacapavir n'ait pas accepté d'accorder une licence pour ce produit par l'intermédiaire de la Communauté de brevets sur les médicaments. Le CCP a été informé que les nouvelles technologies médicales devaient être accessibles et abordables pour tous ceux qui en avaient besoin.
56. Il a été rappelé au CCP que le VIH avait toujours touché de manière disproportionnée les populations clés, y compris les personnes qui s'injectent des drogues, et qu'elles continuaient d'être laissées pour compte, étant donné qu'elles étaient toujours exclues des décisions affectant leur vie et que la réduction des risques continuait d'être négligée. Les participants à la réunion ont appris qu'environ 100 milliards de dollars étaient dépensés chaque année dans le monde pour la police des toxicomanes, alors que seulement 150 millions de dollars étaient nécessaires pour financer la réduction des risques pour tous ceux qui en avaient besoin.
57. En réponse, Mme Byanyima a remercié les intervenants pour leur soutien et leurs remarques. Elle a déclaré qu'il était difficile d'apprendre que des services vitaux étaient réduits en raison de pertes de financement, mais elle a ajouté qu'il y avait des nouvelles encourageantes de pays qui réagissaient. À titre d'exemple, elle a mentionné l'introduction d'une taxe sur le VIH et de « taxes sur le péché » destinées à financer les programmes de lutte contre le VIH, le remplacement des travailleurs de la santé qui avaient perdu leur emploi et les efforts déployés pour maintenir le financement de la recherche vitale sur le VIH.
58. Elle a assuré le CCP que le Programme commun maintiendrait l'attention des pays sur les approches en matière de droits humains et sur la protection de la santé et des droits sexuels et reproductifs. Les progrès réalisés sont louables, tout comme les réponses apportées aux réductions de financement, souvent avec le soutien du Programme commun. Dans le même temps, a-t-elle ajouté, les Philippines ont rappelé à quel point l'épidémie de VIH pouvait se développer rapidement. Rappelant que tous les États membres des Nations unies se sont engagés à mettre fin au sida en tant que menace pour la santé publique d'ici à 2030, elle les a exhortés à tenir cette « promesse sacrée ».
59. L'ONUSIDA est conscient de son devoir envers les personnes vivant avec le VIH, exposées au risque d'infection et affectées par le virus, a déclaré la directrice exécutive, et elle est d'accord avec les intervenants pour dire que le changement ne doit pas se faire à leurs dépens. Elle a remercié les intervenants pour les préoccupations qu'ils ont exprimées au sujet du personnel pendant la transformation

et s'est engagée à mettre en œuvre les changements de manière équitable, transparente et respectueuse de la dignité humaine. Notant que les changements envisagés comportent des risques, elle a déclaré que le soutien des partenaires était nécessaire pour atténuer et gérer ces risques. L'avenir doit être affronté ensemble, dans le cadre d'un Programme commun uni.

60. Elle a indiqué que le Secrétariat examinait attentivement la meilleure façon de servir les pays avec des ressources réduites et une présence plus légère. Sa plaque tournante était déplacée vers le Sud et coûtait moins cher. Elle permettrait de placer 20 personnes dans les bureaux des coordinateurs résidents des Nations unies, en plus du maintien d'un soutien direct dans les pays les plus touchés et les plus en difficulté. Toutefois, a-t-elle ajouté, si les donateurs estiment qu'un soutien plus important est nécessaire dans une région, ils peuvent aider le Secrétariat à y parvenir, par exemple en Europe de l'Est et en Asie centrale. L'orientation générale est que les structures et les présences du Secrétariat soient finalement absorbées par le système des Nations unies dans son ensemble, avec l'intégration de la totalité de l'empreinte du Secrétariat dans le système des Nations unies, a-t-elle déclaré.
61. Cependant, l'ONUSIDA ne reculera pas devant la promotion des droits des personnes et la réduction des inégalités qui alimentent l'épidémie et privent les personnes des services dont elles ont besoin, a-t-elle assuré lors de la réunion. L'ONUSIDA continuera à faire pression pour que les gens aient accès aux médicaments et aux outils dont ils ont besoin, y compris les dernières avancées, et elle continuera à s'attaquer à la stigmatisation et à la discrimination.
62. Mme Byanyima a remercié les intervenants d'avoir salué le travail du Groupe de haut niveau. Elle a déclaré que le nouveau modèle de fonctionnement proposé était basé sur les recommandations du groupe d'experts et sur la vision de l'initiative ONU80, et qu'il serait suffisamment souple pour être modifié en fonction de cette vision. Le Programme commun est resté ouvert à d'autres réformes dans le cadre de l'initiative ONU80. Il a également fait part de ses propres enseignements à l'initiative ONU80, notamment en ce qui concerne des éléments tels que sa structure et son conseil d'administration.
63. En réponse à un commentaire sur la facilitation externe du Groupe de haut niveau, Mme Byanyima a déclaré que trois coprésidents indépendants avaient facilité le processus.
64. La prochaine Stratégie mondiale de lutte contre le sida informera et façonnera l'avenir de la riposte au VIH, a-t-elle déclaré au CCP. Il s'agirait d'aider les pays à soutenir leurs réponses nationales, y compris par le biais d'un leadership financier. Elle tracerait également les grandes lignes d'une viabilité financière qui inclurait une solidarité mondiale permanente. Les pays à faible revenu, très sollicités, ne peuvent pas assumer seuls ce fardeau, a-t-elle déclaré au CCP.
65. En conclusion, Mme Byanyima a remercié les États-Unis d'avoir confirmé qu'ils paieraient l'intégralité de leur contribution pour 2024. L'ONUSIDA a également apprécié sa relation étroite avec le PEPFAR, un partenariat qui a donné d'excellents résultats dans les pays. Elle a remercié les donateurs qui ont déjà confirmé leurs contributions ou leurs augmentations, notamment l'Allemagne, la Belgique, le Cambodge, la Chine, la Côte d'Ivoire, la Guinée équatoriale, le gouvernement des Flandres, l'Espagne, la Thaïlande et d'autres. Elle a déclaré qu'elle se réjouissait du soutien continu du Royaume-Uni.
66. Le point de décision a été adopté.

#### **1.4 Rapport du Président du Comité des organismes Coparrainants**

67. Gilbert F. Hougbo, Directeur général de l'Organisation internationale du travail (OIT) et président du Comité des organismes Coparrainants (COC), a remercié les coprésidents et les membres du panel de haut niveau. Il a qualifié la consultation de profonde, en dépit de la difficulté et de la sensibilité des questions abordées.
68. M. Hougbo a déclaré que le Secrétariat et les Coparrainants étaient largement d'accord sur de nombreuses recommandations clés du rapport du Groupe de haut niveau, notamment : rationaliser le Secrétariat et établir des Coparrainants principaux et affiliés ; relocaliser le personnel dans des lieux moins coûteux ; renforcer l'engagement de la société civile ; réaffirmer une réponse multisectorielle ; simplifier les processus de planification, d'établissement de rapports et de planification du travail ; et réduire la fréquence des réunions en personne du CCP. Les Coparrainants ont également salué l'accent mis sur le renforcement du financement national et de l'appropriation par les pays.
69. Toutefois, sur certaines questions, leurs points de vue divergent. Il s'agit notamment des conditions de la fourniture d'un financement catalytique prévisible aux Coparrainants et de la nécessité de simplifier les critères d'allocation des ressources. Il a déclaré que les Coparrainants travailleraient en étroite collaboration avec le Secrétariat pour évaluer les changements dans le contexte mondial et pour ajuster les actions collectives, afin qu'elles restent efficaces et alignées sur l'objectif commun de mettre fin au sida en tant que menace pour la santé publique d'ici 2030.
70. M. Hougbo a déclaré qu'il était clair que le financement de la lutte contre le VIH avait fortement diminué et que cela menaçait le travail du Programme commun et les progrès réalisés dans la lutte contre le VIH. L'appropriation nationale des réponses au VIH doit être soutenue, de même que la promotion d'un financement national plus important, a-t-il déclaré. La prochaine Stratégie mondiale de lutte contre le sida (2026-2031) devra relever ces défis et bien d'autres encore, notamment en garantissant un accès ininterrompu aux services, en promouvant les droits humains et l'égalité des genres, et en protégeant l'espace civique. L'accès aux médicaments et aux outils de lutte contre le VIH, y compris la PrEP à longue durée d'action, doit être garanti, le soutien aux organisations communautaires doit être accru et la prochaine Stratégie mondiale de lutte contre le sida doit être ancrée dans les principes de la justice sociale, a déclaré M. Hougbo au Conseil d'administration.
71. Les Coparrainants sont solidaires du Secrétariat et de son personnel pendant cette douloureuse période d'attrition, a-t-il déclaré, rappelant à l'assemblée que de nombreux Coparrainants et d'autres Organisation des Nations unies vivaient des expériences similaires. Il est important de remplir le devoir de diligence et d'essayer de transformer les défis en opportunités. Les réponses doivent être évaluées en permanence en fonction des réalités changeantes, a-t-il déclaré lors de la réunion.
72. En conclusion, M. Hougbo a remercié les membres du CCP, la société civile, les communautés et les donateurs pour leur travail acharné et leur soutien indéfectible afin que le sida cesse d'être une menace pour la santé publique. Il a déclaré que les Coparrainants restaient de fervents partisans du Programme commun et s'engageaient à déployer un effort mondial commun pour mettre fin au sida.
73. Les membres et les observateurs ont remercié le COC pour son rapport perspicace, ont exprimé leur appréciation pour le travail du Comité et ont noté les contributions des Coparrainants qui, malgré de nombreuses difficultés, ont continué à travailler pour mettre fin au sida.
74. Plusieurs intervenants ont rendu hommage au travail des 11 Coparrainants et ont réaffirmé la nécessité de préserver le modèle innovant de gouvernance et de fonctionnement du Programme commun. Ils ont également partagé des exemples

illustrant sa valeur particulière, son approche multilatérale et son engagement à soutenir et à travailler avec des communautés autonomes. Il a été demandé au Programme commun de continuer à mettre en place une réponse multisectorielle efficace au service des communautés et de la justice sociale.

75. Le travail des Coparrainants et du Secrétariat dans l'élaboration de la prochaine Stratégie mondiale de lutte contre le sida 2026-2031, la révision du modèle opérationnel du Programme commun et la recherche d'une rationalisation des ressources pour la lutte contre le VIH ont été globalement appréciés. Plusieurs intervenants ont insisté pour que la prochaine Stratégie soit fondée sur les principes de justice sociale, d'équité, de droits humains et d'approches centrées sur les personnes.
76. Un contexte très difficile a rendu cruciale la coordination efficace des actions des Coparrainants et du Secrétariat, ont déclaré les intervenants. Ils ont félicité le COC d'avoir dégagé un consensus sur un grand nombre de recommandations clés concernant la révision du modèle opérationnel du Programme commun, conformément aux recommandations du Groupe de haut niveau, tout en restant attentif aux décisions très difficiles qui devaient être prises. L'accent mis sur l'engagement de la société civile et sur le renforcement de l'appropriation par les pays a été salué, bien que le CCP ait également été informé que les défis structurels devaient aller au-delà des réformes institutionnelles. Les Coparrainants devraient également modifier leurs méthodes de travail en ces temps difficiles, a-t-on expliqué au CCP.
77. Il a été convenu que le nouveau modèle de fonctionnement devrait être aligné sur l'initiative ONU80. Cependant, les intervenants ont noté que le nouveau modèle proposé prévoyait un nombre réduit de Coparrainants, ce qui rendait cruciale l'identification claire des critères pour déterminer les Coparrainants « principaux » envisagés et leurs rôles.
78. Les Coparrainants et le Secrétariat ont été encouragés à combler les différences restantes et à se mettre d'accord sur un modèle susceptible d'avoir le plus grand impact. Un modèle innovant et souple est nécessaire pour garantir que les contributions des Coparrainants ne soient pas perdues, ont déclaré les intervenants.
79. Ce n'était pas une époque ordinaire, ont déclaré les intervenants. Plusieurs membres ont averti que les contraintes budgétaires subies par l'ONUSIDA avaient des implications majeures et menaçaient les progrès durement acquis en matière de santé mondiale. Ils ont également noté avec inquiétude l'ampleur des réductions de financement entre les Coparrainants, qui ont affecté l'appui aux pays, et se sont fait l'écho des appels à un financement équitable et catalytique pour les Coparrainants.
80. Selon les intervenants, un soutien financier adéquat est essentiel, mais les réductions drastiques du financement international, combinées à l'augmentation des besoins, exercent des pressions extraordinaires sur les communautés, les systèmes de santé et les millions de personnes vivant avec le VIH. Il est inacceptable que les populations clés et vulnérables supportent le fardeau des réductions de financement, a-t-on déclaré lors de la réunion.
81. Les intervenants ont reconnu les divergences d'opinion, notamment en ce qui concerne les allocations de fonds aux Coparrainants, mais ont déclaré qu'ils espéraient que ces divergences seraient résolues. Ils ont demandé à la Directrice exécutive de fournir des mises à jour régulières sur le modèle de fonctionnement révisé et sa mise en œuvre, et ont déclaré qu'ils attendaient avec impatience de discuter du nouveau plan de travail et du budget proposés lors de la prochaine réunion du CCP en octobre.

82. En réponse, le Président du COC a remercié l'assemblée pour ses commentaires constructifs et a déclaré que les Coparrainants continuaient à faire preuve d'un grand sens de la solidarité. Ils sont optimistes et pensent que les différences sont surmontables et que des progrès positifs seront signalés lors de la prochaine réunion du CCP. En ce qui concerne la mobilisation des ressources, une approche coordonnée est nécessaire pour éviter que 11 Coparrainants et le Secrétariat n'approchent les mêmes donateurs. M. Hougbo a rappelé que le Programme commun avait été créé en partie pour éviter les chevauchements et les répétitions de ce type.

83. L'assemblée a adopté le point de décision.

### **1.5 Rapport du représentant des ONG (reporté)**

## **2. Leadership de la riposte au sida (reporté)**

### **3. Suivi du volet thématique de la 55e réunion du CCP « Combattre les inégalités chez les enfants et les adolescents pour mettre fin au sida d'ici à 2030 »**

84. Paula Munderi, cheffe d'équipe pour la science, le traitement du VIH et la pédiatrie à l'ONUSIDA, a commencé sa présentation en décrivant la préparation du volet thématique, y compris la rédaction du document de référence et la sélection des intervenants. Elle a brièvement rappelé le contenu de ce document, d'un document d'accompagnement de la conférence et du rapport complet de la session. Elle a ensuite passé en revue les principaux thèmes abordés au cours du volet.

85. Les messages clés du volet thématique comprennent la nécessité d'une collecte de données de qualité et d'une meilleure utilisation des données ; un appel à l'adoption de services décentralisés et intégrés pour les femmes vivant avec le VIH, les femmes, les enfants et les adolescents ; la reconnaissance et le financement du leadership communautaire dans la prestation de services ; et un plus grand investissement ciblé, a-t-elle déclaré.

86. Mme Munderi a déclaré à la réunion que les réductions de financement affectaient déjà les programmes de transmission verticale. Les taux de dépistage du VIH dans les programmes de dépistage vertical étaient en baisse, des ruptures de stock d'ARV pédiatriques se produisaient et les services de soutien communautaires étaient réduits. Si les programmes du PEPFAR ne se poursuivent pas, a-t-elle déclaré, les modélisations montrent qu'il y aura 660 000 nouvelles infections à VIH supplémentaires chez les enfants, 260 000 décès supplémentaires liés au sida chez les enfants et 3,4 millions d'orphelins du sida supplémentaires d'ici à 2030.

87. Les expériences d'interruption de service ont été mitigées et ont évolué au fil du temps, a-t-elle expliqué. Certains pays ont introduit des mesures d'atténuation, telles que la constitution de stocks tampons de kits de diagnostic, la transition des travailleurs de la santé vers le secteur public et la priorité donnée à la PrEP pour les femmes enceintes et celles qui allaitent. Elle a cité comme bon exemple l'initiative présidentielle pour mettre fin au sida pédiatrique en République démocratique du Congo, qui a récemment bénéficié d'un financement national.

88. Les membres et les observateurs ont remercié Mme Munderi pour cette mise à jour instructive et ont salué les recommandations fondées sur des données probantes qui sont ressorties du segment thématique. Ils ont déclaré qu'il était décevant de constater que, malgré les progrès réalisés, quelque 120 000 enfants avaient contracté le VIH en 2023 et qu'on estimait à 600 000 le nombre d'enfants vivant avec le VIH qui ne

recevaient pas de traitement salvateur. Le CCP a été informé que les enfants vivant avec le VIH avaient toujours beaucoup moins de chances que les adultes de connaître leur statut sérologique et d'obtenir un traitement.

89. Les intervenants ont rappelé au CCP que l'Afrique au sud du Sahara abritait plus de 80 % du fardeau du VIH chez les enfants et les adolescents, et ils ont réitéré les appels à une réponse urgente et axée sur l'équité. L'éradication du VIH chez les enfants et les adolescents doit rester au centre de la riposte mondiale au VIH, ont-ils insisté, et les programmes visant à éliminer la transmission verticale doivent être renforcés.
90. Selon les intervenants, il est également essentiel de continuer à réduire les nouvelles infections par le VIH chez les femmes, en particulier les adolescentes et les jeunes femmes, afin de transformer la « triple menace » du VIH, des grossesses précoces et de la violence fondée sur le sexe en un « triple dividende ». La levée des obstacles qui empêchent les femmes d'accéder aux services liés au VIH est un levier puissant pour briser le cycle de l'infection et prévenir la transmission verticale, ont déclaré les intervenants lors de la réunion. Ils ont partagé des exemples de programmes réussis, d'interventions intégrées et de partenariats en expansion. Les intervenants ont rappelé que le monde ne réaliserait pas les progrès nécessaires contre le sida sans s'attaquer aux inégalités sous-jacentes qui alimentent la pandémie. Les inégalités entre les genres et les violations des droits humains ont accru la vulnérabilité des femmes au VIH, ce qui a entraîné la poursuite de la transmission verticale, a-t-on expliqué au CCP. L'éradication du sida chez les enfants et les adolescents est possible, ont-ils insisté, mais seulement si les systèmes d'exclusion sont démantelés, si les droits des personnes sont protégés et si elles peuvent prendre des décisions éclairées concernant leur santé, ce qui nécessite des approches communautaires fondées sur les droits humains qui donnent aux adolescentes et aux jeunes femmes les moyens de se prendre en charge.
91. Les intervenants ont soutenu les recommandations du volet thématique, notamment celles qui mettent l'accent sur l'expansion des services intégrés et sur l'importance des services et des organisations dirigés par la communauté. Des plans nationaux fondés sur des preuves et des droits sont essentiels, ont-ils déclaré, tout comme des systèmes de données renforcés pour suivre l'évolution du VIH chez les enfants, les adolescents et les couples mère-bébé. Selon eux, les données doivent être ventilées par âge, par localisation géographique, par groupe de population et par genre, et les programmes doivent atteindre les enfants des populations clés et les enfants pris au piège des crises humanitaires. Le soutien psychosocial et les modèles de soutien par les pairs ont également été mis en avant.
92. Il est impératif de combler les lacunes en matière de dépistage et de traitement pour les enfants et les adolescents vivant avec le VIH, a-t-on expliqué aux participants, ce qui nécessite une coopération et une action fortes de la part des Coparrainants, compte tenu de la nature multisectorielle de ce défi. Les intervenants ont souligné que les adolescents séropositifs devaient être considérés comme une population unique nécessitant des services et un soutien spécifiques et adaptés. Les intervenants ont appelé à des réformes juridiques et politiques pour supprimer les obstacles liés à l'âge du consentement aux services de lutte contre le VIH.
93. La valeur de l'éducation sexuelle complète ne saurait être surestimée, ont déclaré les intervenants. Fournir aux enfants et aux adolescents des informations précises et adaptées à leur âge sur leur santé sexuelle et reproductive est une stratégie éprouvée et rentable pour prévenir les infections sexuellement transmissibles, ont souligné les intervenants.

94. Il a été rappelé au CCP que les connaissances, les outils et les capacités pour mettre fin au sida chez les enfants et les adolescents existent, mais que le leadership et les actions pour les utiliser pleinement font encore défaut. Pour préserver et développer les acquis, il faudrait augmenter les financements nationaux, mobiliser des financements innovants et mixtes, veiller à ce que les financements prévisibles aillent aux programmes qui touchent les enfants et les adolescents, et renforcer l'appropriation et la responsabilité au niveau national, ont déclaré les intervenants.
95. Des avertissements sévères ont été lancés : la vague de réductions budgétaires, si elle n'est pas résolue, risque d'entraver gravement les efforts déployés pour mettre fin au sida chez les enfants. Le CCP a été informé qu'une nouvelle modélisation montrait que les pertes de financement pourraient entraîner jusqu'à un million d'infections supplémentaires par le VIH et près de 500 000 décès supplémentaires liés au sida chez les enfants d'ici 2029. Le coût de l'inaction serait catastrophique pour les enfants et les adolescents, ont déclaré les intervenants.
96. Le CCP a été informé que le respect des engagements pris à l'égard des enfants nécessitait une solidarité constante et un financement prévisible de la part des bailleurs de fonds extérieurs, l'utilisation d'options de financement mixtes innovantes, une augmentation du financement national et une plus grande appropriation nationale des ripostes au VIH. Les intervenants ont approuvé l'appel lancé par le rapport du volet thématique en faveur d'une collaboration accrue entre les gouvernements, les organisations confessionnelles, la société civile et le secteur privé afin de combler les lacunes en matière d'accès pour ces groupes vulnérables.
97. Les représentants de plusieurs pays ont fait le point sur les progrès réalisés en vue d'éliminer la transmission verticale du VIH et de mettre fin au sida chez les enfants. Ils ont souligné l'importance d'une éducation sexuelle complète, de services de santé sexuelle et reproductive et d'un soutien à la santé mentale dans leurs stratégies nationales, ainsi que de l'introduction d'un double dépistage du VIH et de la syphilis pour toutes les femmes enceintes. Ils ont toutefois prévenu que les réductions de financement posaient des défis majeurs. Certains membres ont décrit leurs difficultés à développer les services de diagnostic pédiatrique et à intégrer les services de santé mentale et de santé sexuelle et reproductive pour les populations clés.
98. Tout en notant l'accent mis sur l'efficacité et l'optimisation des ressources, des inquiétudes ont été exprimées quant à la fermeture du bureau régional de l'ONUSIDA au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. Les intervenants ont déclaré qu'ils reconnaissaient la nécessité de réformes institutionnelles, mais ont souligné que les changements ne devaient pas interrompre le soutien aux pays et aux communautés touchées, y compris l'assistance technique. Les pays les plus touchés devraient être étroitement associés aux processus de restructuration, ont-ils insisté.
99. Dans sa réponse, Paula Munderi a remercié les intervenants pour leurs contributions et leur soutien aux efforts vitaux visant à protéger les enfants et les adolescents et à leur donner la priorité.

**mercredi 26 juin 2024**

#### **4. Cadre unifié du budget, des résultats et des responsabilités (UBRAF) 2022-2026**

##### **4.1 Rapport de suivi des résultats 2024**

100. Angeli Achrekar, Directrice exécutive adjointe de la Branche Programme de l'ONUSIDA, a présenté le rapport de suivi des résultats (PMR), qui expose les résultats collectifs des 11 Coparrainants et du Secrétariat à tous les niveaux. Le PMR a clairement établi un lien entre les résultats, l'impact et les investissements de l'ONUSIDA, comme l'ont demandé le CCP, l'IEOAC et les donateurs, a-t-elle déclaré. Le rapport a été rationalisé, bien qu'il couvre 10 domaines de résultats, cinq fonctions stratégiques et 45 indicateurs UBRAF. Elle a ensuite décrit les éléments du rapport et a rappelé que le rapport se référait aux activités de 2024 et ne reflétait pas encore les développements de ces derniers mois.
101. L'examen à mi-parcours de 2024 a montré que le monde disposait des outils et des connaissances nécessaires pour mettre fin au sida, mais qu'il n'était pas sur la bonne voie pour y parvenir d'ici à 2030, a déclaré Mme Achrekar au CCP. Elle a indiqué que des lacunes persistantes, notamment en matière de prévention et de droits humains, masquaient les progrès significatifs accomplis. Le Programme commun a continué à travailler dur pour combler ces lacunes, et son rôle unique est évident dans les résultats obtenus (notamment en matière de prévention, de dépistage et de traitement, et de changements politiques et juridiques pour une riposte au VIH plus efficace et plus durable), a-t-elle indiqué. Elle a également mis en place des systèmes de gouvernance et de responsabilité solides.
102. Elle a indiqué que les programmes de traitement du VIH avaient permis de sauver environ 24,1 millions de vies entre 1996 et 2023, que les nouvelles infections avaient été réduites de 60 % au cours de la même période et que 31,6 millions de personnes recevaient une thérapie antirétrovirale (ART) à la fin de 2023. L'ONUSIDA a donné la priorité à l'appui à 85 pays, y compris l'appui à 84 pays pour la prévention du VIH, 79 pays pour l'expansion des réponses au VIH menées par les communautés, 50 pays pour l'intégration de l'égalité des genres dans leurs programmes de lutte contre le VIH et 30 pays pour l'élaboration de feuilles de route pour la durabilité de la lutte contre le VIH.
103. Les résultats obtenus témoignent d'une meilleure définition des priorités et d'une capacité à utiliser des ressources limitées avec une grande efficacité, a-t-elle déclaré. Seuls six des 45 indicateurs du cadre unifié du budget, des résultats et de la responsabilité (UBRAF) ont progressé lentement. Selon elle, les résultats ont montré le rôle unique de l'ONUSIDA en combinant le leadership mondial et l'appui au niveau national (dans plus de 80 pays).
104. Cependant, elle a déclaré que même avec une efficacité accrue, le sous-financement chronique de l'UBRAF sapait les capacités cruciales du Programme commun et réduisait les possibilités de soutien aux pays, et que de nouveaux chocs pour la santé mondiale et le VIH menaçaient les progrès réalisés et créaient la possibilité d'une résurgence de la pandémie.
105. Décrivant certaines des mesures prises en 2025 dans un contexte de fortes perturbations, Mme Achrekar a déclaré que le Programme commun aidait les pays et les communautés à atténuer l'impact de ces perturbations. Il s'agissait notamment de travailler directement avec eux sur les subventions du Fonds mondial, de reprogrammer et de redéfinir les priorités des interventions et d'élaborer des feuilles de route sur la viabilité de la lutte contre le VIH.

106. Kofi Amekudzi, spécialiste technique principal du VIH/sida à l'Organisation internationale du travail (OIT), a ensuite résumé les principaux résultats obtenus par rapport au résultat 1. Il a déclaré que les points forts du travail de prévention du Programme commun comprenaient de nouvelles orientations en matière de prévention pour les femmes à haut risque de VIH et les populations clés, un accès plus équitable aux services combinant la prévention dans 84 pays, le soutien à la Coalition mondiale pour la prévention du VIH, l'augmentation de l'adoption de la PrEP (pour atteindre 6,5 millions de personnes en 2024), une éducation sexuelle complète touchant plus de 27 millions d'apprenants, l'expansion des services de réduction des risques et des programmes sur mesure sur le lieu de travail.
107. Les points forts du soutien au dépistage et au traitement du VIH sont l'adoption de l'approche « traiter tout le monde » dans 99 % des pays, la mise en œuvre des schémas thérapeutiques de première ligne recommandés dans 118 pays et la mise en œuvre systématique de l'autodépistage dans 71 pays, a-t-il indiqué. Le Programme commun a soutenu un nouveau cadre et de nouvelles orientations pour l'élimination du VIH, de la syphilis et de l'hépatite B, ainsi que l'intégration des services connexes. Elle a également fait progresser l'utilisation de schémas thérapeutiques supérieurs pour les enfants dans 102 pays.
108. En ce qui concerne le résultat 2 (Faire tomber les barrières), M. Amekudzi a déclaré que le Programme commun avait fourni un soutien technique et autre aux ripostes au VIH menées par les communautés dans plus de 70 pays, élaboré un nouveau cadre et une nouvelle méthodologie pour le suivi des objectifs 30-80-60, contribué à renforcer le suivi mené par les communautés dans 65 pays et finalisé et lancé l'indice de stigmatisation v2.0 dans 10 pays.
109. En ce qui concerne les droits humains, le Programme commun a soutenu la suppression ou la réforme des lois et politiques punitives dans 72 pays et a soutenu 41 pays dans le cadre du partenariat mondial pour l'élimination de la stigmatisation et de la discrimination. En ce qui concerne l'égalité des genres, elle a contribué à renforcer l'expertise dans 50 pays, a soutenu des évaluations de la situation dans 12 pays et a renforcé les compétences en matière de plaidoyer et l'accès des femmes vivant avec le VIH aux forums de prise de décision. Elle a également soutenu l'intensification des interventions multisectorielles adaptées aux jeunes dans plus de 50 pays, ainsi que l'adoption de l'engagement ministériel sur la santé et le bien-être des jeunes dans 14 pays d'Afrique australe.
110. Pour le résultat 3, qui se concentre sur des réponses durables et intégrées au VIH, le Programme commun a contribué à améliorer l'efficacité de l'allocation, à résoudre les goulets d'étranglement de la programmation et à soutenir les dossiers d'investissement dans le domaine du VIH ou des analyses similaires dans 59 pays. Il a soutenu des investissements dans la lutte contre le VIH fondés sur des données probantes tout au long du cycle de subvention du Fonds mondial dans 79 pays, ainsi que l'élaboration de feuilles de route sur la viabilité de la lutte contre le VIH dans 30 pays. Il a également consolidé son rôle en tant que principale source de données sur le financement de la lutte contre le VIH et a soutenu l'augmentation du financement national des ripostes nationales au VIH.
111. En outre, il a aidé plus de 90 pays à améliorer leur accès aux technologies de la santé. Des orientations, un soutien technique et des outils d'apprentissage en ligne ont été fournis pour les systèmes intégrés centrés sur les personnes pour le VIH, la tuberculose, d'autres programmes de santé et la protection sociale dans le cadre des soins de santé primaires. L'ONUSIDA a également soutenu l'inclusion du dépistage et du traitement du cancer du col de l'utérus pour les femmes vivant avec le VIH dans les stratégies nationales de 54 pays. L'élargissement de la fourniture de services liés au

VIH dans les situations d'urgence humanitaire a été soutenu, de même qu'une action rapide pour maintenir les services essentiels liés au VIH et la nutrition dans les pays touchés par les conflits et le changement climatique.

112. Marie-Odile Emond, conseillère principale pour la planification des programmes et l'appui sur le terrain au Secrétariat de l'ONUSIDA, a expliqué comment les initiatives ciblées et les partenariats solides et inclusifs que le Programme commun réunit sont des forces de ralliement pour le changement et le progrès. Elle a déclaré qu'un nombre croissant de pays et d'autres acteurs participent à ces efforts, notamment pour accélérer la prévention du VIH, mettre fin au sida chez les enfants, réduire la stigmatisation et la discrimination, placer les communautés au centre et réaliser les investissements les plus efficaces. Les progrès vers les trois résultats ont également été possibles grâce à nos cinq fonctions stratégiques, notamment en termes d'engagement politique soutenu, d'informations stratégiques de pointe, de coordination efficace du soutien aux pays et de dialogue inclusif avec toutes les parties prenantes clés, y compris des synergies étroites avec le Fonds mondial et le PEPFAR, d'intensification de la mobilisation des ressources et d'une gouvernance et d'une responsabilisation solides.
113. Elle a présenté une vue d'ensemble des réalisations du Programme commun par rapport aux indicateurs de l'UBRAF. Après avoir décrit les différentes séries d'indicateurs et leur importance, Mme Emond a déclaré que, par rapport aux objectifs de 2025, des progrès satisfaisants ont été accomplis pour 35 indicateurs et des progrès lents pour six autres. La lenteur des progrès est principalement due au manque de financement, à la réduction des capacités et à l'évolution des besoins. Toutefois, des difficultés plus importantes étaient prévues pour 2025 en raison des pertes de financement.
114. Elle a indiqué que la diminution des budgets de base et des fonds mobilisés auprès des gouvernements et d'autres donateurs entraînait des déficits de financement et des occasions manquées. Elle a rappelé que le seuil supérieur de l'UBRAF avait été fixé à 210 millions de dollars en 2023, dont 153,4 millions ont été mobilisés. En 2024, le budget de fonctionnement avait été fixé à 160 millions de dollars, dont 144,5 millions ont été mobilisés.
115. L'impact des déficits de financement, notamment la réduction de l'assistance technique et du soutien pour combler les lacunes, a affecté le rythme des progrès de la riposte au VIH et a entraîné de nombreux retards ou occasions manquées, même dans des domaines prioritaires tels que les ripostes au VIH menées par les communautés, les droits humains et l'égalité entre les hommes et les femmes. Le VIH et les réponses humanitaires sont dépourvus de priorité au niveau sous-national et les processus d'intégration sont perturbés, a-t-elle déclaré. Les « enveloppes nationales » de l'ONUSIDA pour les travaux conjoints des Coparrainants visant à soutenir les pays ont été réduites de 30 %, passant de 25 millions de dollars à 17,5 millions de dollars en 2024.
116. Des mesures d'atténuation ont été prises, a indiqué Mme Emond. Tels qu'ils sont décrits dans le PMR, ils comprennent l'utilisation d'innovations pour améliorer la prévention du VIH, le renforcement de la collaboration entre les pays et le travail mené par les communautés et les pairs, ainsi que la collaboration avec les gouvernements et les communautés pour renforcer l'appropriation nationale des réponses au VIH. Elle a décrit une série d'autres actions à l'appui des cadres de coopération pour le développement durable des Nations unies et des systèmes des coordinateurs résidents, ainsi que les mesures prises pour atteindre les communautés les plus éloignées, améliorer le suivi et l'établissement de rapports conjoints et accroître l'efficacité opérationnelle.

117. Elle a réaffirmé que la réforme des Nations unies restait une priorité absolue. Selon son rapport au CCP (document de séance), l'ONUSIDA obtient des résultats élevés en matière de conformité avec le dernier examen quadriennal complet des politiques des Nations unies, la liste de contrôle de la réforme des Nations unies et le pacte de financement des Nations unies, notamment en ce qui concerne les synergies étroites avec le système des coordinateurs résidents, les politiques intégrées et les approches à l'échelle du système, y compris les services communs, sans ménager ses efforts pour rechercher davantage de synergies et de gains d'efficacité.
118. Sam Kambarami, Directeur des finances et de la responsabilité à l'ONUSIDA, a informé le CCP que le taux de mise en œuvre était de 96 % pour les fonds de base et de 100 % pour les fonds hors base en 2024. Par rapport aux trois principaux résultats, 17,5 millions de dollars de financement de base et 82,1 millions de dollars de financement hors base ont été investis pour maximiser l'accès équitable et égal aux services liés au VIH (résultat 1) ; 12,2 millions de dollars de financement de base et 77,8 millions de dollars de financement hors base pour faire tomber les barrières (résultat 2) ; et 6,5 millions de dollars de financement de base et 46,4 millions de dollars de financement hors base pour une riposte durable et intégrée au VIH (résultat 3). Il a indiqué que les dépenses et les charges du Secrétariat pour 2024 s'élevaient à 126,3 millions de dollars pour le budget financé par les ressources de base et à 72,6 millions de dollars pour les ressources hors base.
119. M. Kambarami a ensuite présenté brièvement l'exécution du budget 2024 par domaines de résultats et a déclaré que l'utilisation totale s'élevait à 242,7 millions de dollars (36,3 millions de dollars pour les dépenses essentielles et 206,4 millions de dollars pour les dépenses secondaires). Il a également indiqué que les fonds alloués au titre du programme de base en 2024 s'élevaient à 169,1 millions de dollars, dont 162,5 millions de dollars ont été effectivement mis en œuvre. Il a informé le CCP que le total des fonds non essentiels estimés pour 2024 s'élevait à 279,8 millions de dollars, ce qui était presque égal à la mise en œuvre de 279 millions de dollars pour l'année. Il a souligné que le total des fonds alloués s'élevait à 448,9 millions de dollars et que la mise en œuvre totale était de 441,5 millions de dollars.
120. Prenant la parole, les membres et les observateurs ont déclaré qu'ils appréciaient la clarté et le détail des rapports de performance et ont noté qu'ils répondaient à des demandes antérieures du CCP. La clarté du résumé a également été saluée. Il a été suggéré que les futurs rapports pourraient être encore plus intégrés et concis, afin d'alléger la charge de travail du personnel, à condition que la transparence requise et les perspectives régionales et nationales soient maintenues. Le lancement du portail de la transparence a également été salué. Il a été suggéré que des audits supplémentaires pourraient être nécessaires pour comprendre pleinement comment les ressources et les activités ont eu un impact et comment les Coparrainants ont contribué aux progrès de la lutte contre le sida.
121. Les informations présentées dans le PMR ont fourni aux communautés et aux praticiens des informations et des preuves pour plaider en faveur d'un soutien et d'un engagement plus forts de la part des gouvernements, ont déclaré les intervenants. L'UBRAF et les systèmes de suivi associés ont également constitué de solides outils de responsabilisation, permettant de suivre les résultats au sein des 11 Coparrainants et du Secrétariat.
122. Les intervenants ont salué les résultats impressionnants obtenus dans le cadre du PMR, malgré un budget réduit pour le Programme commun. Ils ont déclaré que les réalisations rapportées dans le cadre du PMR permettaient de tirer trois leçons essentielles : les communautés font la différence, les systèmes institutionnalisés durables sont essentiels et les droits de chacun doivent être respectés. Plusieurs

intervenants ont indiqué que les progrès importants réalisés par rapport aux indicateurs de l'UBRAF confirmaient le rôle essentiel du Programme commun. Ils l'ont félicité pour ses partenariats et alliances de collaboration et ont salué le personnel de l'ONUSIDA pour son dévouement et son travail.

123. L'objectif de mettre fin au sida en tant que menace pour la santé publique d'ici 2030 n'est pas hors de portée, a déclaré le CCP, mais des défis majeurs doivent être relevés. Plus de neuf millions de personnes vivant avec le VIH ne recevaient pas de traitement antirétroviral ; les nouvelles infections augmentaient dans au moins 28 pays ; trop de programmes de lutte contre le VIH n'atteignaient pas les populations clés ; la stigmatisation et la discrimination persistaient ; et l'environnement des droits humains liés au VIH se détériorait. En outre, il y avait de forts vents financiers contraires, avec une diminution du financement des donateurs et de nombreux pays luttant pour maintenir le financement national de la lutte contre le VIH, a-t-on dit au CCP.
124. Les Coparrainants ont rappelé à l'assemblée que le PMR de cette année était une étape importante, marquant plus de 30 ans d'action conjointe dans le cadre du modèle de Programme commun. Les intervenants ont déclaré que l'UBRAF et le système de suivi du Programme commun étaient de puissants outils de coordination, de responsabilisation et d'impact collectif, et qu'ils montraient que le Programme commun était capable d'obtenir des résultats rarement vus dans un paysage institutionnel aussi diversifié.
125. Dans plus de 80 pays, ont-ils déclaré, les Coparrainants et le Secrétariat ont contribué à renforcer les ripostes au VIH, à créer des environnements favorables, à protéger les droits des femmes et des filles et à promouvoir des ripostes menées par les communautés. Le Programme commun a renforcé les systèmes nationaux et intégré le VIH dans des stratégies de développement et de financement plus larges, confirmant sa valeur dans tous les secteurs, toutes les populations et tous les contextes.
126. Un exemple cité est la collaboration entre l'INPUD et l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (ONUDC), qui a permis de mentionner pour la première fois la réduction des risques dans une résolution de la Commission des stupéfiants. En outre, au début de l'année 2025, une résolution a été adoptée, appelant à un examen complet des efforts déployés dans le monde pour lutter contre la consommation de drogues.
127. Le PMR a également confirmé que des progrès importants dans la lutte contre le sida étaient possibles lorsque les communautés étaient soutenues, ont déclaré les intervenants. Les programmes menés par des pairs atteignent les gens lorsque les autres systèmes échouent. Les députés et les donateurs ont été invités à agir sur la base de ces données, à financer pleinement la réduction des dommages et à investir dans des services gérés par les communautés.
128. Les intervenants se sont félicités que le Programme commun ait confirmé son engagement en faveur de quatre grands domaines d'action : la révolution de la prévention, l'accès universel et équitable aux services de santé, les interventions dirigées et contrôlées par les communautés et intégrées dans des systèmes de soins de santé primaires équitables, et la priorité accordée aux populations clés et aux enfants dans le monde entier.
129. Plusieurs membres et observateurs ont décrit la manière dont leurs ripostes nationales au VIH ont bénéficié directement du soutien du Programme commun. Ils ont salué les efforts collectifs des Coparrainants et du Secrétariat et ont déclaré que le Programme commun restait l'une des entités les plus efficaces de son genre et offrait des leçons

profondes et positives pour les réponses multisectorielles aux défis mondiaux. Ils ont également souligné le travail de la Coalition mondiale pour la prévention du VIH, les efforts collectifs visant à élargir l'accès aux services et aux outils de prévention par le biais d'une prestation de services différenciée, les efforts en faveur de la triple élimination de la transmission verticale et les efforts visant à éliminer la stigmatisation et la discrimination liées au VIH.

130. En plus de documenter les réalisations, les intervenants ont déclaré que le PMR montrait où des améliorations étaient nécessaires. Ils ont décrit le soutien spécifique apporté par le Programme commun à des pays de différentes régions et se sont félicités des résultats obtenus en matière d'extension des interventions menées par les communautés, malgré le rétrécissement de l'espace civique. Mais ils ont constaté que l'accès à des services de qualité était encore insuffisant pour certaines populations clés et autres populations prioritaires, notamment les personnes incarcérées et les toxicomanes. Les programmes doivent faire mieux pour atteindre les populations clés, a-t-on dit aux participants. Le recul de la santé et des droits sexuels et reproductifs dans plusieurs pays est une autre préoccupation majeure, a-t-on indiqué lors de la réunion.
131. Les intervenants ont exprimé une profonde inquiétude sur l'hésitation de l'engagement politique, le manque de financement et la perspective de nouvelles réductions. Des écarts financiers croissants financiers et les inégalités dans la disponibilité des ressources pour la lutte contre le VIH aggraveraient les disparités, ont prévenu les intervenants. Les organisations communautaires et les communautés qu'elles servent subiraient de plein fouet les pertes de financement. Ils ont demandé à plusieurs reprises que le Programme commun soit entièrement financé et que la transition vers une riposte au VIH plus durable se fasse en douceur. Les participants se sont montrés très favorables à des stratégies de mobilisation des ressources nouvelles et innovantes, ainsi qu'à des mesures visant à réaliser des économies et à réduire les coûts tout en maintenant l'efficacité du programme. Le Secrétariat a été invité à préciser dans quelle mesure les dépenses non essentielles et les engagements étaient plus élevés en 2024 que les recettes non essentielles.
132. Une action collective urgente, un engagement politique fort et un financement durable et prévisible sont nécessaires pour atteindre l'objectif 2030, qui semble désormais en suspens, ont déclaré les intervenants. Ils ont convenu qu'un modèle opérationnel bien ajusté était nécessaire pour la période à venir, mais ont averti que les réductions envisagées du personnel national travaillant sur le VIH dans le cadre du Programme commun affaibliraient également les ripostes au VIH. Plusieurs intervenants ont déclaré qu'ils espéraient que ces décisions seraient réexaminées.
133. Constatant que la lutte contre le VIH se trouve à un moment critique, plusieurs intervenants ont mis en garde contre le caractère prématuré de toute discussion sur l'abandon de programmes essentiels. Ils ont rappelé que les progrès célébrés étaient le résultat de décennies de travail acharné et de dévouement. Le Programme commun a joué un rôle central dans la réalisation de ces progrès, ont-ils déclaré. Elle a été un puissant courtier et rassembleur pour des interventions efficaces, une voix pour les communautés affectées et a joué un rôle crucial dans la création d'environnements dans lesquels les programmes de lutte contre le VIH peuvent exceller.
134. Un intervenant a déclaré au CCP qu'il était vital d'assurer un accès abordable aux médicaments essentiels et aux diagnostics, et qu'il fallait développer la production locale de produits de santé.
135. Dans sa réponse, M. Amekudzi a évoqué les pertes de personnel et d'autres problèmes et a averti le CCP que la situation risquait de s'aggraver avant de

s'améliorer. Le Programme commun continuera à faire de son mieux avec les ressources disponibles, mais il sera difficile d'atteindre tous les objectifs qu'il s'est fixés, a-t-il déclaré. Il est d'accord avec les suggestions selon lesquelles une simplification supplémentaire serait nécessaire dans le rapport et le prochain PMR.

136. Répondant à une question sur les jeunes et la prévention du VIH, la représentante de l'UNESCO a déclaré que des lacunes subsistaient, en particulier pour les adolescentes, les jeunes femmes et les personnes confrontées à des difficultés sociales. En ce qui concerne l'éducation sexuelle complète, le Programme commun s'inscrit dans le cadre d'efforts plus vastes et investit dans un changement durable, par exemple en renforçant les programmes scolaires et en formant des éducateurs communautaires. Elle a décrit certains des obstacles, ainsi que les efforts déployés pour mobiliser un soutien politique plus fort et renforcer la responsabilité en matière d'éducation sexuelle complète.
137. Mme Emond a déclaré que les indicateurs étaient conçus pour suivre les progrès accomplis en ce qui concerne certains des principaux résultats escomptés du Programme commun, qui sont liés à l'impact mesuré par le suivi mondial de la lutte contre le sida, qui alimente le rapport mondial sur le sida de l'ONUSIDA, qui sera lancé en juillet 2025. Les tableaux de bord des indicateurs de l'UBRAF comprenaient des explications sur le rythme des progrès réalisés pour atteindre les objectifs fixés dans divers domaines de résultats et fonctions stratégiques. Elle a également expliqué que les cinq fonctions du Secrétariat contribuaient à tous les domaines de résultats et à toutes les réalisations. Elle a remercié les intervenants pour leurs remarques sur le pouvoir de transformation du Programme commun et pour leur soutien général à un rapport simplifié.
138. Répondant à une question sur les dépenses et les charges, M. Kambarami a déclaré qu'elles montraient une amélioration de la performance en ce qui concerne la mise en œuvre des programmes. Mme Achrekar a déclaré que le Programme commun partageait les préoccupations exprimées au sujet des lacunes affectant les populations clés et de l'intensification de la prévention. Elle a reconnu l'importance de l'institutionnalisation des systèmes, des politiques et des rôles des communautés dans la riposte au VIH, et a déclaré que le Programme commun était axé sur la réalisation de cet objectif. Il s'agirait de combler en priorité les lacunes restantes par des moyens durables, a-t-elle déclaré. Christine Stegling, Directrice exécutive adjointe de la branche Politiques, plaidoyer et connaissances de l'ONUSIDA, a salué le rôle du Programme commun dans l'élaboration et la mise en forme de résolutions et de décisions dans d'autres forums des Nations unies et multilatéraux.
139. En conclusion, Mme Achrekar a mentionné que le rapport était un hommage sincère aux communautés que l'ONUSIDA sert, que l'ensemble unique d'atouts comparatifs dans l'écosystème de la riposte au VIH que le Programme commun apporte est encore plus essentiel alors que la riposte au VIH est entrée dans une nouvelle phase critique, et elle a apprécié les partenariats uniques, le soutien précieux des donateurs et tout le personnel travaillant pour la riposte au VIH à travers les 11 Coparrainants et le Secrétariat qui ont permis d'obtenir ces résultats.
140. Les points de décision ont été adoptés.

#### **4.2 Rapports financiers**

141. Samson Kambarami, Directeur des finances et de la responsabilité à l'ONUSIDA, a présenté les points saillants des rapports financiers et des états vérifiés.
142. Il a indiqué au CCP que le Programme commun avait à nouveau reçu un audit non modifié ou un avis sans réserve de la part des commissaires aux comptes. Il a

souligné que le solde net du fonds s'élevait à 107 millions de dollars à la fin de 2024 (contre 91 millions de dollars à la fin de 2023), soit 37 millions de dollars de plus que le niveau minimum de 70 millions de dollars. Il a expliqué que cette augmentation était principalement due au retour dans le solde du Fonds de base de l'excédent de 25,1 millions de dollars, initialement transféré du solde du Fonds en 2012 pour couvrir les obligations liées à l'assurance maladie après service (ASHI), conformément à une décision du CCP de juin 2024.

143. Il a indiqué que l'ASHI présentait des obligations au titre des prestations définies estimées à 137,4 millions de dollars à la fin de 2024 (contre 104,7 millions de dollars en 2023). Le financement actuel des obligations du Secrétariat de l'ONUSIDA au titre de l'ASHI s'élevant à 148,6 millions de dollars, ces obligations ont été bien couvertes.
144. Les recettes de base en 2024 s'élèvent à 149 millions de dollars et les dépenses de base et les charges à 160 millions de dollars (contre 176,7 millions de dollars en 2023), a-t-il indiqué, dont 126 millions de dollars pour le Secrétariat et 34 millions de dollars pour les Coparrainants. Il a informé le CCP que onze donateurs avaient fourni au moins 2 millions de dollars chacun, les États-Unis étant le donateur le plus important, suivis des Pays-Bas et de la Suisse, du Royaume-Uni, de la Suède, de l'Allemagne, du Danemark et du Luxembourg. Il a indiqué que les fonds non essentiels reçus par le Secrétariat en 2024 s'élevaient à 81,9 millions de dollars (contre 61 millions de dollars en 2023), dont 75 % (61,8 millions de dollars) provenaient du gouvernement américain.
145. Décrivant les dépenses en 2024, M. Kambarami a indiqué que 105,7 millions de dollars avait été consacré aux dépenses de personnel et autres charges de personnel (contre 101,1 millions de dollars en 2023) ; 64,7 millions de dollars (contre 65,8 millions de dollars en 2023) avaient financé des transferts et des subventions aux homologues ; 36,9 millions de dollars (contre 41,4 millions de dollars en 2023) avaient servi à payer des services contractuels ; et 6,3 millions de dollars (contre 5,3 millions de dollars en 2023) avaient été dépensés pour des voyages.
146. Les perspectives financières pour 2025 ne semblent pas prometteuses, a-t-il averti. Fin mai 2025, l'ONUSIDA avait reçu près de 42 millions de dollars des donateurs et les recettes prévues pour l'année s'élevaient à 68 millions de dollars (contre 149 millions de dollars en 2024), un montant qui excluait toute contribution du gouvernement américain. En comparant les revenus enregistrés pour le premier trimestre, il a indiqué que les niveaux 2024 et 2025 étaient les plus bas des six dernières années. Le CCP a été informé que le déficit du fonds de base était estimé à 82 millions de dollars pour 2025, alors que le budget de fonctionnement s'élève à 150 millions de dollars
147. Le total des dépenses et des charges s'est élevé à 83,6 millions de dollars fin mai 2025, dont 19,4 millions pour les Coparrainants et 56,7 millions pour le Secrétariat, a-t-il continué. Les charges s'élèvent à 56,7 millions de dollars. Les contributions non essentielles reçues par le Secrétariat se sont élevées à 15,2 millions de dollars.
148. En ce qui concerne les approches permettant de combler le déficit de financement, M. Kambarami a déclaré que le solde du fonds de base, soit 107 millions de dollars, serait utilisé. Il a indiqué que les transferts aux Coparrainants seraient limités aux 20 millions de dollars déjà transférés, sur la base d'une allocation de base révisée pour 2025, et que les transferts supplémentaires dépendraient des nouvelles contributions de base pour 2025 au budget opérationnel prévu de 150 millions de dollars. En outre, le Programme commun renforcera les efforts de mobilisation des ressources non essentielles.
149. En outre, le Programme commun réduirait les opérations et les activités et mettrait en

œuvre la restructuration du Secrétariat, y compris d'importantes réductions de personnel, un nombre réduit de bureaux nationaux et le transfert de personnel vers des lieux d'affectation moins coûteux.

150. Il a rappelé au CCP qu'il avait approuvé le niveau du Fonds de réserve opérationnel (ORF) à 33 millions de dollars en 1998 et qu'il avait approuvé les règles et procédures régissant l'utilisation de l'ORF par la Directrice exécutive. Il a expliqué que l'objectif principal du Fonds de réserve d'exploitation était de s'assurer que des liquidités seront disponibles pour financer le budget biennal approuvé de l'ONUSIDA, en attendant la réception des contributions. En 2005, le CCP avait approuvé la révision du niveau de l'ORF à 35 millions de dollars. Aucune avance n'a été faite par l'ORF en 2024, a-t-il dit. Toutefois, il a été proposé de financer partiellement la restructuration organisationnelle par l'ORF. Il a déclaré que, compte tenu d'un solde du fonds de base de 107 millions de dollars au début de 2025 et de recettes attendues de 68 millions de dollars pour 2025, le solde de fin d'année estimé pour 2025 devrait être de 27 millions de dollars.
151. M. Kambarami a ensuite décrit les autres fonds disponibles pour financer la restructuration organisationnelle. Il s'agit notamment du Fonds pour la mobilité et du Fonds pour les paiements terminaux, qui totalisent 6,5 millions de dollars, et des recettes financières prévues ou des intérêts des soldes bancaires (3 millions de dollars).
152. Il a expliqué que la restructuration serait achevée en 2026, en raison de l'échelonnement des résiliations de contrats. Cela signifie que les frais de personnel pour les employés licenciés continueront à être encourus jusqu'à la fin de leur période de préavis (qui pourrait s'étendre jusqu'en juin 2026 pour certains postes). Environ 4,4 millions de dollars pour les coûts de restructuration pourraient être absorbés dans le budget 2025, tandis que 1,9 million de dollars supplémentaires pour 2026 pourraient être absorbés ou affectés en tant que provision pour la restructuration dans le budget 2025. Cependant, les coûts de restructuration de 28,4 millions de dollars ont nécessité un budget total de 26,5 millions de dollars en 2026, ce qui a rendu nécessaire le recours à l'ORF. Si cela n'était pas fait, le solde net du fonds serait négatif de 8,7 millions de dollars, d'où la proposition de puiser dans l'ORF.
153. Il a expliqué que la mise en œuvre du budget prévu pourrait contribuer à garantir que l'année 2026 commence avec un solde de fonds d'ouverture estimé à 27 millions de dollars. Si les contributions de base projetées pour 2026 s'élèvent à 68 millions de dollars comme en 2025, un total de 93 millions de dollars serait disponible pour les dépenses de base en 2026. Il a déclaré que, même avec la réduction des effectifs du Secrétariat et du nombre de bureaux nationaux, les dépenses de base du Secrétariat en 2026, y compris la restructuration, s'élèveraient à environ 101,7 millions de dollars (d'où le chiffre négatif de 8,7 millions de dollars dans le solde du Fonds à la fin de 2026).
154. En ce qui concerne la déclaration de contrôle interne de l'ONUSIDA, M. Kambarami a brièvement décrit le processus qui a été suivi et a énuméré les domaines prioritaires qui nécessitent une amélioration en 2025 : gestion des achats et des contrats, gestion des risques, gestion des actifs, plans de continuité des activités et accords non commerciaux. Il a noté les actions proposées pour chacun des domaines.
155. Prenant la parole, les membres et les observateurs ont remercié le Secrétariat pour l'exhaustivité des informations fournies et la clarté du rapport et des explications. Ils ont également accueilli favorablement les mises à jour sur les principaux risques financiers auxquels l'organisation est confrontée.
156. Il a été largement reconnu que le Programme commun fonctionnait dans des

conditions très difficiles et que la volatilité de son budget avait augmenté de manière drastique. Soulignant l'importance du financement de base pour les opérations du Programme commun, les intervenants ont exprimé leur inquiétude quant à la forte baisse des contributions financières au Programme commun et à la diminution de ses propres capacités. Les efforts déployés pour remédier aux déficits et accroître l'efficacité ont été soulignés, de même que les décisions difficiles prises pour réduire les coûts.

157. Certaines régions, dont l'Europe de l'Est et l'Asie centrale, seraient fortement touchées par les réductions de financement, a-t-on indiqué au CCP. L'importance de la présence et de l'assistance technique du Programme commun en Amérique latine et dans les Caraïbes a également été soulignée, les intervenants avertissant que ce soutien était désormais en danger. Ils ont insisté sur le fait qu'une réponse globale efficace devait englober toutes les régions. Certains intervenants ont également souligné la nécessité de préserver les services d'interprétation pour les réunions du Programme commun afin de garantir l'inclusivité et de protéger la capacité à mener et à soutenir la recherche.
158. L'ONUSIDA a été invité à poursuivre ses efforts de mobilisation des ressources communes et des appels répétés ont été lancés en faveur d'un soutien financier continu pour la riposte mondiale au VIH. Les membres se sont engagés à continuer d'augmenter les investissements nationaux pour leurs programmes nationaux de lutte contre le VIH.
159. L'efficacité financière est plus importante que jamais, a-t-on dit au CCP. Il a été suggéré que le Secrétariat, en consultation avec l'IEOAC, envisage un aperçu actuariel accéléré des provisions pour le personnel de réunion et des engagements connexes, y compris le financement de l'assurance maladie après la cessation de service.
160. L'utilisation d'une partie du solde du Fonds de réserve d'exploitation pour couvrir en partie le déficit de financement de 2026, sous réserve d'un plan de réapprovisionnement à présenter au CCP, a reçu un soutien général. Les intervenants ont insisté sur la nécessité de rationaliser les processus budgétaires et les rapports financiers afin de réduire les coûts de transaction. La viabilité financière doit aller de pair avec des dépenses efficaces basées sur les résultats, la flexibilité, la transparence et une coordination plus forte au sein du système des Nations unies et avec les partenaires internationaux, ont-ils déclaré.
161. L'avenir de l'ONUSIDA reste incertain, ont averti les intervenants. Ils ont indiqué qu'ils attendaient du Secrétariat qu'il veuille à ce que la planification financière pour les années à venir comprenne une stratégie de transition solide qui tienne compte de tous les résultats possibles.
162. Le représentant des États-Unis a déclaré que son pays était en train de revoir l'aide étrangère et les relations futures avec toutes les organisations internationales. Elle a confirmé que les États-Unis rétabliraient intégralement le financement dû à l'ONUSIDA pour 2024 et a déclaré qu'ils espéraient contribuer au financement de base selon les crédits alloués par le Congrès. Elle a ajouté que les États-Unis avaient versé le solde de 1,3 milliard de dollars au Fonds mondial, conformément aux priorités de la nouvelle administration.
163. La Pologne a indiqué qu'elle augmenterait sa contribution à l'ONUSIDA de 150 %, notamment en soutenant les bureaux fonctionnels de Kiev et de Bonn. Le Portugal a annoncé qu'il doublerait sa contribution volontaire à l'ONUSIDA pour 2025, reflétant ainsi son engagement en faveur du multilatéralisme et de la réalisation de l'objectif consistant à mettre fin au sida en tant que menace pour la santé publique.

164. Les participants à la réunion ont été informés que la proposition d'utiliser une partie du fonds de réserve opérationnel pour couvrir le déficit du financement de base devait être envisagée avec prudence, bien que tous se soient accordés à dire que la situation actuelle justifiait l'action proposée. Il a également été demandé à l'ONUSIDA d'examiner la pertinence éventuelle et les conditions juridiques du déblocage de fonds provenant d'autres sources (telles que l'assurance maladie après la cessation de service).
165. Des inquiétudes ont été soulevées concernant les transferts de fonds aux Coparrainants, certains intervenants affirmant que les efforts pour gérer le déficit de financement ne devraient pas se faire aux dépens des Coparrainants. Il a été demandé au Secrétariat de clarifier les transferts aux Coparrainants, passés et futurs, étant donné que les Coparrainants eux-mêmes subissaient une restructuration majeure.
166. Les Coparrainants ont déclaré que la proposition de lier les transferts à des niveaux spécifiques de fonds de base semblait contenir des contradictions. Le Secrétariat a été invité à partager des informations supplémentaires concernant les 10,1 millions de dollars non dépensés mentionnés dans le rapport et à fournir des éclaircissements sur les prévisions de revenus pour 2026. Les intervenants ont indiqué que le modèle opérationnel révisé prévoyait que les Coparrainants recevraient des virements si le revenu de base dépassait 60 millions de dollars. Pourtant, même avec un revenu projeté de 68 millions de dollars, aucun virement aux Coparrainants n'a été envisagé en 2026.
167. Il a également été reconnu que les projections de recettes pour 2025 avaient été modifiées en raison des pertes soudaines de financement : les transferts effectués au début de l'année 2025 avaient été basés sur une augmentation des entrées de fonds prévues. En raison de la réduction du budget, certains Coparrainants ont été surpayés et d'autres sous-payés. Les Coparrainants ont demandé au Secrétariat de continuer à partager les informations pertinentes et ont remercié la Directrice exécutive d'avoir confirmé qu'un revenu prévisionnel de 68 millions de dollars permettrait d'effectuer des virements aux Coparrainants.
168. Tout en saluant le travail et les recommandations du Groupe de haut niveau, les intervenants ont déclaré qu'ils restaient inquiets quant à la capacité de résistance de l'ONUSIDA aux chocs futurs et ont insisté sur la nécessité de mettre en place des plans d'urgence permanents. Ils l'ont invité à faire les préparatifs nécessaires pour que l'ONUSIDA dispose des fonds nécessaires à un éventuel « arrêt progressif » responsable.
169. La nouvelle Stratégie mondiale de lutte contre le sida arrivera à un moment crucial, a-t-on dit au CCP. Elle devait aller au-delà des approches précédentes et s'adapter à des conditions très difficiles, tout en gardant les communautés au centre de ses préoccupations, en guidant et en facilitant les services centrés sur les personnes, en faisant progresser les droits humains et en soutenant l'introduction d'innovations.
170. Les trois priorités fondamentales proposées pour la prochaine Stratégie ont été fortement soutenues, tout en insistant sur le fait que la prévention primaire devait être développée et que la collecte, l'analyse et le partage de données et d'autres éléments probants restaient d'une importance vitale. C'est la science, et non l'idéologie, qui doit guider les réponses au VIH, ont souligné les intervenants. Les intervenants ont indiqué que les services centrés sur les personnes étaient essentiels et qu'il fallait s'attaquer aux obstacles structurels, notamment par des réformes juridiques et des approches fondées sur les droits et la transformation du genre, en particulier en réponse aux campagnes de plus en plus nombreuses contre les droits et le genre. L'importance

vitale de la santé et des droits sexuels et reproductifs, y compris une éducation sexuelle complète et adaptée à l'âge, doit être réaffirmée. Les intervenants ont également soutenu l'accent mis sur l'élaboration de feuilles de route en matière de durabilité et sur la durabilité nationale dans la prochaine Stratégie mondiale de lutte contre le sida.

171. M. Kambarami, en réponse, a remercié les intervenants pour leurs remarques. Répondant à des questions sur les transferts aux Coparrainants, il a indiqué que ceux-ci augmenteraient si l'ONUSIDA recevait davantage de contributions financières. Cependant, en l'état actuel des choses, le transfert des fonds de base aux principaux Coparrainants en 2026 pourrait s'avérer irréalisable compte tenu des répercussions sur les flux de trésorerie au niveau du solde des fonds et du fonds de réserve opérationnel de la restructuration du Secrétariat. Il a indiqué qu'il pourrait partager des informations plus détaillées sur la réserve et les soldes non dépensés avec les Coparrainants. Il a convenu de la nécessité d'être à la fois réaliste et ambitieux et de se concentrer sur la réalisation de nouvelles économies. En ce qui concerne l'augmentation des services contractuels, il a indiqué qu'elle concernait spécifiquement une adjudication et ne représentait donc pas une tendance généralisée.
172. Mme Byanyima a précisé qu'avec des projections de revenus de base pour 2025 de 68 millions de dollars contre un budget de fonctionnement de 150 millions de dollars, le manque de financement obligeait à des coupes dans l'ensemble du Programme commun. En conséquence, les Coparrainants ont reçu environ 30 % de moins que les transferts initialement prévus. Ces dernières coupes ont été effectuées sur des fonds qui n'avaient pas encore été transférés aux Coparrainants. Elle a ajouté que s'il y avait une contribution des États-Unis pour 2025, il pourrait être possible d'effectuer certains des transferts aux Coparrainants.
173. Tim Martineau, Directeur de la gestion à l'ONUSIDA, a expliqué que le niveau de revenu prévu de 68 millions de dollars nécessiterait de puiser dans le fonds de réserve opérationnel en 2026. Lors de la transition, la priorité absolue était de régler les engagements du personnel pendant la restructuration jusqu'à mi-2026, ce qui pèserait considérablement sur le flux de trésorerie pendant l'année 2026. Le plein effet de réduction des coûts de la restructuration ne se manifesterait donc qu'en 2027. Des mesures exceptionnelles de trésorerie pourraient être nécessaires pour 2026 dans les scénarios de financement les plus bas pour le nouveau modèle opérationnel, y compris le fait de considérer de ne pas fournir de fonds de base aux Coparrainants.
174. En ce qui concerne les responsabilités mentionnées par deux membres et les références à l'ASHI, il a déclaré que le Secrétariat était heureux d'en discuter avec et par l'intermédiaire de l'IEOAC. Cependant, il a ajouté que les améliorations observées dans l'ASHI étaient principalement dues à des changements dans les passifs d'escompte en Europe, qui étaient vulnérables à des changements soudains.
175. Mme Byanyima a remercié les membres du CCP pour leurs conseils et a déclaré qu'une plus grande prévisibilité était essentielle pour planifier efficacement l'avenir. Le Secrétariat rencontrera les Coparrainants pour discuter des moyens de partager des ressources réduites. La priorité ultime était de maintenir la capacité du Programme commun à être actif dans les pays et à apporter une expertise technique et d'autres formes de soutien.
176. Elle a remercié les donateurs qui ont confirmé leurs contributions pluriannuelles, ainsi que ceux qui ont augmenté leurs contributions. Elle a également remercié la délégation américaine pour ses déclarations et le gouvernement américain pour son soutien et sa confiance dans le Programme commun. Se référant au soutien bipartisan continu des États-Unis à la lutte contre le sida, elle a déclaré que les États-Unis

étaient membres du CCP depuis la création du Programme commun en 1996. Son leadership et son engagement continu restent essentiels pour la riposte au VIH, a-t-elle souligné.

177. En ce qui concerne les références à l'« extinction » du Programme commun, Mme Byanyima a déclaré que l'ONUSIDA n'utilisait pas ce terme parce qu'il impliquait un « arrêt progressif ». Les personnes vivant avec le VIH considèrent les objectifs de 2030 comme une « promesse sacrée », a-t-elle déclaré. L'ONU ne pouvait pas simplement « s'en aller » ; elle devait transformer sa façon de travailler et remplir son mandat. Le Programme commun va changer, mais cela ne signifie pas qu'il va disparaître, a-t-elle souligné.
178. Les points de décision ont été adoptés.

## 5. Ébauche annotée de la prochaine Stratégie mondiale de lutte contre le sida 2026-2031

179. Mme Achrekar a commencé par expliquer que la Stratégie mondiale de lutte contre le sida était un élément clé de la responsabilité mondiale pour la riposte au VIH. Après avoir décrit le processus d'élaboration de la stratégie, elle a rappelé au CCP que la stratégie reposait sur quatre éléments fondamentaux qui ont été façonnés par l'épidémiologie du VIH et le paysage de la riposte. Il s'agit de l'examen à mi-parcours, des objectifs recommandés pour 2030, des feuilles de route sur la viabilité de la lutte contre le VIH et des consultations inclusives avec les pays, la société civile et d'autres experts.
180. L'examen à mi-parcours a révélé des avancées majeures, notamment en ce qui concerne l'intensification du traitement, a-t-elle déclaré lors de la réunion, même si des lacunes importantes subsistent, en particulier en ce qui concerne la prévention du VIH, l'accès aux services de santé pour les enfants, la réalisation des droits humains et l'élimination de la discrimination. Elle a souligné que les barrières sociétales nécessitaient encore une action, plus de la moitié des adultes dans 33 pays ayant encore des attitudes discriminatoires à l'égard des personnes vivant avec le VIH.
181. Donnant un aperçu des dernières estimations concernant le VIH, elle a indiqué qu'il y avait eu environ 1,3 million de nouvelles infections en 2024, mais que les récentes pertes de financement pourraient entraîner 6,6 millions de nouvelles infections supplémentaires d'ici à 2030. L'ONUSIDA a suivi les interruptions de service par l'intermédiaire du système de surveillance mondiale du sida, qui a révélé une réduction des tests de dépistage du VIH, de la communication des données et d'autres interruptions. Les ressources nationales consacrées au VIH ont augmenté au cours des dernières années et les pays soutenus par le PEPFAR ont manifesté la ferme intention d'accroître leurs dépenses nationales. Les pays s'approprient de plus en plus la lutte contre le VIH et s'engagent à la soutenir, mais il serait impossible de combler le déficit de financement mondial sans l'aide de sources extérieures, a-t-elle souligné.
182. En ce qui concerne la prochaine Stratégie mondiale de lutte contre le sida, elle a indiqué qu'elle comportait 16 objectifs principaux pour 2030 ainsi que 50 objectifs secondaires qui indiquent ce qu'il faut faire pour atteindre les objectifs principaux. Elle a résumé certains des principaux objectifs (par exemple, une réduction de 90 % des nouvelles infections par le VIH d'ici à 2030 par rapport à 2010 et une baisse continue de 5 % par an après 2030) et a déclaré que, s'ils étaient atteints, le monde mettrait fin au sida en tant que menace pour la santé publique. Cet exploit permettrait d'éviter 2,9 millions de nouvelles infections par le VIH et 1,3 million de décès liés au sida d'ici à 2030.

183. La réalisation des objectifs de 2030, a-t-elle poursuivi, nécessitera de nouvelles augmentations des financements nationaux, en particulier de la part des pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure. Avec la diminution du financement international disponible, la dépendance à l'égard du financement national s'est accrue plus rapidement dans les pays à revenu faible et moyen supérieur, a-t-elle expliqué. Les 18,7 milliards de dollars qui étaient disponibles au niveau mondial pour le VIH en 2024 devraient passer à 21,9 milliards de dollars en 2030.
184. Mme Stegling a décrit le processus d'élaboration de la prochaine Stratégie, qui a été conçue pour se concentrer sur les actions prioritaires susceptibles d'avoir un impact maximal. Elle comprenait des représentants consultatifs de près de 100 gouvernements nationaux et de plus de 300 organisations de la société civile de toutes les régions.
185. La Stratégie qui en résultera définira une vision claire axée sur l'impact, s'attaquera aux facteurs structurels de la pandémie et orientera les investissements vers des activités essentielles et durables, a poursuivi Mme Stegling. Elle conserverait le « prisme de l'inégalité » de la Stratégie actuelle et s'appuierait sur les progrès réalisés jusqu'à présent ; elle mobiliserait des actions multisectorielles inclusives dans les secteurs, les régions et les niveaux. La stratégie, a-t-elle ajouté, vise également à « préparer l'avenir » de la riposte au VIH sur le plan financier, programmatique et politique, afin qu'elle puisse survivre aux chocs futurs.
186. Une matrice de priorisation est utilisée pour évaluer et classer les actions prioritaires, sur la base de critères clairs, a-t-elle ajouté. La Stratégie serait plus ciblée et hiérarchisée et s'articulerait autour de trois priorités et de huit domaines de résultats, chacun étant assorti de recommandations claires visant à renforcer la durabilité de la riposte au VIH.
187. Les trois priorités essentielles étaient les suivantes : (1) une riposte au VIH résiliente et dirigée par le pays ; (2) des services axés sur les personnes ; et (3) donner aux communautés « les moyens de diriger ». Mme Stegling a décrit les actions clés impliquées dans chaque priorité et les huit domaines de résultats. Elle a indiqué que la Stratégie mettait l'accent sur le développement des partenariats à tous les niveaux et en a donné quelques exemples aux participants. Elle se concentrera sur la durabilité, les actions et les résultats, les objectifs, les innovations, la régionalisation et l'engagement des parties prenantes.
188. Mme Stegling a ensuite décrit les prochaines étapes et le calendrier d'élaboration de la Stratégie, qui sera présentée en novembre 2025. Elle a rappelé au CCP que près de 10 millions de personnes ayant besoin d'un traitement antirétroviral n'en bénéficiaient pas. Le monde avait besoin d'une stratégie qui l'aiderait à éviter de retomber dans une nouvelle crise mondiale du sida. Le Programme commun a été un élément clé de l'effort collectif nécessaire pour éviter un tel résultat.
189. Prenant la parole, les membres et les observateurs ont remercié les présentateurs pour l'exposé et la mise à jour de la Stratégie. Ils ont salué l'approche inclusive et consultative adoptée, ainsi que l'engagement en faveur de l'appropriation par les pays et des priorités centrées sur les personnes, et ont noté que le Programme commun avait sollicité l'avis d'un large éventail de parties prenantes et que leurs contributions avaient été prises en compte dans l'esquisse. Ils ont approuvé l'approche fondée sur des données probantes et ont demandé que la stratégie finale affirme clairement la science et promeuve le principe « indétectable = intransmissible » (U=U).
190. La riposte au VIH se trouve à un point de basculement, ont déclaré les intervenants, de sorte que la Stratégie devrait se concentrer sur les priorités les plus cruciales et mettre en évidence les approches innovantes pour mettre en œuvre les actions

prioritaires dans des circonstances difficiles. L'accent mis sur les ripostes au VIH dirigées par les pays et axées sur les personnes, les trois priorités fondamentales et les huit domaines de résultats, les principes directeurs et les objectifs révisés pour 2030 ont bénéficié d'un large soutien. Les intervenants se sont également prononcés en faveur d'un ancrage solide de la Stratégie dans le multilatéralisme, une caractéristique du Programme commun.

191. Les intervenants ont souligné que la Stratégie ne devait pas confondre ses objectifs avec les activités à entreprendre pour atteindre ces objectifs. Ainsi, les caractéristiques essentielles d'une riposte durable au VIH devraient être séparées des instruments permettant d'atteindre la durabilité (par exemple, le financement, la fourniture de services intégrés, les données pour les systèmes et le suivi). Les participants à la réunion ont été informés qu'il était important de pouvoir démontrer aux hommes politiques que des progrès étaient réalisés et qu'ils pouvaient être maintenus de manière à répondre aux nouveaux défis.
192. Les intervenants ont déclaré que les grandes lignes de la Stratégie décrivaient un large éventail de défis et de moyens de les relever, mais qu'elles n'étaient pas encore suffisamment claires quant à la manière d'y parvenir et à l'endroit où les efforts seraient le mieux concentrés. Certains intervenants ont déclaré que, bien que les grandes lignes de la Stratégie contiennent une grande partie du contenu nécessaire, l'approche globale donnait l'impression d'une « redite ». Certains intervenants ont demandé que la Stratégie explique plus clairement comment les pays parviendraient à mettre en place des ripostes autonomes au VIH. Il n'est pas suffisant d'accabler les pays d'appels constants à l'augmentation des financements nationaux parce que l'aide extérieure diminue, a-t-on expliqué aux participants.

Les participants ont insisté sur le fait qu'il ne devait pas s'agir d'une Stratégie « unique » et que les objectifs de la Stratégie devaient s'aligner sur les réalités des pays. Les intervenants ont insisté sur le fait que la Stratégie et ses objectifs devaient être adaptés à différents contextes, compte tenu des réalités épidémiques, des besoins, des budgets et des contextes nationaux propres à chaque pays. Les participants à la réunion ont été informés que pour les pays confrontés à une augmentation du nombre d'infections par le VIH, la priorité absolue était d'inverser cette tendance, et que certains des objectifs proposés n'étaient pas immédiatement pertinents pour relever ce défi. De même, la Stratégie devait être pertinente pour les pays confrontés à des crises et devait prendre en compte les défis spécifiques des pays connaissant des crises humanitaires prolongées.

193. Les intervenants ont fait écho aux suggestions selon lesquelles la Stratégie devrait présenter un appel à l'action fort qui oriente la future riposte au VIH et repose sur une compréhension lucide des succès et des échecs et de ce qui est nécessaire pour assurer la pérennité de la riposte. Elle devrait clairement définir la manière dont les pays peuvent renforcer leur autonomie dans la lutte contre le sida. Cette clarté stratégique est nécessaire, selon eux, pour permettre aux gouvernements chargés de la mise en œuvre, aux communautés et aux partenaires de concentrer leurs énergies et leurs ressources là où elles auront le plus d'impact. Les intervenants ont reconnu qu'il était difficile de le faire dans le cadre d'une stratégie qui cherche à s'adresser à tous. Toutefois, il serait possible de résoudre ce problème en établissant une distinction entre les défis épidémiques et les catégories de pays, qui pourraient être regroupés selon des critères précis.
194. Les participants ont également été informés que l'ONUSIDA devait se concentrer sur son mandat principal, qui est d'aider les pays et les communautés à mettre fin à leur épidémie de sida ; par exemple, la prévention est une priorité évidente, y compris dans le cadre des soins de santé primaires, mais cette priorité ne doit pas négliger

l'importance de la lutte contre les facteurs et les conditions qui favorisent l'apparition de la pandémie. Les intervenants ont donc approuvé l'accent mis sur l'élimination des obstacles structurels et le fait que l'équité, l'engagement communautaire et les droits humains soient au cœur de la Stratégie. Il est impossible d'éradiquer le sida sans défendre les droits des personnes, ont-ils souligné.

195. Une telle approche est particulièrement importante dans un contexte où les droits humains et l'égalité entre les hommes et les femmes font l'objet d'une répression constante, a-t-on expliqué lors de la réunion. L'absence apparente d'objectifs explicites dans la Stratégie en réponse à cette réaction a suscité des inquiétudes. Le caractère central des droits humains et de l'égalité des genres n'est pas négociable, a-t-on déclaré lors de la réunion. En outre, tout en soutenant l'utilisation d'une optique de transformation du genre, les intervenants ont fait remarquer que la Stratégie devait montrer comment elle permettrait d'atteindre l'égalité des genres et comment elle contribuerait à la réalisation des objectifs de santé publique.
196. Les intervenants ont indiqué que bon nombre des priorités mises en évidence ne seraient que des aspirations si elles ne bénéficiaient pas d'un soutien politique et d'un financement de base durable pour les réseaux communautaires, y compris les réseaux de personnes qui consomment des drogues. Les organisations et les interventions dirigées par les communautés sont essentielles pour une riposte efficace au VIH, ont ajouté les intervenants. Il ne faut pas sous-estimer les lacunes des services de prévention du VIH dirigés par l'État, ont-ils averti. En fin de compte, les réponses apportées par les communautés ont dû combler ces lacunes, et les communautés continueront à le faire, ont déclaré les intervenants, mais cela nécessite de la confiance, du soutien et un financement de base.
197. Les participants ont été informés qu'un contexte très difficile exigeait de nouvelles méthodes de travail plaçant les communautés au centre de la réponse. La Stratégie devrait offrir des orientations plus claires sur la meilleure façon de renforcer, de financer et de protéger les systèmes communautaires, a-t-on dit au CCP. Les pays ont été invités à s'inspirer de l'exemple du Fonds Robert Carr, qui reste l'une des rares sources de financement flexible pour les organisations communautaires. Le financement des communautés doit être stable et transparent, ont déclaré les intervenants.
198. L'accent a également été mis sur la nécessité d'institutionnaliser et de financer le leadership communautaire en matière de plaidoyer, de prestation de services et de suivi. L'importance d'une coordination efficace avec les systèmes gouvernementaux pour promouvoir la durabilité à long terme et l'alignement sur les engagements nationaux a été soulignée. Les intervenants ont également souligné la valeur de la responsabilité des entreprises et la nécessité d'investir davantage dans les systèmes d'information et de données pour faciliter la responsabilité.
199. La décriminalisation des populations clés a été soulignée comme une approche essentielle pour progresser dans la lutte contre le sida et qui permet de sauver des vies et d'économiser de l'argent. Les intervenants ont déclaré que la Stratégie précise la nécessité de réformer la politique en matière de drogue, y compris l'élimination des lois punitives sur les stupéfiants. Ils ont également appelé à une redistribution des ressources de la « guerre contre la drogue » vers la réduction des dommages. L'accent a également été mis sur l'importance de la responsabilité et du suivi, ainsi que sur la valeur permanente d'outils tels que l'indice de stigmatisation.
200. Les intervenants se sont félicités de l'accent mis sur la viabilité financière et programmatique à long terme et sur l'adaptation des réponses à des contextes évolutifs, parfois volatiles. Ils ont souligné le contexte difficile dans lequel la lutte

contre le VIH devait être menée et ont demandé une évaluation complète de l'impact de la réduction du financement du Programme commun. La prochaine Stratégie mondiale de lutte contre le sida (2026-2031) doit être élaborée sur la base de scénarios réalistes, ont-ils conseillé.

201. Des questions ont été posées sur certaines des hypothèses utilisées pour la modélisation financière de la Stratégie et sur le fait de savoir si la vue d'ensemble de la riposte au VIH dans le schéma de la Stratégie reflétait correctement les réalités auxquelles les pays et les communautés étaient maintenant confrontés. Les intervenants ont déclaré que la Stratégie devrait relever le défi de la durabilité dans la réalité actuelle des conditions budgétaires très difficiles pour les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire. Ils ont mis en garde contre l'idée de considérer la prévention et le traitement comme des priorités concurrentes : ils sont vitaux, se soutiennent mutuellement et doivent être développés ensemble, a-t-on expliqué lors de la réunion.
202. L'accent mis sur l'élaboration de feuilles de route nationales sur la viabilité de la lutte contre le VIH a été salué. La Stratégie doit être réaliste quant aux perspectives d'augmentation des financements nationaux, a-t-on expliqué lors de la réunion, et elle doit trouver un équilibre entre ambition et réalisme. La durabilité devait être définie et poursuivie de manière réaliste, et le financement national devait être assorti de garanties que le financement ne serait pas retiré soudainement. D'aucuns craignent également que l'accent mis sur l'appropriation nationale ne soit trop étroitement axé sur le financement national. Une véritable appropriation par les pays nécessite également un leadership politique, une intégration multisectorielle, un espace civique, une protection des droits et une responsabilité institutionnelle à long terme, a-t-on expliqué au CCP.
203. Les Coparrainants ont déclaré qu'ils reconnaissaient qu'ils devraient eux aussi maximiser les avantages comparatifs de chaque agence, donner la priorité au travail au niveau national, rationaliser les structures et les processus, et les aligner sur les résultats et l'impact. Ils ont réaffirmé leur engagement collectif en faveur de la réussite d'une stratégie plus ciblée et simplifiée.
204. Les services de lutte contre le VIH devraient être intégrés dans des systèmes de santé plus larges afin d'utiliser au mieux des ressources limitées, ont déclaré les intervenants. Les participants se sont prononcés en faveur d'un renforcement des liens avec les soins de santé primaires et d'une collaboration entre les réseaux de personnes vivant avec le VIH et les gouvernements afin de mettre en place des réponses durables fondées sur des services intégrés. Ces réseaux devraient être institutionnellement intégrés dans les plans de réponse nationaux.
205. Toutefois, les intervenants ont également mis en garde contre le fait qu'une intégration plus poussée ne devrait pas affaiblir la riposte au VIH. Elle doit être poursuivie avec prudence, avec une compréhension claire de la manière dont les liens fonctionneront dans la pratique et guidée par des objectifs clairs, ont-ils déclaré.
206. Ils ont également demandé que la Stratégie mette l'accent sur la promotion d'un accès équitable aux médicaments essentiels et aux autres innovations, notamment en soutenant fermement la mise en commun des achats, la fabrication régionale et l'utilisation des flexibilités prévues par l'accord sur les ADPIC.
207. Les membres et les observateurs ont décrit les réalisations récentes de leurs réponses nationales et l'importance du soutien du Programme commun. Ils ont déclaré qu'ils espéraient que le Programme commun ne s'éteindrait pas à mi-parcours de la période de la stratégie.
208. En réponse, Mme Stegling a remercié les intervenants pour leurs commentaires

positifs et a rappelé au CCP qu'une approche inclusive signifiait également qu'il y aurait de nombreuses perspectives. Elle a expliqué que le concept de durabilité utilisé dans la Stratégie ne se limitait pas à la durabilité financière. Elle incluait la durabilité politique et programmatique, même si les éléments financiers avaient pris plus d'importance en raison du changement soudain de l'environnement de financement.

209. Elle a pris note des nombreuses demandes visant à ce que la Stratégie soit plus claire quant aux actions et aux changements nécessaires, et elle a convenu qu'elle devrait également tenir compte des besoins des communautés les plus faibles. En ce qui concerne l'intégration, elle reconnaît qu'elle doit être abordée de manière holistique, en incluant des systèmes de protection sociale plus larges. Répondant à une suggestion selon laquelle les droits humains et l'égalité des genres ne devraient pas être confondus, elle a indiqué que cette question serait examinée d'abord, de même que la possibilité d'une plus grande différenciation entre les pays confrontés à des épidémies et à des défis différents.
210. Mme Stegling a également approuvé une remarque selon laquelle la Stratégie devrait établir une distinction claire entre les objectifs et les cibles à poursuivre et la manière de les atteindre. Le plus grand défi était d'être ambitieux tout en répondant aux réalités actuelles. Elle a apprécié la confirmation que les approches proposées dans la Stratégie étaient étroitement alignées sur celles appliquées dans les pays.
211. Mme Achrekar a remercié les intervenants et a déclaré que leurs conseils étaient exactement ce qu'il fallait pour faire avancer le processus. Elle a déclaré qu'il était utile d'entendre la validation de l'accent mis sur la durabilité des ripostes au VIH menées par les pays et les communautés, qui s'appuient sur des approches multisectorielles. Elle a également apprécié les suggestions sur la manière dont la Stratégie pourrait répondre aux nouvelles réalités, l'utilisation d'outils de santé numériques, l'importance des contrats sociaux, une plus grande utilisation des achats groupés et plus encore, et a déclaré que la Stratégie inclurait des mesures plus « granulaires ».

#### **4.3 Plan de travail et budget 2026 — processus et calendrier**

212. Mme Emond a présenté le processus et le calendrier pour l'élaboration et la soumission du plan de travail et du budget transitoire 2026 du Programme commun. Expliquant son objectif et son contexte, elle a rappelé au CCP que l'UBRAF servait de cadre opérationnel pour la contribution du Programme commun à la mise en œuvre de l'actuelle Stratégie mondiale de lutte contre le sida. Le CCP a demandé à la Directrice exécutive de présenter un plan de travail et un budget transitoires d'un an pour 2026 en juin 2025. Toutefois, l'environnement de la « riposte au VIH » a considérablement évolué depuis le début de l'année 2025 et, comme convenu avec le Bureau du CCP, il est essentiel que le CCP discute et prenne une décision sur le modèle de fonctionnement du Programme commun avant de présenter le plan de travail et le budget 2026 pour approbation. La soumission du plan de travail et du budget 2026 en octobre 2025 permettra également de prendre en compte la structure révisée du Secrétariat de l'ONUSIDA.
213. Elle a indiqué que dans le cadre de l'actuel UBRAF 2022-2026, la mise en œuvre du Programme commun avait été adaptée à l'évolution de la riposte et des besoins en matière de VIH, ainsi qu'à la baisse de financement à laquelle le Programme commun est confronté. Elle a rappelé l'évolution de la réduction du budget opérationnel de base du Programme commun, qui est passé du niveau minimum de 187 millions de dollars approuvé dans le cadre du plan de travail et du budget 2024-2025 à 150 millions de dollars en décembre 2024, en raison de la réduction du financement des donateurs et de la poursuite de la hiérarchisation des priorités. Compte tenu des diminutions importantes du financement au début de 2025, alors que la mobilisation des

ressources s'est encore intensifiée, la situation reste incertaine et il est peu probable que le Programme commun réalise pleinement le plan de travail 2025, ce qui aura une incidence sur le rapport 2025

214. Mme Emond a expliqué que le plan de travail et le budget 2026 suivraient la même structure générale que l'UBRAF 2022-2026 et seraient informés par l'examen à mi-parcours de la Stratégie mondiale de lutte contre le sida et les grandes lignes de la prochaine Stratégie. Il intégrerait les décisions du CCP sur le nouveau modèle de fonctionnement, et inclurait des suggestions pour le PMR 2026 conformément à la réduction du champ d'action et des capacités, au nouveau modèle de fonctionnement et au budget prévu du Programme commun.
215. L'approbation du plan de travail et du budget 2026 par le CCP devrait intervenir au plus tard dans la première quinzaine d'octobre 2025 lors d'une session spéciale du CCP, a-t-elle indiqué, ce qui permettrait au Programme commun d'être pleinement opérationnel pour sa mise en œuvre d'ici janvier 2026, y compris par le biais du nouveau système de planification des ressources de l'entreprise (qui est en cours de transition vers le nouveau système de gestion des activités dirigé par l'OMS).
216. Elle a déclaré que le Programme commun devait naviguer dans un contexte mondial, une épidémie et une réponse en évolution rapide (y compris diverses restructurations au sein de la plupart des Coparrainants et du Secrétariat) et qu'il devait rester agile et réactif face à ces changements. Tout en continuant à donner la priorité à son soutien aux pays et aux communautés en fonction des données et des preuves les plus récentes, il est important d'optimiser les nouvelles opportunités et les innovations. Le plan de travail et le budget devaient donc être adaptables, réalistes, simplifiés, clairs et plus compacts pour permettre au Programme commun d'apporter le pouvoir de transformation et de rassemblement, l'expertise, les données et les changements politiques nécessaires à une riposte durable au VIH, tout en maintenant l'obligation de rendre des comptes, mais avec un suivi et des rapports très simplifiés.
217. Mme Emond a ensuite décrit le processus d'élaboration du prochain plan stratégique, UBRAF ou équivalent. Comme l'a demandé le CCP, sous la direction de la Directrice exécutive de l'ONUSIDA, un groupe de travail sera créé pour donner des conseils sur l'élaboration du « prochain UBRAF ou équivalent » en septembre 2025, et l'UBRAF sera soumis à l'approbation du CCP lors de sa 58e réunion en juin 2026.
218. Les membres de l'assemblée ont remercié Mme Emond pour sa mise à jour. Ils ont exprimé leur confiance dans le Programme commun et ont déclaré que le travail du Programme commun, dans le cadre de l'UBRAF, devait être bien intégré dans les stratégies nationales et que les résultats du programme devaient être clairement articulés. Il a été demandé au Secrétariat d'expliquer les fondements juridiques d'un plan de travail et d'un budget transitoires d'un an.
219. L'accent mis sur l'égalité des genres, les droits humains et l'engagement communautaire a été fortement soutenu. Les intervenants ont noté que les efforts visant à faire respecter les droits humains et à atteindre l'égalité entre les genres se heurtaient à une résistance concertée dans certains pays, bien qu'un observateur ait demandé à l'ONUSIDA d'éviter de promouvoir des concepts qui « ne bénéficient pas d'un consentement universel ».
220. Les intervenants ont déclaré qu'ils continuaient à être inspirés par le courage, l'innovation et la résilience des communautés vivant avec et affectées par le VIH, mais ils ont reconnu la pression causée par les réductions de financement, qui mettent des vies en danger. La viabilité à long terme de la lutte contre le VIH est en jeu. Un changement fondamental s'imposait : le champ d'action du Programme commun devait être simplifié et adapté à la capacité réduite, les objectifs étant supprimés ou

réformés.

221. Les intervenants ont souligné la nécessité d'établir des priorités dans des budgets limités afin de protéger les fonctions essentielles du Programme commun et d'inclure des plans d'urgence afin de pouvoir gérer les chocs fiscaux futurs. Ils ont demandé que le plan de travail et le budget soient également façonnés par ces nouvelles réalités et par les données et rapports les plus récents sur le VIH. Il a été suggéré que, plutôt que de sélectionner et de concentrer les activités en fonction de la disponibilité des fonds, le plan de travail et le budget 2026 devraient répondre aux besoins les plus urgents et s'appuyer sur l'examen à mi-parcours, les preuves et les données les plus récentes. Il devrait également intégrer les décisions du CCP sur le nouveau modèle opérationnel et refléter les stratégies de gestion des risques de l'ONUSIDA. Il a été recommandé que le plan de travail et le budget 2026 soient présentés en octobre 2025 sous une forme simplifiée.
222. Bien que la redéfinition des priorités puisse apporter un soulagement, le CCP a été informé qu'il ne s'agissait pas d'une solution structurelle. Les efforts pour parvenir à un modèle de fonctionnement révisé sont donc importants et le prochain UBRAF devrait être conforme aux recommandations pertinentes du Groupe de haut niveau.
223. Les intervenants ont remercié les donateurs qui ont continué à soutenir la lutte contre le VIH. Notant que les Coparrainants avaient signalé un besoin permanent de financement prévisible, ils ont exprimé leur inquiétude quant à la réduction des transferts aux Coparrainants. Ils ont demandé aux Coparrainants de redéfinir les priorités pour d'autres ressources afin qu'ils puissent continuer à jouer leur rôle essentiel dans la riposte mondiale au VIH. Commentant le processus global, ils ont déclaré que les Coparrainants devraient être pleinement engagés dans l'élaboration du plan de travail et du budget 2026 et du prochain UBRAF ou de son équivalent.
224. Il a été demandé à l'ONUSIDA de veiller à ce que le prochain budget contienne tous les détails nécessaires à la budgétisation, ainsi que les coûts de l'exercice de restructuration et une ventilation des gains d'efficacité attendus des réformes de l'initiative ONU80. Il a été demandé à l'ONUSIDA d'adopter les meilleures pratiques du système des Nations unies dans l'établissement de son budget, comme indiqué dans un récent rapport du CCI.
225. Il a été demandé au Secrétariat de veiller à ce qu'il y ait suffisamment de ressources pour les services d'interprétation dans toutes les langues officielles de l'ONU pour les réunions du CCP.
226. En réponse, Mme Emond a remercié les intervenants pour leurs commentaires, qui témoignent d'un soutien à l'approche proposée. Elle a déclaré qu'il semblait y avoir un large consensus sur la nécessité d'une simplification, et a confirmé que le plan de travail et le budget pour 2026 s'appuieraient sur les données les plus récentes et se concentreraient sur les domaines où les besoins sont les plus importants.
227. Elle a expliqué que le plan de travail et le budget transitoires d'un an pour 2026 étaient prévus depuis plusieurs années lors de l'approbation de l'UBRAF 2022-2026 et qu'ils avaient été demandés par le CCP. Il s'agissait d'un plan de travail et d'un budget de transition destinés à s'adapter à l'évolution du contexte, de l'épidémie et de la réponse. M. Ussing a expliqué que cette durée spécifique d'un an découlait de l'instruction du Conseil d'administration de disposer d'une version transitoire permettant de faire la jonction entre deux Stratégies mondiales de lutte contre le sida successives.
228. Répondant à une question sur le premier axe de travail de l'initiative ONU80, qui se concentre sur les gains d'efficacité, Mme Byanyima a déclaré que l'ONUSIDA avait

déjà commencé à réaliser des gains d'efficacité importants en 2024, avant les réductions de financement actuelles. Les changements actuels comprennent de nouveaux gains d'efficacité dans les méthodes de travail, les processus d'établissement de rapports, les processus de planification du travail, la rationalisation de la gouvernance et de la surveillance, autant d'éléments qui permettraient d'améliorer encore les gains d'efficacité. Elle a indiqué que des détails supplémentaires pourraient être compilés dans un rapport succinct à partager avec les délégations du CCP.

229. Le projet de point de décision est adopté.

## **6. Rapport sur les recommandations de révision du modèle opérationnel du Programme commun**

230. Mme Byanyima a présenté cet exposé. Elle a fait référence à la demande du CCP concernant la préparation d'un modèle opérationnel révisé pour le Programme commun et a remercié le Groupe de haut niveau et ses trois coprésidents pour leur travail.

231. Mamadi Yilla, coordinatrice adjointe pour la diplomatie de la santé, Département d'État américain, Washington D.C., s'exprimant au nom de S.E. Dr Cleopa Kilonzo Mailu, coprésident du Groupe de haut niveau, a déclaré au CCP que les coprésidents se félicitaient du rapport sur le nouveau modèle de fonctionnement, qui était conforme aux recommandations du Groupe. Lorsque le Groupe a commencé ses travaux, a-t-elle dit, le contexte était très différent de celui d'aujourd'hui, mais l'objectif du travail reste tout à fait pertinent.

232. L'objectif fondamental est de mettre fin à l'épidémie de sida en tant que menace pour la santé publique, a-t-elle déclaré, et cela ne peut se faire sans le Programme commun. Elle a indiqué que le Groupe avait tenu une réunion spéciale pour discuter de la pause dans le financement américain et de son impact. Les recommandations du Groupe ont donc tenu compte de ces perturbations. Elle a rappelé que le Programme commun restait un pilier central de la réponse mondiale en matière de santé, dont le succès dépendait de la solidarité mondiale et du partage des responsabilités.

233. Erika Castellanos, Directrice exécutive de GATE (Global Action for Trans Equality) et l'une des coprésidentes du Groupe de haut niveau, a déclaré que le Groupe avait formulé six recommandations et 18 sous-recommandations, qu'elle a brièvement présentées. La première recommandation reconnaît que le Programme commun devrait se poursuivre jusqu'en 2030, en raison de la gravité de la pandémie de sida. Elle a ensuite abordé les quatre sous-recommandations, qui répondent à la nécessité de changement.

234. Le Secrétariat mettra l'accent sur quatre fonctions essentielles, a expliqué Mme Castellanos : le leadership, la convocation et la coordination, la responsabilité et l'engagement communautaire. Les Coparrainants devraient également s'adapter afin de rester efficaces dans un contexte de ressources réduites. Elle a souligné que le financement international restait crucial et que les Nations unies devaient continuer à mobiliser des ressources.

235. La deuxième recommandation invitait le Programme commun à rester multisectoriel et à se concentrer davantage sur la résolution des principales lacunes et sur le soutien des rôles de transition. Il devrait évoluer rapidement, en transférant certaines fonctions là où les capacités existent, tout en reconnaissant que la pandémie exige une action internationale. Il convient également de mettre davantage l'accent sur la prévention du VIH et la durabilité de la riposte. Le Programme commun mettra l'accent sur la

collaboration avec les gouvernements nationaux et la société civile afin de renforcer la durabilité des services de lutte contre le VIH et d'approfondir les partenariats.

236. La troisième recommandation porte sur le Secrétariat, qui reste essentiel, mais doit réduire ses effectifs et se concentrer sur ses fonctions les plus cruciales. Il maintiendrait autant que possible son rôle au niveau des pays et élargirait la gamme des modèles de soutien aux pays. Il aurait également une structure simplifiée à ses trois niveaux.
237. La quatrième recommandation s'adresse aux Coparrainants et propose un modèle différencié, avec un petit groupe de Coparrainants « principaux » (qui recevraient un financement de base) et un autre groupe de Coparrainants « affiliés ».
238. La cinquième recommandation met l'accent sur la société civile, qui devrait avoir un rôle accru même si l'empreinte du Programme commun se réduit. La société civile devrait être ajoutée aux équipes conjointes des Nations unies sur le VIH/sida aux niveaux national et régional et participer à l'élaboration et à la mise en œuvre d'activités conjointes. La recommandation demandait également d'encourager la collecte de fonds conjointe qui inclut les organisations de la société civile en tant que partenaires, d'institutionnaliser le soutien, de renforcer et de soutenir le leadership, et de mettre en place des réponses dirigées par la communauté.
239. La sixième recommandation appelle à une planification immédiate de la transformation du Programme commun après 2030. Cependant, la possibilité très réelle d'une résurgence de la pandémie doit également être envisagée. Dans ce cas, une autre forme d'adaptation serait nécessaire. La Directrice exécutive devrait présenter au CCP un plan pour cette transformation, avec des étapes définies. Il s'agirait notamment de prendre des mesures pour que les pays et les Coparrainants soient mieux préparés et s'approprient certaines des fonctions clés du Programme commun, et de planifier de nouvelles options pour soutenir les communautés et la société civile.
240. Mme Castellanos a remercié ses collègues coprésidents et les membres du groupe pour leur engagement profond et leur travail acharné dans le cadre de ce processus.
241. Mme Byanyima a présenté les révisions proposées au modèle de fonctionnement du Programme commun. Elle a commencé par rappeler le processus et le calendrier des travaux du Groupe. Le nouveau modèle vise à transformer le Programme commun en deux phases, a-t-elle déclaré, dont l'une débutera immédiatement et l'autre en juin 2027. Les caractéristiques de la phase 1 ont été développées de manière plus détaillée que celles de la phase 2, a-t-elle fait remarquer. Le nouveau modèle s'inspire de l'initiative ONU80, ainsi que des recommandations du Groupe de haut niveau, a-t-elle expliqué, même si, sur certains points, il subsiste des différences avec les recommandations du groupe.
242. Le nouveau modèle de fonctionnement permettra de concentrer les ressources limitées sur le soutien aux pays pour la réalisation de l'objectif de développement durable 3.3, a déclaré Mme Byanyima. Il mettrait l'accent sur la prévention, l'impact, la responsabilité, la durabilité et l'appropriation par les pays en partenariat avec le PEPFAR, le Fonds mondial, les gouvernements nationaux et les communautés, afin que les pays aient les capacités de s'approprier et de mettre en œuvre leurs réponses. Elle a souligné que la majorité des pays à revenu faible ou intermédiaire finançaient déjà plus de 50 % de leur riposte au VIH, mais que la solidarité internationale restait d'une importance vitale.
243. Le Secrétariat aura une empreinte plus réduite et apportera son soutien de différentes manières, en se concentrant sur moins de pays (de 81 à 54 pays, qui représentent 80 % des personnes vivant avec le VIH et 71 % des nouvelles infections à VIH), a

- poursuivi Mme Byanyima. Il sera davantage intégré dans le système des Nations unies dans les pays, notamment dans les bureaux des coordinateurs résidents, et consolidera sa présence dans les bureaux multinationaux. Les coordinateurs de l'ONUSIDA seront intégrés aux bureaux des coordinateurs résidents dans plus de 20 pays. Ce changement a déjà été expérimenté dans cinq pays. Le Secrétariat disposera de 11 bureaux multinationaux et de 8 bureaux nationaux autonomes. Elle a déclaré au CCP que le personnel du Secrétariat serait transféré dans des lieux d'affectation moins coûteux, un changement qui s'inscrit dans le cadre d'un processus de « délocalisation » entamé il y a trois ans.
244. Les quatre pratiques actuelles du Secrétariat seront regroupées en une seule, qui sera dirigée par un Directeur exécutif adjoint, a déclaré Mme Byanyima. Le Secrétariat travaillera avec les Coparrainants pour éviter les doublons, en confiant plusieurs domaines de travail. Le Secrétariat se concentrera sur quatre domaines prioritaires : le leadership et le plaidoyer (y compris la mobilisation des ressources mondiales) ; la convocation et la coordination (axées sur la durabilité) ; la responsabilité (données, objectifs et stratégie) ; et l'engagement communautaire. Elle a souligné que la durabilité impliquait une durabilité financière, politique et programmatique. Ces quatre domaines constituent le cadre de mise en œuvre du Programme commun. Dans chacun d'entre eux, le respect des droits humains et l'accès aux services seraient une priorité. Elle a ajouté qu'un engagement accru de la société civile aux niveaux national et régional, y compris une collecte de fonds conjointe, était envisagé.
245. La Directrice exécutive a indiqué au CCP qu'un accord de coparrainage différencié était en cours de proposition. Six Coparrainants « principaux » et d'autres Coparrainants « affiliés » y participeraient. La sélection des Coparrainants « principaux » était en cours. Ils joueront un rôle de premier plan au sein du Comité des organismes Coparrainants (COC), dans l'élaboration du plan de travail et du budget du Programme commun et dans d'autres processus de l'ONUSIDA. Dans le cadre du nouveau modèle, il serait possible que de nouveaux Coparrainants affiliés se joignent à l'initiative (par exemple, l'OIM et le HCDH). Les Coparrainants assumeront un certain nombre de responsabilités et d'activités transférées par le Secrétariat.
246. Mme Byanyima a ensuite brièvement décrit certaines des réformes de gouvernance connexes, y compris la poursuite de la simplification de la prochaine UBRAF ou de son équivalent. Les processus de gouvernance seront consolidés et rationalisés afin d'accroître l'efficacité opérationnelle.
247. La mobilisation conjointe de ressources non essentielles avec les Coparrainants et les entités de la société civile occuperait une place plus importante, ces ressources venant compléter les ressources essentielles. Les mécanismes de transfert des ressources aux pays seraient également simplifiés afin de réduire les coûts de transaction et la charge de travail. Le financement des Coparrainants fait l'objet d'une discussion permanente, a-t-elle déclaré. Le sentiment actuel est que les transferts de financement de base aux Coparrainants ne seraient pas possibles avec un budget inférieur à 60 millions de dollars, bien que les préoccupations des Coparrainants concernant la nécessité d'un financement de base catalytique aient été prises en compte. Elle reconnaît que tous les Coparrainants ne sont pas dans la même situation et qu'une formule d'allocation différenciée sera donc proposée. Ces discussions se poursuivront et de nouvelles suggestions seront présentées lors de la réunion spéciale du CCP en octobre 2025.
248. Rappelant à la réunion la résolution du Conseil économique et social des Nations unies sur le Programme commun prévue pour 2027, Mme Byanyima a déclaré que le Programme commun évaluerait l'état de la pandémie et de la riposte, ainsi que l'environnement financier, et qu'il envisagerait ensuite d'autres transformations. Si des

progrès satisfaisants sont réalisés, l’empreinte du Secrétariat pourrait être entièrement intégrée dans le système plus large des Nations unies, par exemple, et le centre du Secrétariat pourrait être placé quelque part dans ce système afin de continuer à jouer son rôle mondial. Elle a indiqué que le Secrétariat présenterait des propositions basées sur son évaluation de la situation en 2027 et a réitéré que le modèle de fonctionnement proposé pourrait être adapté à l’évolution des circonstances.

249. En conclusion, Mme Byanyima a déclaré que l’objectif était de mettre en place le nouveau modèle de fonctionnement à partir de janvier 2026. Il a été conçu sur la base de projections prévoyant un minimum de 60 millions de dollars de financement de base pour le Secrétariat, bien qu’un optimisme prudent ait été manifesté quant à la possibilité de dépasser ce montant. Le plan de travail et le budget 2026 seront basés sur le nouveau modèle de fonctionnement, qui sera réexaminé en 2027, et un plan d’action sera présenté au Conseil d’administration en juin de cette année-là.
250. M. Amekudzi a remercié toutes les personnes qui ont travaillé à l’élaboration des propositions et a reconnu que le processus avait été très consultatif. Au nom du Directeur général de l’OIT, il a remercié la Directrice exécutive pour l’étroite collaboration en tant que co-convocateurs du Groupe de haut niveau. Tout en reconnaissant la convergence de pensée entre le Secrétariat et les Coparrainants sur plusieurs caractéristiques du nouveau modèle opérationnel, il a noté que certains domaines de divergence subsistaient. Il a brièvement décrit certaines des discussions avec la Directrice exécutive et entre les Coparrainants, et a déclaré que les Coparrainants restaient disposés à soutenir le Programme commun même sans transferts de fonds, sur la base de leurs capacités. Toutefois, il faudrait pour cela réduire leur charge de travail et les coûts de transaction. Il a également noté que les organismes Coparrainants étaient en cours de restructuration et que les implications restaient à voir.
251. Il a demandé si les Coparrainants débattaient de la question de savoir s’ils devraient être des Coparrainants « principaux » ou « affiliés » si le budget du Programme commun tombait en dessous de 60 millions de dollars (et si aucun fonds de base n’était transféré). Un « Plan A » pourrait donc voir les Coparrainants opérer sans transferts de base, mais qui continuent à soutenir le Programme commun. Les mandats des Coparrainants en matière de VIH constituent une base suffisante pour un engagement et une coordination continue. Le financement ne devrait pas être le facteur décisif, a-t-il déclaré ; les Coparrainants travaillent sur le VIH depuis des décennies, avant même la création de l’ONUSIDA. Toutefois, si des ressources suffisantes étaient disponibles, un « Plan B » pourrait être envisagé, avec jusqu’à six Coparrainants « principaux » tirant parti de ces ressources. Il a indiqué que des critères étaient en cours de discussion, sur la base des recommandations du Groupe de haut niveau, éventuellement liés à des domaines thématiques et de résultats, ou autour de groupes de population et de modes de transmission du VIH. Il a souligné qu’il s’agissait d’une discussion en cours.
252. Les membres et les observateurs ont salué le rapport et remercié le Groupe de haut niveau pour son travail ainsi que le Secrétariat et les Coparrainants pour avoir partagé les détails du modèle opérationnel proposé. Ils ont réaffirmé que le Programme commun restait essentiel pour la riposte mondiale au VIH, en particulier dans plusieurs pays où l’épidémie se développe. Il a été rappelé aux participants que le Programme commun était un modèle unique et inclusif dans lequel les gouvernements, les communautés touchées et les Nations unies élaborent conjointement des politiques et des actions de sauvetage. Le monde ne peut pas se permettre de perdre cette institution exemplaire, ont-ils déclaré.
253. Les intervenants ont noté que le nouveau modèle de fonctionnement était élaboré

dans un contexte de grande turbulence et ont déclaré qu'ils appréciaient les efforts de restructuration. La réforme de l'ONUSIDA était opportune, tout comme les efforts visant à concentrer les ressources sur les domaines les plus critiques. La vision exprimée dans le modèle de fonctionnement proposé est conforme aux réformes plus larges du système des Nations unies, ont-ils déclaré. Les participants ont insisté pour que le Programme commun reste fidèle à son mandat collectif, qui est de mettre fin au sida et aux inégalités. Ce n'est pas le moment de reculer sur les engagements fondamentaux, a-t-on dit au CCP.

254. Les intervenants ont déclaré qu'il était rassurant de savoir que le Programme commun continuerait à se concentrer sur les fonctions essentielles à la riposte au VIH. Il est tout aussi important de veiller à ce que les fonctions clés du Programme commun continuent d'être exécutées efficacement et que les Coparrainants intègrent et préservent pleinement l'expertise technique en matière de VIH dans leurs programmes. Le transfert progressif d'autres fonctions aux Coparrainants a également été bien accueilli, de même que l'assurance que cela se ferait dans le cadre d'une réforme plus large de l'ONU.
255. Les membres ont déclaré que la transition vers un nouveau modèle doit être réaliste, bien conçue et bien gérée-réaliste, bien échelonnée et tenant compte des avis de toutes les régions, y compris des gouvernements, de la société civile et des communautés. Des inquiétudes ont été exprimées quant au fait que la réduction de la présence de l'ONUSIDA dans les pays affaiblirait les réponses multisectorielles. La transition vers un nouveau modèle doit être inclusive et réaliste, ont-ils insisté, et elle ne doit pas affaiblir les capacités des pays qui ne sont pas prioritaires pour les donateurs traditionnels. Dans les pays d'Amérique latine et des Caraïbes, par exemple, l'ONUSIDA a continué d'être un acteur essentiel en tant que partenaire technique, de rassembleur et de défenseur, ont rappelé les intervenants. L'approche proposée devrait renforcer, et non fragmenter, la réponse collective au VIH, ont-ils déclaré.
256. Le CCP a été invité à ne pas oublier que l'ensemble de la discussion portait en fin de compte sur les personnes, et non sur les systèmes et les institutions. Une approche fondée sur les droits humains devrait rester explicitement intégrée aux fonctions essentielles du Secrétariat, ont déclaré les intervenants, afin de protéger les droits des personnes vivant avec le VIH et les plus vulnérables à cette maladie. Mais les intervenants ont également exprimé leur profonde inquiétude quant aux conséquences de la baisse du financement sur la capacité à remplir ces fonctions. Les réductions de personnel et de présence dans les pays menacent la capacité à produire des résultats, ont-ils averti.
257. Les intervenants ont demandé des informations plus détaillées sur la nouvelle structure organisationnelle proposée dans le nouveau modèle. Des inquiétudes ont été exprimées quant à la question de savoir si le Secrétariat disposerait d'un personnel suffisant pour remplir les quatre fonctions essentielles, compte tenu de la structure proposée, de la réduction de la présence dans les pays et des pertes de personnel. Ils ont également demandé plus de clarté sur le placement des agents de l'ONUSIDA dans les bureaux des coordonnateurs résidents, notamment sur la manière dont leur capacité à remplir les fonctions essentielles de l'ONUSIDA serait protégée contre d'autres demandes au sein du système des coordonnateurs résidents et sur la question de savoir si d'autres arrangements ont été envisagés par le Groupe de haut niveau.
258. Le fait que les droits humains et l'égalité des genres ne figurent pas explicitement dans les descriptions des quatre fonctions essentielles du Secrétariat a également suscité des inquiétudes. Le Programme commun a un rôle majeur à jouer dans la

promotion de l'égalité des genres et la protection des droits humains des personnes vivant avec le VIH et affectées par celui-ci. Le modèle proposé ne devrait pas affaiblir ce travail, mais plutôt le renforcer, a-t-on expliqué au CCP.

259. Les participants à la réunion ont été informés que la transition devrait être gérée avec soin afin de préserver l'impact, en particulier là où il est le plus nécessaire. Le Secrétariat a été invité à procéder à une évaluation claire des risques et à élaborer une stratégie de protection des droits humains et de collaboration avec les communautés. Les intervenants ont déclaré qu'ils attendaient avec impatience que les différents acteurs parviennent à une compréhension commune du rôle des communautés dans la riposte au VIH. Ces rôles ne devraient pas faire l'objet d'interprétations ad hoc par différentes entités : ils devraient être définis clairement et délibérément, ont déclaré les intervenants.
260. La valeur du Programme commun réside dans son expertise technique, ses fonctions de rassemblement et sa capacité à responsabiliser les communautés et à les placer au cœur de la réponse, ont déclaré les intervenants. Ils ont indiqué au CCP que, dans de nombreux pays, l'ONUSIDA était le seul espace où les membres des populations clés, telles que les personnes qui s'injectent des drogues, pouvaient s'engager librement avec les Nations unies sur des questions d'intérêt mutuel. Quel que soit le nouveau modèle de fonctionnement, cette caractéristique doit être préservée, a-t-on expliqué lors de la réunion.
261. Si la proposition d'élargir le rôle des organisations de la société civile aux niveaux régional et national a bénéficié d'un large soutien, certains intervenants se sont inquiétés du fait que le soutien institutionnel aux communautés, en particulier celles qui sont les plus marginalisées et les plus criminalisées, pourrait être plus difficile à mettre en œuvre que prévu.
262. Remerciant le personnel sortant du Secrétariat pour son dévouement et son travail acharné, les intervenants ont déclaré qu'ils regrettaient les réductions douloureuses des effectifs de l'ONUSIDA. Tout en reconnaissant le bien-fondé de ces réductions, ils ont déclaré qu'ils espéraient que le nouveau modèle de fonctionnement permettrait de maintenir les compétences essentielles du Secrétariat. Ils ont déclaré qu'ils espéraient que la prochaine Stratégie mondiale de lutte contre le sida serait réalisable dans un contexte de réduction des contributions des principaux donateurs et de capacités fiscales limitées des pays à combler les déficits de financement.
263. Les intervenants ont salué le réalisme du budget proposé et ont reconnu l'utilité d'adopter un modèle différencié de transferts de fonds aux Coparrainants, basé en partie sur leur propre accès au financement. Un intervenant s'est inquiété de ce qui se passerait si les recettes de base du Programme commun étaient inférieures à 60 millions de dollars et que les Coparrainants ne recevaient aucun transfert de financement de base de la part du Secrétariat. Il a été demandé au Secrétariat de clarifier les scénarios de transfert de fonds aux Coparrainants, en particulier si l'on considère les espoirs que les Coparrainants s'engagent à combler les lacunes laissées par un Secrétariat de l'ONUSIDA restructuré.
264. Les Coparrainants ont indiqué qu'ils avaient travaillé en étroite collaboration avec le Secrétariat pour élaborer la réponse aux recommandations du Groupe de haut niveau et qu'ils étaient d'accord avec nombre d'entre elles. Toutefois, compte tenu de l'évolution rapide du contexte, il était nécessaire de rester agile et de ne pas s'enfermer dans des décisions qui pourraient devenir irréalisables ou qui feraient obstacle à la flexibilité.
265. Les Coparrainants se sont engagés à soutenir les efforts visant à financer intégralement le Programme commun et ont demandé de la transparence et de la

clarté sur la manière dont les fonds seront collectés et alloués aux différentes priorités programmatiques. Se référant à l'intention du Secrétariat de déprioriser sa coordination et son soutien dans certains domaines de programmation, les Coparrainants ont rappelé au CCP qu'ils avaient toujours joué un rôle moteur dans ces domaines et qu'ils continueraient à le faire.

266. Ils ont noté que la différenciation proposée entre les Coparrainants « principaux » et « affiliés » était plus pertinente pour les conditions dans lesquelles le financement des Coparrainants était disponible et ont indiqué qu'ils étudiaient les implications d'un engagement continu dans le Programme commun sans financement de base. Ils ont déclaré qu'ils discuteraient d'une nouvelle configuration du coparrainage avec le Secrétariat et qu'ils feraient rapport au CCP en octobre.
267. D'autres intervenants ont souligné que le pouvoir collectif des organismes Coparrainants était aujourd'hui plus important que jamais pour garantir que les valeurs et les idéaux fondamentaux de l'ONUSIDA soient intégrés dans tous les domaines de travail et chez tous les partenaires. Ils ont insisté sur la nécessité de la transparence, de la responsabilité et d'une consultation approfondie dans le processus d'élaboration d'un nouveau modèle de fonctionnement. L'objectif était de parvenir à un Programme commun plus rapide et à un modèle qui tire parti des atouts de chaque coparrainant et intègre la prévention, le traitement et les soins du VIH en tant qu'aspects essentiels des soins de santé primaires, ont-ils souligné.
268. Notant la possibilité que d'autres réformes soient nécessaires à l'avenir, les intervenants ont insisté pour que la restructuration du modèle de fonctionnement se fasse avec beaucoup de prudence afin d'éviter de perdre le savoir-faire et les ressources techniques apportés par le Programme commun. La consultation de la société civile doit être maintenue tout au long du processus, ont-ils insisté.
269. Si les membres et les observateurs ont soutenu la recommandation de commencer à planifier une transformation pour l'après-2030, ils ont insisté pour que cette planification comprenne des étapes définies, anticipe une éventuelle résurgence de la pandémie et garantisse que les pays ne soient pas laissés sans soutien en cas d'aggravation de leur épidémie.
270. Certains intervenants ont soutenu la vision d'une transition complète du Programme commun vers le système des Nations unies dans son ensemble, avec pour point culminant la fermeture du Programme commun en 2030. Ils considèrent qu'il ne s'agit pas d'un recul, mais d'une « évolution naturelle » de la riposte mondiale au VIH, les fonctions essentielles étant intégrées dans le travail d'autres organisations et agences.
271. Toutefois, plusieurs membres et observateurs ont insisté sur le fait que l'idée d'un « arrêt progressif » ne devrait être envisagée que lorsque l'objectif de mettre fin au sida en tant que menace pour la santé publique aura été atteint. Tant que des personnes mouraient d'une maladie traitable, cet objectif n'aurait pas été atteint, ont-ils déclaré lors de la réunion. Un Programme commun multisectoriel inclusif serait nécessaire jusqu'à ce que le monde atteigne cet objectif. Ces intervenants ont insisté sur le fait que la plateforme construite par le Programme commun pour la riposte mondiale au VIH ne devait pas être perdue et qu'en outre, il serait financièrement peu judicieux et irresponsable de fermer l'ONUSIDA. Ils ont déclaré au CCP que les personnes qui pensaient que l'ONUSIDA pouvait simplement être « replié » dans l'OMS, par exemple, ne comprenaient peut-être pas bien ce que la lutte contre le sida impliquait et exigeait.
272. Il a été demandé à la Directrice exécutive de fournir davantage d'informations sur la mise en œuvre du nouveau modèle lors de la 57e réunion du CCP et de présenter un rapport complet lors de la 60e réunion.

273. En réponse, Mme Byanyima a remercié les intervenants pour leurs conseils et a indiqué qu'elle en prendrait note. Elle a convenu avec les intervenants que la nature multisectorielle du Programme commun était unique et devait être protégée. Elle a reconnu que le processus de restructuration comportait des risques importants ; la réduction de plus de la moitié du personnel et de la présence d'une organisation comporte des risques, a-t-elle déclaré. Conserver la mémoire institutionnelle et l'expertise sera un défi, mais des moyens sont recherchés pour gérer ces risques, avec les conseils d'une société externe et du Comité de surveillance.
274. L'objectif était d'être souple et efficace et de continuer à mettre en œuvre le Programme commun, a-t-elle poursuivi. L'exercice était fondé sur l'engagement de faire mieux avec les ressources disponibles. Elle a assuré l'assemblée que le respect des droits humains était intégré dans chacune des quatre fonctions principales du Secrétariat et dans le travail des Coparrainants — remettant en cause les inégalités qui augmentent le risque d'infection et éloignent les personnes des services de prise en charge du VIH. De plus amples détails sur la nouvelle structure seront fournis lors de présentations le dernier jour du CCP, dans le cadre du point de l'ordre du jour sur les questions stratégiques de gestion des ressources humaines.
275. Mme Byanyima a convenu qu'il était prématuré de prévoir la clôture du Programme commun dès à présent. Une révision est prévue pour 2027, en vue d'une nouvelle transformation de la réponse. Tant qu'il n'y aura pas de remède contre le VIH, il y aura des personnes vivant avec le VIH qui auront besoin d'un traitement à vie. Les nouvelles infections par le VIH n'étaient pas encore maîtrisées dans le monde. De nombreuses actions de lutte contre le VIH ont été fortement perturbées et de nouvelles ressources et approches ont dû être mobilisées. Certaines réponses s'éloignent encore plus de la réalité. Se référant à l'examen prévu pour 2027 et à la phase 2 de la transformation, elle a déclaré que ce serait l'occasion d'évaluer ce qui doit encore changer à la lumière de la manière dont la riposte au VIH se déroule, y compris en ce qui concerne la prévention du VIH, et quelles sont les ressources disponibles et nécessaires pour la riposte. Le conseil d'administration recevra un rapport qui l'aidera à prendre des décisions sur la poursuite de la transformation, a-t-elle déclaré.
276. Répondant à une question spécifique, elle a assuré que les plans de restructuration étaient pleinement alignés sur l'initiative ONU80 et a noté que le leadership de l'ONUSIDA pour conduire les objectifs de l'initiative ONU80 était reconnu au sein du système des Nations Unies. En octobre 2025, a-t-elle poursuivi, le Secrétariat soumettra au CCP un budget basé sur un modèle de fonctionnement plus consolidé, intégré et efficace. En outre, le Conseil aura l'occasion de décider de la rationalisation des fonctions de gouvernance et de contrôle indépendant afin de refléter la taille plus réduite du Programme commun. Enfin, en ce qui concerne le financement des activités des Coparrainants en matière de VIH, elle a déclaré qu'une solution pour le financement des Coparrainants « principaux » serait trouvée. Bien que les ressources de base soient en baisse, il existe des possibilités d'augmenter les ressources non essentielles pour la lutte contre le VIH, a-t-elle déclaré. Elle a demandé le soutien des participants pour créer de nouvelles possibilités de soutenir le travail de l'ONUSIDA, en soulignant que la collecte de fonds conjointe avec les Coparrainants et la société civile était une voie essentielle pour poursuivre le travail.
277. Répondant à un commentaire, M. Amekudzi a déclaré que les Coparrainants avaient envisagé de lier leurs rôles à un certain degré de transferts de fonds ; ils espéraient que cela était encore possible.

**jeudi 26 juin 2025**

## **7. Mise à jour sur les questions de gestion stratégique des ressources humaines**

278. Stephan Grieb, Directeur de la gestion du personnel à l'ONUSIDA, a commencé sa présentation en décrivant les principaux éléments de son rapport. Il a indiqué que le document d'accompagnement détaillait les progrès et les défis liés à chacun des cinq principes directeurs de la Stratégie pour les citoyens 2023-2026.
279. Il a indiqué au CCP que le Secrétariat comptait 671 employés en 2024, originaires de 121 pays. Quatre-vingt-un pour cent d'entre eux travaillaient dans des bureaux régionaux, nationaux et de liaison, et 66 d'entre eux étaient des Directeurs nationaux de l'ONUSIDA. Cinquante-cinq pour cent du personnel est féminin. Il a noté que ces données n'étaient plus à jour, compte tenu de la restructuration en cours du Secrétariat.
280. La restructuration a déjà commencé en 2024, a-t-il déclaré, avec un gel des recrutements et un processus accéléré d'embauche de consultants. Il a expliqué que l'avis de cessation de financement reçu du gouvernement américain en février 2025 équivalait à une réduction d'environ 60 % des ressources financières prévues pour 2025 et nécessitait un processus de restructuration plus fondamental, impliquant d'importantes réductions de personnel et d'autres mesures.
281. M. Grieb a décrit la restructuration en cours et a énuméré les cinq objectifs qui ont guidé l'exercice. Il a expliqué que les changements avaient été guidés par un processus de consultation, mais qu'ils devaient être effectués très rapidement, compte tenu de l'urgence de la situation. Le processus comprenait des consultations avec une équipe de gestion de projet, des groupes de discussion, deux enquêtes auprès de l'ensemble du personnel et des contributions de l'association du personnel. Il a également énuméré quelques-uns des événements et produits liés au partage d'informations.
282. Le nouveau modèle viserait à préserver les contributions du Programme commun à la riposte mondiale au VIH, mais avec un personnel et une présence réduits dans les pays, des domaines thématiques rationalisés, une organisation plus en réseau et une réduction radicale de ses effectifs à Genève. Le soutien programmatique du Secrétariat sera consolidé en une seule pratique et certains départements seront fusionnés. M. Grieb a présenté un organigramme illustrant la nouvelle structure.
283. Le soutien aux pays sera assuré par quatre régions : Afrique orientale et australe, Afrique occidentale et centrale, Amérique latine et Caraïbes, et Asie-Pacifique et Europe centrale. Cela a entraîné une réduction du nombre et de la taille des bureaux régionaux et nationaux. Il y aura cinq centres de l'ONUSIDA (Bangkok, Bonn, Genève, Johannesburg et Nairobi) et l'empreinte nationale sera réduite à 54 pays et sera maintenue par une combinaison de bureaux de l'ONUSIDA dans les pays, en plaçant des agents de l'ONUSIDA dans les bureaux des coordinateurs résidents des Nations Unies, 11 bureaux multinationaux et des équipes d'appui régional. Les effectifs globaux passeraient de 661 à 294, soit une réduction de 55 %, tous les grades étant concernés. Il a conclu en présentant le calendrier de mise en œuvre de la restructuration, qui prévoit que les dernières résiliations de contrat auront lieu d'ici juin 2026.

284. Mme Byanyima a indiqué qu'il s'agissait d'un processus douloureux et a affirmé l'importance de l'avis du Conseil.
285. Les députés ont remercié M. Grieb pour cette mise à jour détaillée. Ils ont reconnu que la crise financière sans précédent exigeait une action décisive, mais ils ont noté que les mesures prises étaient néanmoins difficiles à mettre en œuvre. La perte de plus de 50 % du personnel diminuerait la capacité du Programme commun à remplir son mandat, ont-ils averti, et la perte de la mémoire institutionnelle pourrait mettre en péril la réputation de l'ONUSIDA. Elle affecterait également les professionnels dévoués qui ont consacré leur vie à la lutte contre le sida. Le personnel est l'atout le plus important de l'ONUSIDA, ont-ils souligné. Ils ont remercié le personnel de l'ONUSIDA pour son travail acharné et son dévouement et ont exprimé leur empathie à l'égard de tous les membres du personnel touchés par la restructuration.
286. Il a été suggéré que les décisions de transfert de personnel soient fondées sur une analyse coûts-avantages à long terme ; le Secrétariat a été invité à informer le CCP du coût total des indemnités de licenciement et du transfert de personnel. Il lui a également été demandé s'il avait envisagé de reclasser des postes existants afin de réaliser des économies budgétaires supplémentaires et de réduire l'impact des réductions de personnel. Il a toutefois été noté que l'utilisation de l'intelligence artificielle ne devrait que compléter le travail humain ; le Secrétariat a été invité à faire un rapport sur les coûts et l'efficacité de l'intelligence artificielle.
287. Les intervenants ont exprimé leur inquiétude quant à la déclaration de l'Association du personnel selon laquelle elle n'avait pas été suffisamment impliquée dans le processus de restructuration et quant aux lacunes en matière de communication entre le personnel et la direction, à l'augmentation des niveaux de stress parmi le personnel et aux éventuelles violations du statut et des droits du personnel.
288. L'importance de la transparence et d'une communication efficace, d'un soutien solide au personnel et d'une atténuation proactive des risques a été soulignée. Les intervenants ont déclaré que les principes défendus par le Programme commun à l'extérieur devraient également guider sa conduite et ses processus internes.
289. Les restructurations devraient être marquées par un fort devoir de diligence, ont-ils insisté. La transparence et l'équité sont essentielles ; la diversité, l'équité et l'inclusion doivent être maintenues, et le personnel doit refléter les communautés desservies par le Programme commun. Les intervenants ont salué l'engagement pris de veiller à ce qu'aucun membre du personnel vivant avec le VIH ne perde son emploi. Il a été suggéré que le personnel travaillant sur les droits humains, l'égalité des genres et l'engagement communautaire soit protégé.
290. Le Secrétariat a été invité à garantir la transparence et la communication en temps utile de toutes les décisions, y compris en matière de personnel, et à fournir un soutien significatif et durable au personnel, en particulier à ceux qui traversent des transitions difficiles (y compris des conseils, des politiques de travail flexibles et un engagement cohérent avec l'Association du personnel). Les responsabilités du personnel restant devraient être clairement spécifiées, ont déclaré les intervenants. Ils ont souligné le rôle vital de l'USSA et ont déclaré qu'elle devrait être dotée de ressources suffisantes pour pouvoir protéger les droits et le bien-être du personnel.
291. Le Secrétariat a été invité à mettre à jour le CCP régulièrement pendant la restructuration. Les intervenants ont également demandé qu'un aperçu détaillé des critères et de la méthodologie utilisés pour décider des réductions de personnel soit présenté lors de la prochaine réunion du CCP.
292. Il a été noté que la répartition envisagée du personnel était encore « lourde », avec

- 74 postes de niveau P5 ou supérieur. Il a été rappelé à la réunion que le processus de l'initiative ONU80 prévoyait de réduire les coûts de niveau supérieur et non de diminuer la proportion de postes de niveau débutant. La restructuration de l'ONUSIDA ne semble pas suivre cette orientation, ont observé les intervenants, étant donné la perte massive de personnel général.
293. De nombreux doutes ont été exprimés quant au réalisme d'une réduction du personnel pour faire face à une charge de travail inchangée. Même si l'ONUSIDA se concentre désormais sur quatre fonctions essentielles, celles-ci restent relativement vastes, ce qui suscite des inquiétudes quant à l'épuisement et au stress du personnel. Les intervenants ont souligné que de nombreux membres du personnel étaient déjà stressés et confrontés à une surcharge de travail, et ont déclaré que la situation allait probablement s'aggraver.
  294. Le bien-être et la santé mentale du personnel devraient être des priorités absolues, ont déclaré les intervenants. Ils ont demandé davantage d'informations sur la manière dont la charge de travail serait gérée dans un contexte de réduction du personnel et des ressources. La poursuite des investissements dans le développement et le bien-être du personnel est essentielle et le personnel a besoin d'un soutien intensifié, y compris de conseils, ont-ils ajouté. Un suivi régulier du bien-être du personnel a été demandé.
  295. De manière plus générale, les intervenants ont mis en garde contre le fait que la restructuration ne devrait pas menacer le rôle essentiel du Programme commun dans les ripostes nationales et régionales au VIH. Ils ont salué l'importante contribution des bureaux de l'ONUSIDA dans les pays et ont exprimé leur profonde inquiétude quant aux réductions de personnel et à leur impact dans les pays. Le représentant d'un pays, par exemple, a déclaré qu'il avait déjà des difficultés à calculer le coût de son budget national de lutte contre le VIH en raison de la réduction de l'aide de l'ONUSIDA. L'expertise, la coordination et les autres formes de soutien de l'ONUSIDA sont restées cruciales.
  296. Les intervenants ont remis en question la fusion du bureau régional pour l'Europe de l'Est et l'Asie centrale avec celui pour l'Asie et le Pacifique et ont déclaré qu'il n'y avait pas eu de véritable consultation avec les parties prenantes sur cette question. L'expérience de l'ONUSIDA en matière de fusion des représentations régionales n'a pas été bonne, ont-ils déclaré : les deux régions souffriraient si la fusion prévue se poursuivait. Pour des raisons épidémiologiques et politiques, la fusion de deux régions aux réalités, aux besoins et aux épidémies très différents était difficile à comprendre et à accepter, ont-ils déclaré. L'aide aux pays à forte charge de morbidité devrait être une priorité absolue, a-t-on dit au CCP. Les donateurs ont été invités à contribuer à combler les déficits de financement.
  297. En réponse, M. Grieb a remercié les intervenants pour leurs retours. Il a reconnu que certaines catégories de personnel inférieures, telles que le personnel général, ont été plus touchées par la restructuration, mais il a expliqué que cela était dû au fait que de nombreux bureaux nationaux étaient réduits à un seul membre du personnel qui devait avoir un certain niveau d'expérience et d'expertise pour remplir ce rôle. Il n'est pas d'accord avec les déclarations selon lesquelles certains grades sont protégés.
  298. Répondant aux inquiétudes concernant l'impact de la restructuration sur la capacité de l'ONUSIDA à répondre aux besoins des pays, il a reconnu que cela aurait un effet. Il a assuré le CCP que le Secrétariat s'engageait à la transparence, que tout le monde avait été informé de la restructuration et que les conseils psychosociaux et autres se poursuivaient. C'était un exercice très douloureux, a-t-il souligné.
  299. M. Martineau a répondu que les réductions générales de personnel étaient en grande

partie dues à des réductions importantes du nombre de bureaux nationaux. Répondant à une autre question, il a déclaré qu'il n'avait pas connaissance de violations du règlement du personnel et a insisté sur le fait que le Secrétariat respectait scrupuleusement les règles et politiques en vigueur. Un groupe de consultation du personnel (dirigé par le président de l'USSA) et une équipe de gestion du projet, à laquelle le personnel a participé, ont été mis en place, en plus des réunions mensuelles avec l'association du personnel sur toutes les questions. Une commission d'examen sera également mise en place.

300. En ce qui concerne l'affirmation selon laquelle le personnel n'a pas été informé immédiatement du processus lorsqu'il a commencé, M. Martineau a déclaré que cela était dû au fait que le processus avait commencé en décembre et que la direction avait estimé qu'il était préférable d'informer le personnel après les vacances de fin d'année, c'est-à-dire en janvier.
301. Mme Byanyima, en réponse, a remercié les participants pour leur empathie et leur soutien. Elle a précisé que tous les membres du personnel avaient été informés de leur maintien ou de leur départ. Elle a assuré le CCP que le Secrétariat faisait de son mieux pour mener la restructuration avec équité et transparence et que le devoir de diligence était respecté. Elle lui a également assuré que la continuité des activités serait maintenue afin que l'ONUSIDA puisse tenir ses principaux engagements.
302. Répondant à une remarque sur la nécessité de nominations fondées sur le mérite, elle a demandé si c'était vraiment le mérite qui expliquait le fait que la plupart des entreprises et des gouvernements étaient dirigés par des hommes. En ce qui concerne les critères de recrutement, elle a déclaré qu'elle respectait le fait que certaines personnes n'aimaient pas les concepts de « diversité » ou d'« inclusion », mais que l'ONUSIDA continuerait à représenter le visage des personnes touchées par la pandémie et le monde en général.
303. En ce qui concerne les réductions de personnel dans les différentes catégories professionnelles, elle a déclaré qu'il y avait eu un compromis. Si un seul membre du personnel de l'ONUSIDA devait travailler dans le bureau du coordinateur résident, par exemple, il devait s'agir d'un cadre supérieur. Malheureusement, l'allègement de l'empreinte a conduit à ce que moins de membres du personnel général et subalterne conservent leur poste, mais il y aura également des postes non essentiels qui permettront de recruter du personnel plus jeune lorsque ces ressources deviendront disponibles.
304. Des postes ont été reclassés, a-t-elle dit, ce qui permettra de réaliser des économies. Par exemple, des postes internationaux ont été transformés en postes nationaux et des postes « P5 » ont été restructurés en postes « P4 ». Elle a indiqué que le Secrétariat pourrait fournir des détails supplémentaires sur les coûts des indemnités de licenciement et des autres changements de restructuration.
305. Mme Byanyima a rappelé que l'ONUSIDA était aligné sur l'initiative ONU80. À titre d'exemple, elle a cité le fait que l'ONUSIDA avait commencé à passer au système de coordonnateur résident trois ans plus tôt. D'autres agences des Nations unies tirent les leçons de cette expérience, a-t-elle ajouté. Mme Byanyima a insisté sur le fait que la fusion de la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord avec les bureaux régionaux d'Afrique au sud du Sahara fonctionnait. La fusion ne signifie pas que l'ONUSIDA s'éloigne des régions touchées ; il maintiendra sa présence, mais d'une manière différente, a-t-elle précisé.
306. Elle a conclu en disant que le Secrétariat était disposé à poursuivre le dialogue sur les questions soulevées en rapport avec la restructuration.

307. Mme Stegling a reconnu que les circonstances étaient très difficiles et a décrit certaines des mesures prises pour protéger le bien-être du personnel. L'ONUSIDA serait une organisation différente avec seulement la moitié du personnel, a-t-elle admis. L'ONUSIDA a dû établir des priorités et décider de ce qu'il ne ferait plus. L'objectif principal et la priorité à partir de maintenant seront de renforcer les ripostes au VIH inclusives, multisectorielles et durables appartenant aux pays, a-t-elle déclaré au CCP. Pour ce faire, il fallait changer les méthodes de travail, appliquer des approches en réseau et utiliser les processus de gestion des connaissances mis en place.
308. L'assemblée a adopté le point de décision.

## **8. Déclaration du représentant de l'Association du personnel de l'ONUSIDA (USSA)**

309. Alankar Malviya, président de l'Association du personnel du Secrétariat de l'ONUSIDA (USSA), a remercié les participants pour leur soutien et leur empathie. Il a commencé par décrire les principaux éléments du rapport de l'USSA et a indiqué qu'il avait été soumis tardivement parce que l'Association du personnel n'avait reçu les derniers détails de la restructuration que quelques jours avant la réunion du Conseil d'administration.
310. Après avoir présenté l'historique de l'USSA (qui a été créée en 2005 et dont le mandat est défini dans ses statuts), M. Malviya a fait le point sur la mise en œuvre de la précédente série de recommandations de l'Association du personnel.
311. Il a indiqué au CCP que le personnel n'avait pas reçu de rapport complet sur le réalignement organisationnel et la stratégie du personnel (la première recommandation formulée lors de la 54<sup>e</sup> réunion du CCP). En ce qui concerne la deuxième recommandation, qui demande une mise à jour semestrielle des efforts de mobilisation des ressources de l'ONUSIDA, il a déclaré que le personnel attendait des mises à jour régulières. En ce qui concerne la mise en œuvre de mesures de soutien pour faire face à des charges de travail importantes (troisième recommandation), il a déclaré que le personnel était très stressé par des charges de travail importantes et que la situation s'aggraverait dans les mois à venir.
312. La quatrième recommandation demandait que l'assurance maladie du personnel soit accessible à l'ensemble du personnel. Des efforts sont faits pour améliorer la couverture, a-t-il dit, notamment en simplifiant les procédures et en accélérant les délais de réponse. L'association du personnel continuera à travailler avec la direction pour obtenir de nouvelles améliorations. En ce qui concerne l'environnement favorable et les ressources adéquates pour l'USSA, il a déclaré que l'Association du personnel manquait de ressources.
313. Une relation constructive et cordiale a été maintenue avec la direction, mais des inquiétudes subsistent, a déclaré M. Malviya au conseil d'administration. L'USSA a participé à de nombreux organes de contrôle et de gestion des ressources humaines de l'ONUSIDA, elle avait le statut d'observateur au sein de l'équipe de direction, était membre du Conseil d'examen du recrutement et tenait des réunions mensuelles régulières avec les directeurs de l'ONUSIDA. Plusieurs des recommandations de l'Association du personnel sur la flexibilité des modalités de travail ont été acceptées. Cependant, l'USSA a toujours été privée d'un créneau d'orateur permanent lors des réunions de l'hôtel de ville.
314. Parmi les autres sujets de préoccupation, citons le manque de transparence et d'engagement significatif dans le processus de restructuration. M. Malviya a déclaré

que l'association du personnel n'avait pas été consultée avant le processus et que les termes de référence de la société de conseil n'avaient pas été communiqués. Ce dernier n'a eu aucune discussion avec le personnel au-dessous du niveau des directeurs et des directeurs régionaux : le processus a été très centralisé et précipité, a-t-il dit. En outre, l'organigramme révisé montrait une organisation très hiérarchisée, ce qui ne correspondait pas à l'objectif déclaré d'augmenter le nombre de postes subalternes.

315. M. Malviya a déclaré que le personnel était confronté à une anxiété sans précédent, à de lourdes charges de travail et au stress, et qu'il s'inquiétait également de la capacité de l'organisation à remplir son mandat. Le personnel a été troublé par les discussions sur « l'arrêt progressif » du Programme commun. En ce qui concerne le protocole d'accord, il a déclaré que presque aucun financement n'avait été reçu pour les réunions en face-à-face. L'association du personnel s'est également inquiétée de la diminution des possibilités d'exprimer les préoccupations du personnel lors des réunions publiques et autres forums similaires.
316. Dans les recommandations proposées, le personnel a demandé au CCP de s'assurer que l'ONUSIDA a la capacité de mettre en œuvre la Stratégie mondiale de lutte contre le sida. Ils ont également appelé les donateurs et les Coparrainants à continuer à soutenir le Programme commun et la lutte contre le sida. Il a été demandé à la direction de veiller à ce que la restructuration soit mise en œuvre dans le cadre d'un processus inclusif et transparent, d'impliquer l'association du personnel dans le Comité de révision et de lui accorder suffisamment d'espace pour qu'elle puisse soulever les questions et préoccupations du personnel.
317. En outre, l'USSA a demandé à la direction de veiller à ce que le personnel quitte le service dans la dignité et à ce que les indemnités de départ soient versées en temps voulu ; de prendre en compte les situations individuelles et de les adapter autant que possible ; de mobiliser des ressources supplémentaires pour conserver le personnel ; et de rendre compte clairement des efforts de mobilisation des ressources. Tout plan d'« arrêt progressif » devrait être basé sur une consultation significative avec le personnel et l'USSA. M. Malviya a déclaré au CCP que, plutôt que d'insister sur l'« arrêt progressif » de l'ONUSIDA, il fallait se concentrer sur la réalisation de l'objectif d'éradication du sida et célébrer ensemble cette victoire. Au cours de la discussion, les membres et les observateurs ont remercié l'Association du personnel pour son rapport franc et constructif pour son rapport franc et constructif. Ils ont rendu hommage au dévouement et au professionnalisme du personnel de l'ONUSIDA dans le monde entier, qui s'est tenu aux côtés des communautés tout au long du processus. Ils ont salué le dévouement et le travail acharné du personnel malgré des circonstances très difficiles. Le bien-être du personnel est primordial, ont insisté les intervenants. Ils ont soutenu l'appel de l'USSA en faveur de ressources adéquates, d'un soutien en matière de santé mentale et d'autres mesures pratiques qui donnent la priorité au bien-être du personnel.
318. Les intervenants ont également approuvé la demande d'une plus grande transparence dans les processus de restructuration et l'appel à un compte rendu clair et complet des décisions de restructuration prises, y compris la méthodologie et les critères utilisés. Ils ont demandé à la direction de partager les détails définitifs de la restructuration et de fournir à la prochaine réunion du CCP une vue d'ensemble de la mise en œuvre de la restructuration.
319. Les recommandations proposées par l'Association du personnel étaient réfléchies et claires, ont déclaré les intervenants, et reflétaient un engagement collectif à créer un environnement favorable, transparent et doté de ressources suffisantes dans lequel le personnel de l'ONUSIDA peut s'épanouir. La direction a été invitée à prendre à cœur

les recommandations du personnel et à veiller à ce que le personnel soit véritablement impliqué dans tous les processus pertinents. Les intervenants ont demandé au Secrétariat de veiller à ce que l'USSA dispose de ressources suffisantes pour fonctionner efficacement.

320. En réponse, M. Malviya a remercié l'assemblée pour la solidarité et le soutien exprimés et pour son appréciation de la décision de l'Association du personnel de ne pas demander de ressources supplémentaires cette année, à moins qu'un financement plus important ne soit disponible. Il a rappelé que l'Association du personnel et le personnel se trouvaient dans une situation très difficile. La réduction du financement a montré la fragilité des résultats obtenus dans le monde en matière de lutte contre le sida, a-t-il déclaré, mais ces résultats doivent être protégés. Il a demandé au CCP d'unir ses forces et de soutenir le Programme commun dans la mobilisation des ressources pour atteindre l'objectif d'éradication du sida, plutôt que de s'engager dans des discussions sur l'arrêt progressif de l'ONUSIDA.
321. Mme Byanyima, s'exprimant au nom de la direction de l'ONUSIDA, a remercié l'Association du personnel et s'est engagée à continuer à travailler avec elle. Prenant acte de l'appel à une plus grande transparence, elle a déclaré que la direction ferait davantage pour communiquer avec eux sur le « parcours » de la restructuration. Cependant, les processus évoluent rapidement, ce qui peut signifier que certaines consultations doivent être sacrifiées. La présence de l'USSA au sein de la commission d'examen sera assurée, a-t-elle déclaré. Approuvant l'accent mis sur le bien-être du personnel, Mme Byanyima a cité les politiques de travail flexible comme un exemple des efforts déployés pour préserver le bien-être. La direction a supprimé les règles exigeant une séparation de trois mois avant que le personnel puisse être engagé en tant que consultant et prend d'autres mesures pour faciliter la transition, a-t-elle déclaré en conclusion.
322. Le point de décision a été adopté.

## 9. Rapports organisationnels de supervision

### 9.1 Rapport de l'auditeur interne

323. Mme Elena Sobre Flotats, représentant le chef des enquêtes au Bureau des services de contrôle interne (IOS) de l'OMS, a résumé les services qu'IOS fournit à l'ONUSIDA avant de rendre compte des quatre audits internes qui ont été réalisés. Trois d'entre elles étaient « satisfaisantes avec quelques améliorations nécessaires » et une était « satisfaisante ». L'efficacité des contrôles testés s'est améliorée (de 71 % en 2023 à 73 %) et le nombre de contrôles présentant un niveau élevé de risque résiduel a diminué de 5 % à 4 %.
324. En ce qui concerne la mise en œuvre des recommandations d'audit, elle a indiqué que deux d'entre elles avaient été clôturées (concernant les communications à l'ONUSIDA et l'équipe d'appui régional en Amérique latine) et que les recommandations en suspens avaient été réduites de 72 à 49 entre avril 2024 et avril 2025. Au total, 21 recommandations étaient en retard au 20 mai 2025.
325. En ce qui concerne les enquêtes, elle a indiqué au CCP que 10 nouvelles allégations impliquant le personnel et les ressources de l'ONUSIDA avaient été reçues en 2024, ce qui représentait une baisse significative de 65 % par rapport à 2023. Il y a eu une allégation d'inconduite sexuelle (contre 11 en 2023) ; la plupart des allégations étaient liées à une inconduite financière.
326. En 2024, l'IOS a conclu 17 affaires, dont quatre datant de 2024 et 13 datant d'avant

2023, a-t-elle indiqué. Parmi les cas reçus en 2024, trois avaient été clôturés dans les six mois (la période visée), un avait été clôturé après ce délai et six restaient ouverts. À la fin de l'année 2024, l'IOS avait 14 dossiers ouverts (contre 13 à la fin de l'année 2023). Dix d'entre elles étaient au stade de l'enquête et six au stade du rapport.

## 9.2 Rapport du commissaire aux comptes

327. Mme Ritika Bhatia, directrice de l'audit externe, a décrit l'étendue de l'audit et a déclaré qu'une opinion sans réserve avait été donnée sur les états financiers, bien qu'un problème concernant la non-comptabilisation des contributions volontaires de deux donateurs en 2023 ait été identifié. Il a été recommandé que les contributions volontaires soient comptabilisées dans les états financiers.
328. L'audit de conformité a montré qu'il y avait 1 375 accords, dont 456 étaient à différents stades de mise en œuvre et 143 étaient en retard (52 d'entre eux de plus de 100 jours). Il a été recommandé que l'achèvement ou la clôture des accords fasse l'objet d'un suivi régulier par les bureaux compétents.
329. Mme Bhatia a indiqué à la réunion que l'ONUSIDA avait mis en place un processus de vérification a posteriori pour les accords commerciaux et non commerciaux. Sur les 337 accords ayant fait l'objet d'une vérification a posteriori, 258 ont été jugés conformes, 79 non conformes et 48 n'avaient pas encore été engagés. Il a été recommandé de prendre des mesures correctives spécifiques et de renforcer les contrôles afin de garantir le respect des procédures concurrentielles standard et de spécifier clairement les résultats attendus dans les termes de référence.
330. En ce qui concerne les mesures prises à la suite de recommandations d'audits externes antérieurs, elle a indiqué que six recommandations antérieures étaient en suspens à la fin de l'année 2024, dont quatre ont été mises en œuvre, ce qui laisse deux recommandations en suspens.

## 9.3 Rapport sur l'éthique

331. Lord Dartey, Chef du Bureau de l'éthique de l'ONUSIDA, a déclaré au CCP que la plupart des recommandations concernant l'indépendance du Bureau de l'éthique avaient été mises en œuvre, bien qu'il reste deux questions en suspens, dont l'une concerne l'émission de contrats à durée indéterminée pour les chefs du Bureau nouvellement nommés.
332. Le Bureau a répondu à 203 demandes d'avis et de conseils en 2024, soit un peu moins qu'en 2023. Il y a eu une baisse significative des demandes de clarification des politiques, mais une augmentation des demandes de conseils concernant les conflits d'intérêts et les normes de conduite. M. Dartey a déclaré que cela était probablement dû à une plus grande sensibilisation du personnel aux questions de conflits d'intérêts. En ce qui concerne les demandes liées aux normes de conduite, il a déclaré que l'augmentation était principalement due à un plus grand nombre de demandes liées au harcèlement. Cela peut également s'expliquer par une plus grande sensibilisation du personnel à ces questions.
333. Les programmes de formation obligatoire ont continué à afficher des taux d'achèvement élevés, de 88 % à 100 %, a poursuivi M. Dartey. La formation à l'éthique a également été intégrée à l'orientation des nouveaux membres du personnel. Il a indiqué qu'aucune nouvelle demande de protection contre les représailles ni aucune nouvelle allégation de mauvaise conduite sexuelle n'avaient été reçues. Les mesures prises sur ces fronts semblent porter leurs fruits. Toutefois, d'autres données de l'enquête suggèrent que des efforts supplémentaires sont encore

nécessaires pour apaiser les craintes de représailles.

334. En ce qui concerne les implications du processus de restructuration pour la fonction éthique, M. Dartey a déclaré que l'on pouvait s'attendre à un nombre élevé de demandes d'avis et de conseils concernant la restructuration, ainsi qu'à un nombre potentiellement élevé de plaintes liées à la conduite si l'évolution de la dynamique du lieu de travail affecte la collaboration et la confiance entre les membres du personnel. Ces questions doivent être traitées le plus rapidement possible, a-t-il souligné. Le Bureau de l'éthique a participé au processus de restructuration en tant qu'observateur, a-t-il ajouté.
335. M. Dartey a mis en garde contre le risque d'une diminution de la surveillance et de la responsabilité des pairs, en particulier dans les pays où il n'y a qu'un seul membre du personnel, ce qui pourrait entraîner des manquements à l'éthique et des fautes professionnelles. Dans les bureaux isolés, la vulnérabilité à l'exploitation et aux abus sexuels est également plus grande, de même que le risque d'une augmentation des fautes professionnelles non signalées. La mise en œuvre de mesures de protection pourrait s'avérer plus difficile dans les petites équipes où la séparation du personnel est moins possible, a-t-il averti.
336. Les priorités du Bureau de l'éthique comprennent la fourniture d'un soutien ciblé dans les lieux à haut risque, l'adaptation de la formation pour prévenir les problèmes et la mise en place d'activités spéciales pour répondre à la crainte de représailles. Il a déclaré que le Bureau soutiendrait un processus mené par la direction pour développer et mettre en œuvre un cadre de responsabilité en matière d'exploitation et d'abus sexuels et d'autres fautes professionnelles, conformément aux politiques pertinentes.
337. Il étudiera également l'utilisation d'outils numériques pour suivre les perceptions du personnel et identifier les risques émergents, et collaborera étroitement avec l'encadrement supérieur, le département de la gestion du personnel et d'autres entités concernées pour veiller à ce que les problèmes soient traités de manière globale.
338. M. Dartey a déclaré que les contraintes financières et la réduction des effectifs en cours présentaient des risques qui nécessitaient une collaboration étroite avec la direction afin de garantir une tolérance zéro à l'égard des comportements répréhensibles. Le Bureau de l'éthique collaborera avec la direction pour atténuer les risques éthiques dus à la réduction de l'empreinte organisationnelle et pour promouvoir une culture de l'intégrité en mettant l'accent sur la prévention, le soutien et la responsabilité. Toutefois, il a noté que, selon les indications actuelles, le Bureau de l'éthique serait préservé avec un seul membre du personnel.

#### **9.4 Rapport du Comité consultatif indépendant de surveillance externe de l'ONUSIDA**

339. Benoit De Schoutheete, vice-président du Comité consultatif indépendant de supervision externe (IEOAC), a brièvement passé en revue le mandat et le travail de l'IEOAC et a indiqué que le Comité s'était réuni trois fois au cours des 12 derniers mois. Chaque domaine du mandat du Comité a été abordé. En outre, plusieurs questions connexes ont été examinées, notamment la révision du modèle de fonctionnement, la restructuration organisationnelle, la sécurité de l'information et le nouveau système de planification des ressources de l'entreprise.
340. Il a indiqué que l'ONUSIDA surveillait les perturbations, prenait des mesures d'atténuation et restait attentif aux nouveaux développements. Le Comité a également été informé de l'élaboration de la prochaine Stratégie mondiale de lutte contre le sida, du travail du Groupe de haut niveau et de ses recommandations, de la restructuration

du Secrétariat et des réformes de l'initiative ONU80. Étant donné que ces exercices multiples sont susceptibles de créer des risques supplémentaires, il est important de bien les aligner, a-t-il déclaré.

341. Il a déclaré que le Comité avait pris note du rapport du commissaire aux comptes et avait été informé des efforts déployés par la direction pour combler les déficits de financement, y compris sa proposition d'utiliser une partie du fonds de réserve de fonctionnement en 2026. Le Comité a convenu que le risque associé à cette décision était faible. M. De Schoutheete a toutefois noté que la proposition initiale était d'utiliser 10 millions de dollars en 2026 et 2 millions de dollars en 2027, mais que la proposition actuelle était d'utiliser 15 millions de dollars en 2026. Le Comité suivra de près cette question, a-t-il déclaré.
342. Le Comité a également noté l'engagement actif du Cabinet dans la gestion des risques, a déclaré M. De Schoutheete au CCP. La gestion et le suivi des risques ont bien évolué au sein de l'organisation. En outre, il était important pour l'ONUSIDA de définir son appétit pour le risque, de développer un système d'évaluation et de gestion des risques à chaque niveau de l'organisation, d'identifier les propriétaires des risques importants et de fixer des dates précises pour la mise en œuvre des plans d'action d'atténuation.
343. En ce qui concerne l'IOS, il a déclaré que le Comité avait reconnu que des progrès avaient été accomplis dans la réduction de l'arriéré des recommandations d'audit en suspens, mais qu'il restait encore du travail à faire. Il a invité l'IOS à clore dès que possible les recommandations en suspens depuis longtemps (en particulier celles qui concernent l'exploitation et les abus sexuels, ainsi que les représailles). Il a également été conseillé à l'IOS de conclure les nouvelles affaires dans le délai de six mois convenu dans le protocole d'accord.
344. Le Comité a également examiné l'état d'avancement de la mise en œuvre des recommandations de contrôle externe et interne. Il a noté la charge imposée par le Corps commun d'inspection (CCI) et a proposé que le Secrétariat concentre sa participation aux engagements du CCI sur ceux qui sont les plus pertinents pour l'ONUSIDA.
345. M. De Schoutheete a indiqué que la commission avait été informée du processus de restructuration. On s'attendait à ce que la restructuration soit basée sur une cartographie des aptitudes et des compétences. Il a fait référence au rapport de suivi des performances de l'UBRAF, qu'il a qualifié de « mine d'or d'informations », et au rapport annuel du Bureau de l'éthique.
346. Enfin, M. De Schoutheete a indiqué que le Comité avait procédé à une auto-évaluation sur la base de 13 critères et qu'il avait l'intention d'impliquer les parties prenantes dans une évaluation en 2026. Le Comité compte trois nouveaux membres et propose de prolonger le mandat des membres de deux à trois ans.

## **9.5 Réponse de la Direction aux rapports de contrôle organisationnel**

347. Tim Martineau, Directeur de la gestion à l'ONUSIDA, a commencé sa présentation de la réponse de la direction aux rapports de contrôle organisationnel en accueillant favorablement les recommandations des organes de contrôle.
348. Il a indiqué au CCP que 70 recommandations de l'audit interne avaient été clôturées en 2024, dont 22 avec un risque résiduel élevé, que plus de 2 000 actifs avaient été mis à jour dans le registre des immobilisations et que l'exactitude du registre des actifs s'était nettement améliorée. L'audit externe a émis une opinion non modifiée sur les états financiers, a-t-il déclaré.

349. Sur les six recommandations antérieures, quatre avaient été classées en décembre 2024 et deux étaient en cours de mise en œuvre (concernant l'assurance maladie du personnel actuariel et la planification de la continuité des activités). Il a indiqué que la prochaine évaluation actuarielle complète serait réalisée en 2025 et que le travail avait déjà commencé avec SHI pour garantir l'utilisation de données exactes. Une nouvelle version du plan de continuité des activités a été élaborée et tous les bureaux nationaux et de liaison sont tenus d'achever leur plan avant la fin de l'année.
350. La direction a accepté les cinq nouvelles recommandations, a-t-il déclaré. Elles concernaient la comptabilisation des contributions volontaires reçues, la poursuite du suivi de l'achèvement des OP, le renforcement de la connaissance et de l'utilisation par le personnel du marqueur de l'égalité des genres, les mesures correctives en cas de non-conformité de la vérification a posteriori et le respect des procédures normalisées de mise en concurrence. M. Martineau a décrit les actions que la direction entreprendrait pour chacune des recommandations.
351. Il a déclaré à l'assemblée qu'il y avait eu des améliorations significatives dans la clôture des recommandations de l'audit interne. L'IOS a clôturé 70 recommandations d'audit depuis le précédent rapport au CCP ; en mai 2025, 49 recommandations n'avaient pas encore été clôturées. Le solde des recommandations ouvertes a atteint son niveau le plus bas depuis 2020. Toutes les recommandations en suspens de l'audit 2022 ont été clôturées et des progrès notables ont été accomplis dans la clôture des recommandations de l'audit et du plan de travail 2023, 11 d'entre elles ayant déjà été clôturées.
352. Il a également constaté des améliorations dans l'efficacité des contrôles testés : 73 % en 2024, contre 71 % en 2023 et 55 % en 2022. Trois audits ont été jugés « partiellement satisfaisants » et un a été jugé « satisfaisant » en 2024.
353. L'IOS a reçu 10 nouvelles allégations en 2024 (contre 29 en 2023 et 17 en 2022), dont une seule concernait le harcèlement sexuel. Six d'entre elles étaient en cours d'examen, deux avaient été clôturées à l'admission, une avait été clôturée après un examen préliminaire et une avait été clôturée après une enquête approfondie. Il a décrit certaines des mesures prises par l'ONUSIDA pour garantir la sécurité sur le lieu de travail et a renvoyé l'assemblée aux détails figurant dans le rapport sur la gestion stratégique des ressources humaines.
354. Il a déclaré que la direction remerciait le Bureau de l'éthique pour son importante contribution à la mise en place d'un lieu de travail sûr, à la cohérence des politiques et au renforcement de la responsabilité. Il a ensuite fourni la réponse de la direction aux préoccupations soulevées par le Bureau de l'éthique.
355. M. Martineau a également remercié l'IEOAC pour son travail et a résumé la réponse de la direction aux questions soulevées par le Comité. Il s'est félicité de son examen des rapports financiers et de son évaluation de la proposition de puiser dans une partie du fonds de réserve de fonctionnement. Il a déclaré que la direction s'était engagée à communiquer clairement avec les donateurs et à recouvrer intégralement les dépenses liées à la mise en œuvre des fonds secondaires. Il s'est également félicité de l'avis du Comité sur la restructuration du Secrétariat et entreprendra ce processus conformément à cinq principes directeurs : l'investissement dans l'apprentissage, le développement et la croissance ; le renforcement de l'égalité des genres, de la diversité, de l'équité, de l'inclusion et de l'antiracisme. La direction développerait ses déclarations d'appétit pour le risque et renforcerait les processus de suivi et d'escalade.
356. Enfin, il a indiqué que l'administration continuait à traiter les recommandations du CCI issues des examens à l'échelle du système et qu'elle prévoyait la clôture de

- 41 recommandations supplémentaires. Un nouvel exercice de hiérarchisation sera effectué après la conclusion du processus de restructuration. Il a noté que certaines des recommandations issues des examens transversaux étaient moins pratiques ou moins pertinentes pour l'ONUSIDA en raison de sa structure ou de sa taille. Il a indiqué que la direction avait demandé l'avis du Comité sur la priorisation de l'engagement du CCI et que le Comité avait soutenu une participation sélective uniquement pour les examens les plus pertinents pour l'ONUSIDA.
357. Prenant la parole, les membres et les observateurs ont remercié les présentateurs pour leurs rapports détaillés et la direction de l'ONUSIDA pour sa réponse. Les intervenants ont apprécié le travail des organes de contrôle et se sont félicités des améliorations considérables apportées ces dernières années. Ils ont ajouté qu'il était important de maintenir des mécanismes de contrôle efficaces pendant la restructuration.
358. Des inquiétudes ont été exprimées quant à l'impact négatif de la restructuration, notamment l'augmentation des risques opérationnels et éthiques, les intervenants notant que l'auditeur interne et le Bureau de l'éthique avaient tous deux identifié des risques potentiels. Il a été demandé au Secrétariat si l'OMS et lui-même avaient envisagé de fusionner les capacités de contrôle avec d'autres agences des Nations unies afin de gagner en efficacité.
359. Les intervenants ont pris note des conclusions du rapport de l'auditeur interne et se sont félicités des améliorations constantes apportées à l'efficacité des contrôles, ainsi que de la clôture de deux rapports, de la réduction du nombre de recommandations en suspens et de la diminution significative du nombre de nouvelles allégations impliquant des membres du personnel. Ils ont encouragé l'ONUSIDA à répondre aux principales observations d'audit — en particulier sur les projets en retard, la passation de marchés et l'application du marqueur de genre — et à finaliser les enquêtes et recommandations en suspens depuis longtemps.
360. Les intervenants se sont inquiétés du risque opérationnel posé par la baisse du financement, les réductions de personnel et l'empreinte mondiale beaucoup plus réduite du Secrétariat, qui met en péril sa capacité à remplir son mandat. Ils ont demandé si l'auditeur interne avait envisagé de revoir son plan d'audit des risques dans le contexte de l'importante restructuration de l'ONUSIDA.
361. L'opinion sans réserve du commissaire aux comptes pour 2024 a été saluée, de même que les améliorations significatives apportées à la gestion des actifs. Les intervenants ont déclaré qu'ils appréciaient que l'équipe de direction ait accepté toutes les recommandations et qu'elle s'efforce de les mettre en œuvre. Ils ont également salué les mesures prises pour renforcer la gestion des risques de l'entreprise et ont demandé que ces mesures soient intégrées dans l'ensemble de l'organisation. Les intervenants ont répété que les déficits financiers constituaient le plus grand risque pour l'ONUSIDA. Il a été demandé au commissaire aux comptes d'inclure des informations plus détaillées sur ses activités annuelles, ses conclusions et ses recommandations et de faire part, en temps utile, de son opinion sur les résultats de la restructuration de l'ONUSIDA.
362. Les intervenants ont remercié le Bureau de l'éthique pour le maintien d'une culture de l'éthique dans l'ensemble de l'organisation et pour le soutien qu'il apporte au personnel. Ils ont salué les progrès accomplis et ont affirmé leur ferme soutien à l'indépendance de l'Office. Le Secrétariat a été invité à continuer à soutenir le Bureau de l'éthique en lui fournissant des ressources afin qu'il puisse fonctionner efficacement, en particulier dans les environnements à haut risque.
363. Alors que le Secrétariat subit la plus grande restructuration de son histoire, le travail

- du Bureau de l'éthique est vital, ont déclaré les intervenants. Ils ont noté que le Bureau de l'éthique prévoyait une augmentation des demandes d'avis et de conseils, et qu'il craignait que la petite taille des équipes de l'ONUSIDA ne rende les mesures préventives difficiles à mettre en œuvre. Le Secrétariat a été invité à agir de manière proactive pour protéger les acquis éthiques et veiller à ce qu'ils soient respectés en période de changement.
364. La direction de l'ONUSIDA a été invitée à tenir compte des préoccupations du Bureau de l'éthique concernant l'impact probable de la restructuration sur la fonction d'éthique et à lui fournir l'assistance nécessaire pour gérer les risques éthiques et opérationnels anticipés. Tout en reconnaissant que les contraintes financières actuelles ont affecté la nomination d'un responsable de l'éthique, certains intervenants se sont demandé si la fonction éthique pouvait être exercée avec succès dans un tel contexte. Le respect des normes éthiques les plus élevées reste essentiel, a-t-on dit au CCP.
365. Les Coparrainants ont réaffirmé le point de décision de la 44e session du CCP qui avait demandé à la Directrice exécutive de s'assurer que la fonction éthique du Secrétariat adhère aux normes établies par le CCI. Ils ont demandé instamment au Secrétariat de veiller à ce que les fonctions du Bureau de l'éthique soient pleinement prises en charge et ont noté la nécessité d'assurer la permanence du chef du Bureau de l'éthique. Le Bureau a été invité à consacrer des efforts particuliers à la prévention de la fraude et de la corruption.
366. Les intervenants ont reconnu la valeur du travail du Comité consultatif indépendant de supervision externe et se sont félicités qu'il soit pleinement opérationnel. Ils ont soutenu son appel à l'amélioration de la gestion des risques, à l'affectation efficace des ressources et à la mise en œuvre intégrale et en temps voulu des recommandations d'audit et de contrôle. Ils ont également convenu qu'une proposition de valeur claire était nécessaire pour le Programme commun, qui pourrait être adaptée en fonction de l'évolution de l'environnement de financement.
367. Les projets de l'IEOAC de s'engager régulièrement auprès du CCI et la proposition d'étendre le mandat des membres de l'IEOAC ont été soutenus. Le Secrétariat a été encouragé à assurer le financement de l'IEOAC pour au moins une réunion en personne par an.
368. Les membres ont pris note de la réponse de la direction et se sont félicités des progrès considérables accomplis dans la clôture des recommandations en suspens et dans la mobilisation des fonds non essentiels. Ils ont soutenu les mesures proposées par la direction pour répondre aux diverses recommandations de contrôle et les intégrer dans le travail de l'organisation. Ils ont également soutenu l'allocation de ressources pour les évaluations nécessaires et la fourniture d'un soutien financier et autre pour permettre aux organes de contrôle de remplir leurs fonctions. Les intervenants ont rappelé l'importance d'améliorer l'efficacité du contrôle des coûts et se sont félicités des progrès réalisés dans la réduction des risques résiduels élevés liés aux contrats non commerciaux.
369. Répondant à une question sur la rapidité des enquêtes, l'auditeur interne a déclaré que la demande avait été prise en compte. Toutefois, elle a ajouté que les enquêtes dépendaient de la complexité de l'affaire, de la coopération dans le processus et d'autres facteurs, qui déterminent tous la durée des enquêtes. Elle a ajouté que des améliorations spécifiques avaient été introduites, notamment des critères pour classer les enquêtes par ordre de priorité. Répondant à une question sur la mise à jour du plan de travail et de l'évaluation des risques, elle a déclaré que cela était en cours, notamment par le biais d'un dialogue continu avec le Secrétariat et l'IEOAC. Une mise à jour de ces travaux pourrait être fournie lors de la prochaine réunion du CCP, a-t-elle

déclaré.

370. Dans sa réponse, M. Dartey a pris note de l'appréciation exprimée pour le travail du Bureau de l'éthique. En réponse à une question sur l'importance accrue accordée à la prévention de la fraude, il a indiqué que le Bureau s'y employait déjà et qu'il travaillait à cette fin avec l'équipe chargée de la conformité.
371. Dans sa réponse, M. Martineau a déclaré que la direction de l'ONUSIDA était satisfaite des progrès réalisés et qu'elle se concentrerait sur la priorisation des recommandations en suspens. Il a été discuté avec l'OMS de la possibilité d'utiliser une partie des ressources consacrées à l'accord de service administratif pour d'autres domaines prioritaires, tels que le soutien à l'enquête sur l'IOS. Il a noté et reconnu les risques éthiques découlant du processus de réduction des effectifs et de restructuration.
372. Le point de décision a été adopté.

## **10. Renouvellement des mandats du Comité consultatif indépendant externe de supervision de l'ONUSIDA**

373. Morten Ussing, Directeur de la gouvernance et des affaires multilatérales de l'ONUSIDA, a présenté ce rapport au nom du Bureau du CCP. Il a commencé par rappeler le contexte du processus de sélection des nouveaux membres de l'IEOAC pour les années 2025-2026 et 2026-2027.
374. Les mandats des quatre membres actuels se sont achevés en décembre 2025, a-t-il expliqué. Pour assurer la continuité et l'efficacité, et conformément à la décision de la 53e réunion du CCP, le Bureau a entamé le processus de sélection des nouveaux membres. Toutefois, en raison de la baisse rapide du financement, il avait été proposé, lors d'une réunion en mai 2025, de retarder le processus de sélection de nouveaux membres pour la période 2026-2027. La révision du mandat de l'IEOAC permettrait d'économiser 60 000 dollars pour l'année en cours (mais en reportant les coûts sur l'année suivante), a déclaré Mme Ussing. Le changement proposé signifierait également que tous les membres du Comité auraient une connaissance établie du Programme commun, ce qui serait utile lors de la restructuration, a-t-il ajouté.
375. Le point de décision a été adopté.

## **11. Cinquante-septième réunion du CCP**

376. M. Ussing a indiqué à la réunion que le Brésil avait informé le Bureau du CCP de son souhait d'accueillir la 57e réunion du CCP à Brasilia en décembre 2025 et qu'il s'était déclaré prêt à apporter un soutien financier et en nature.
377. Il a rappelé au Conseil que plusieurs réunions du CCP s'étaient déjà tenues en dehors de Genève, conformément aux critères définis par le Conseil. La réunion proposée au Brésil répondait à ces critères, à savoir : rotation régionale ; partage global des coûts (le Brésil avancerait les coûts supplémentaires liés à l'organisation de la réunion à Genève) ; expertise locale (c'est un leader en matière de traitement et de soins et de prévention du VIH) ; installations locales adéquates ; absence de restrictions de voyage liées au VIH ; pertinence par rapport au volet thématique (qui se concentre sur la prévention des ARV à longue durée d'action) ; et valeur ajoutée de la tenue d'une réunion « sur le terrain ».
378. M. Ussing a décrit les modalités de la réunion et les budgets comparatifs pour

l'organisation d'une réunion du CCP à Genève (210 000 USD) et au Brésil (430 000 USD). Grâce à la générosité du Brésil, les coûts de base du Secrétariat s'élèveraient à environ 130 000 dollars, soit une économie d'environ 70 000 dollars par rapport à la tenue de la réunion à Genève. Le soutien du Brésil serait considéré comme une contribution au Programme commun.

379. Les intervenants ont remercié le Brésil pour sa proposition, qu'ils soutiennent.
380. Le représentant du Brésil a remercié l'ONUSIDA et la présidence pour leur travail au cours de la 56e réunion et a déclaré que le Brésil se réjouissait d'accueillir les participants du CCP à la réunion de Brasilia, qui se tiendrait à un moment crucial. La réunion examinera la prochaine Stratégie mondiale de lutte contre le sida et se penchera sur la prochaine réunion de haut niveau sur le VIH et le sida. Il s'agissait d'une occasion importante d'amplifier les voix du Sud et de réaffirmer la centralité politique de l'agenda VIH.
381. D'autres intervenants ont remercié le Brésil pour son excellente présidence de la réunion et ont soutenu la proposition d'organiser la prochaine réunion à Brasilia. Il a été demandé au Secrétariat de veiller à ce que la réunion soit interprétée dans toutes les langues officielles de l'ONU. Les intervenants ont réitéré leur engagement en faveur d'une riposte au VIH fondée sur la solidarité, le respect et la justice pour tous.
382. L'assemblée a adopté les points de décision.
383. La réunion a ensuite examiné les points de décision en suspens.
384. Le représentant de l'Iran a déclaré que son pays estimait que l'ONUSIDA devait s'en tenir à son mandat principal, à savoir mettre fin au sida dans le monde entier. Il s'est dissocié du paragraphe 5.3(e) du point de décision relatif au point 3 de l'ordre du jour en raison des préoccupations qu'il a exprimées lors de la 51e réunion du CCP. La décision de se dissocier est fondée sur les lois nationales et les valeurs culturelles de l'Iran, a-t-il expliqué, et il a demandé que cette position soit reflétée dans une note de bas de page accompagnant le point de l'ordre du jour et dans le rapport de la réunion.
385. Tout en reconnaissant l'adoption par consensus des points de décision pertinents, le représentant des États-Unis a déclaré qu'il était profondément préoccupé par le fait que les programmes d'éducation sexuelle globale sapent le rôle protecteur de la famille, et il s'est donc désolidarisé du point de décision 5.3(e). Il a demandé que cela soit reflété dans le rapport.

## 12. Questions diverses

386. Il a été rappelé à la réunion que le 26 juin était également une journée d'action mondiale intitulée « Soutenir, ne pas punir », une campagne mondiale qui appelle à de meilleures politiques en matière de drogues, axées sur la santé et les droits humains.
387. Aucune autre question n'a été abordée.

## 13. Clôture de la réunion

388. Dans son discours de clôture, la Directrice exécutive de l'ONUSIDA, Winnie Byanyima, a déclaré que cette réunion avait été cruciale pour le Programme commun. La priorité de l'ONUSIDA était d'aider les gouvernements et les communautés à mener des actions nationales durables, inclusives et multisectorielles. Elle a fait remarquer qu'il était opportun que le 26 juin marque également le 80e anniversaire de la signature de la Charte des Nations unies. Elle a déclaré que l'engagement ferme en

faveur du multilatéralisme est apparu clairement au cours de la réunion. Un consensus a été atteint sur les questions à l'ordre du jour, ce qui montre une fois de plus l'espace multilatéral unique que présente le Conseil.

389. En ce qui concerne le modèle de fonctionnement révisé du Programme commun et la restructuration du Secrétariat, Mme Byanyima a assuré le CCP que cela se produisait conformément à l'orientation des réformes de l'initiative ONU80. Le nouveau modèle est agile, flexible et capable d'absorber les besoins futurs de changement, a-t-elle déclaré.
390. La prochaine Stratégie mondiale de lutte contre le sida est en bonne voie pour être adoptée lors de la réunion du CCP de décembre 2025, a-t-elle indiqué. Les contributions et les réactions des participants à la réunion sur les grandes lignes de la Stratégie ont été très appréciées, a-t-elle déclaré. L'ONUSIDA continuera à mener des consultations approfondies et présentera une nouvelle stratégie audacieuse et réaliste, qui servira également de base à la prochaine réunion de haut niveau des Nations unies sur le sida en 2026 et à la prochaine déclaration politique.
391. Les conseils partagés sur la protection du personnel de l'ONUSIDA ont été pris en compte, a-t-elle déclaré à l'assemblée et l'a remerciée d'avoir approuvé le calendrier et le processus pour le plan de travail et le budget 2026. En outre, l'approbation par le Conseil d'administration du « prélèvement » sur le fonds de réserve de fonctionnement a permis au Programme commun de disposer de la flexibilité nécessaire pour continuer à fonctionner efficacement, a-t-elle déclaré.
392. Mme Byanyima a remercié l'Association du personnel pour sa contribution et les intervenants pour avoir reconnu l'engagement, la résilience et la détermination du personnel. Elle a également remercié les donateurs qui ont financé le Programme commun, en particulier les partenaires à long terme, et a salué les contributions de tous les donateurs, qu'ils soient principaux ou extrabudgétaires, actuels ou passés.
393. La Directrice exécutive a rappelé au CCP que l'ONUSIDA avait signé de nouveaux accords de financement avec le gouvernement du Cambodge et le gouvernement des Flandres, que la Belgique avait confirmé son soutien continu au Programme commun, que l'Allemagne avait annoncé une avance de 2 millions d'euros sur sa contribution de base, que l'Espagne avait annoncé une augmentation de son soutien de base, que le Portugal avait doublé sa contribution et que la Pologne avait également augmenté sa contribution. Elle a remercié la Chine, la Côte d'Ivoire, la Guinée équatoriale et le Kenya pour leurs contributions et a remercié les États-Unis d'avoir confirmé que les fonds restants pour 2024 seraient intégralement versés. Elle a noté que le Programme commun gardait l'espoir prudent que le soutien des États-Unis se poursuivrait en 2025 et au-delà. Mme Byanyima a également remercié le gouvernement allemand d'avoir soutenu la relocalisation des membres du personnel à Bonn et le Brésil d'avoir présidé la réunion, d'avoir habilement facilité le travail du groupe de rédaction et d'avoir proposé d'accueillir la prochaine réunion du CCP à Brasília.
394. Mme Byanyima a fait ses adieux aux partisans de longue date du Programme commun qui quittaient leurs missions nationales respectives. En conclusion, elle a remercié le personnel de l'ONUSIDA et des Coparrainants, qui vivent et travaillent dans des circonstances très difficiles.
395. La présidente a remercié toutes les personnes qui ont contribué au succès de la réunion et a salué l'esprit constructif dans lequel elle s'est déroulée. Elle a déclaré que le monde se trouvait dans la « dernière ligne droite » de la riposte au VIH et qu'il était sur le point de réaliser ce qui paraissait autrefois impossible. L'unité, le courage et l'objectif commun lui permettront de franchir la ligne d'arrivée, a-t-elle déclaré.

396. La 56e réunion du Conseil a été ajournée.

*[Annexes à suivre]*

# CONSEIL DE COORDINATION DU PROGRAMME DE L'ONUSIDA

UNAIDS/PCB (56)/25.2.rev1

Date de publication : 9 juin 2025

## CINQUANTE-SIXIEME RÉUNION

DATE : 24 au 26 juin 2025

HEURE : 09 h 00 à 18 h 00 (CET)

LIEU : Genève, Suisse

---

### Ordre du jour annoté

#### MARDI 24 JUIN

#### 1. Ouverture

##### **1.1. Ouverture de la réunion et adoption de l'ordre du jour**

*Le Président prononcera le discours d'ouverture de la 56ème réunion du CCP et présentera au Conseil le projet d'ordre du jour pour adoption.*

*Document : UNAIDS/PCB (56)/25.1 ; UNAIDS/PCB (56)/25.2 ; UNAIDS/PCB (56)/25.3*

##### **1.2. Examen du rapport de la cinquante-cinquième réunion du CCP**

*Le rapport de la cinquante-troisième réunion du Conseil de Coordination du Programme sera présenté au Conseil pour adoption.*

*Document : UNAIDS/PCB (55)/24.36*

##### **1.3. Rapport de la Directrice exécutive**

*La Directrice exécutive présentera son rapport au Conseil d'administration.*

*Document : UNAIDS/PCB (56)/25.4*

##### **1.4. Rapport du Président du Comité des Organismes Coparrainants (COC)**

*Le Président du Comité des organismes de parrainage présentera le rapport du Comité.*

*Document : UNAIDS/PCB (56)/25.5*

##### **1.5. Rapport du représentant des ONG (reporté)**

*Le rapport du représentant des ONG mettra en lumière les perspectives de la société civile sur la riposte mondiale au sida.*

#### **2. Leadership dans la riposte au sida (reporté)**

### **3. Suivi du segment thématique de la 55<sup>ème</sup> réunion du CCP**

*Le Conseil recevra un rapport de synthèse sur les résultats du segment thématique sur Combattre les inégalités chez les enfants et les adolescents pour mettre fin à l'épidémie du SIDA d'ici à 2030.*

*Document : UNAIDS/PCB (56)/25.6*

## **4. Cadre unifié du budget, des résultats et des responsabilités (UBRAF) 2022 – 2026**

### **4.1 Rapports de performance**

*Le Conseil recevra un rapport sur la mise en œuvre du Cadre unifié du budget, des résultats et des responsabilités pour 2024.*

*Documents : UNAIDS/PCB (56)/25.7 ; UNAIDS/PCB (56)/25.8 ; UNAIDS/PCB (54)/25.9 ; UNAIDS/PCB (56)/25.10 ; UNAIDS/PCB(56)/CRP1 ; UNAIDS/PCB (56)/CRP2*

## **MERCREDI 25 JUIN**

### **4.2 Information financière**

*Le Conseil recevra un rapport financier et des états financiers vérifiés pour 2024, comprenant le rapport des auditeurs externes pour 2024, ainsi qu'une mise à jour intermédiaire de la gestion financière pour 2025.*

*Documents : UNAIDS/PCB (56)/25.11 ; UNAIDS/PCB (56)/25.12 ;*

### **4.3 Plan de travail et budget 2026**

*Le Conseil recevra un rapport sur le plan de travail et budget 2026 dans le Cadre unifié du budget, des résultats et des responsabilités, et un calendrier pour son approbation.*

*Documents : UNAIDS/PCB (56)/25.13*

## **5. Sommaire détaillé annoté de la prochaine stratégie mondiale de lutte contre le sida 2026-2031**

*Le Conseil recevra un plan annoté de la prochaine stratégie mondiale contre le sida 2026-2031, basé sur les conclusions de l'examen à mi-parcours de la Stratégie mondiale contre le sida 2021-2026 et du processus de définition des objectifs pour 2030.*

*Document : UNAIDS/PCB (56)/25.14 ; UNAIDS/PCB (56)/CRP3 ; UNAIDS/PCB (56)/CRP4*

## **6. Rapport sur les recommandations de révisions du modèle opérationnel du Programme commun**

*Le Conseil recevra un rapport de la Directrice exécutive et du CCO sur les recommandations de révisions du modèle opérationnel du Programme commun afin de garantir que le Programme commun reste durable, résilient et adapté à son objectif.*

*Document : UNAIDS/PCB (56)/25.15 ; UNAIDS/PCB (56)/CRP5*

**JEUDI 26 JUIN****7. Mise à jour des questions stratégiques de gestion des ressources humaines**

*Le Conseil recevra une mise à jour sur les questions stratégiques de gestion des ressources humaines.*

*Documents : UNAIDS/PCB (56)/25.16 ; UNAIDS/PCB (56)/CRP6 ; UNAIDS/PCB (56)/CRP7*

**8. Déclaration du représentant de l'Association du personnel du Secrétariat de l'ONUSIDA**

*Le Conseil recevra une déclaration du Président de l'Association du personnel du Secrétariat de l'ONUSIDA.*

*Document : UNAIDS/PCB (56)/25.17*

**9. Rapports organisationnels de supervision et réponse de la direction**

*Le Conseil recevra des rapports des fonctions indépendantes suivantes :*

**9.1 Rapport de l'auditeur interne**

*Le Conseil recevra le rapport de l'auditeur interne pour l'année 2024.*

*Document : UNAIDS/PCB (56)/25.18*

**9.2 Rapport du commissaire aux comptes**

*Le Conseil recevra le rapport de l'auditeur externe pour l'année 2024.*

*Document : UNAIDS/PCB (56)/25.19*

**9.3 Rapport sur l'éthique**

*Le Conseil recevra le rapport annuel sur l'éthique.*

*Document : UNAIDS/PCB (56)/25.20*

**9.4 Rapport du Comité consultatif indépendant externe de supervision de l'ONUSIDA (CCIES)**

*Le Conseil recevra le rapport annuel du CCIES.*

*Document : UNAIDS/PCB (56)/25.21*

**9.5 Réponse de la direction aux rapports organisationnels de supervision**

*Le Conseil recevra la réponse de la direction aux rapports organisationnels de supervision.*

*Document : UNAIDS/PCB (56)/25.22*

**10. Renouvellement des mandats du Comité consultatif indépendant externe de supervision de l'ONUSIDA**

*Le Conseil est invité à approuver le renouvellement des mandats des membres du CCIES tel que soumis par le Bureau du CCP.*

*Document : UNAIDS/PCB (56)/25.23*

**11. 57<sup>e</sup> réunion du CCP**

*Le Conseil recevra un rapport du Bureau du CCP concernant le lieu proposé pour la 57<sup>e</sup> réunion du CCP au Brésil. Document : UNAIDS/PCB (56)/25.24*

**Segment thématique : Répondre aux inégalités en matière de santé par une riposte soutenue au VIH, les droits de l'homme et la réduction des risques pour les personnes consommatrices de drogues (reporté)**

**12. Questions diverses**

**13. Clôture de la réunion**

*[End of document]*

26 juin 2025

**56ème réunion du Conseil de coordination du Programme de l'ONUSIDA  
Genève, Suisse**

**24-26 juin 2025**

**Points de décision**

Conseil de coordination du programme ONUSIDA,

Rappelant que tous les aspects du travail de l'ONUSIDA sont régis par les principes directeurs suivants :

- Aligné sur les priorités des parties prenantes nationales ;
- Fondée sur la participation significative et mesurable de la société civile, en particulier des personnes vivant avec le VIH et des populations les plus exposées au risque d'infection par le VIH ;
- Fondée sur les droits de l'homme et l'égalité des sexes ;
- Sur la base des meilleures preuves scientifiques et connaissances techniques disponibles ;
- Promouvoir des réponses globales au sida qui intègrent la prévention, le traitement, les soins et le soutien ; et
- Basé sur le principe de non-discrimination ;

*Décisions intersessions :*

Rappelant qu'il a décidé, par le biais de la procédure inter-sessions (voir les décisions dans UNAIDS/PCB(56)/25.2 :

- Convenir que, si la situation sanitaire le permet, les 56ème et 57ème réunions du CCP se tiendront en personne avec une participation en ligne facultative, conformément aux modalités et règles de procédure énoncées dans le document intitulé "Modalités et procédures pour les 56ème et 57ème réunions du CCP" ;
- Convenir que la 56ème réunion du Conseil de coordination du Programme, conformément au point de décision 10.5 de la 26ème réunion du CCP, consistera en un segment décisionnel de trois jours et que le segment thématique convenu au point de décision 9.1 de la 55ème réunion du CCP sera reporté à la 58ème réunion du CCP en juin 2026 ;
- Convenir que la 57ème réunion du Conseil de Coordination du Programme se tiendra du 16 au 18 décembre 2025 (le lieu définitif devant être décidé lors de la

56ème réunion du CCP, comme indiqué dans le document UNAIDS(56)/25.24), remplaçant le point de décision 10.3 de la 51ème réunion du CCP ;

- Rappeler le point de décision 10 de la 55ème réunion du CCP, approuvant la composition de la délégation des ONG ;
- Approuver la nomination du candidat de la région Asie-Pacifique tel que mentionné au paragraphe 10.

#### **Point 1.1 de l'ordre du jour : Ouverture de la réunion et adoption de l'ordre du jour**

1. *Adopte* l'ordre du jour ;

#### **Point 1.2 de l'ordre du jour : Examen du rapport de la 55e réunion du CCP**

2. *Adopte* le rapport de la 55ème réunion du Conseil de coordination du Programme ;

#### **Point 1.3 de l'ordre du jour : Rapport de la Directrice exécutive**

3. *Prend note* du rapport de la Directrice exécutive ;

#### **Point 1.4 de l'ordre du jour : Rapport du Président du Comité des Organismes coparrainants**

4. *Prend note* du rapport du Président du Comité des Organismes coparrainants ;

#### **Point 3 de l'ordre du jour : Suivi du segment thématique de la 55e réunion du CCP**

5.1 *Note avec inquiétude* qu'il y avait encore 120 000 nouvelles infections par le VIH chez les enfants en 2023, en particulier en Afrique subsaharienne, où résident 88 % de tous les enfants non diagnostiqués ; que 600 000 enfants (âgés de 0 à 14 ans) vivant avec le VIH ne reçoivent actuellement pas de traitement contre le VIH ; que plus d'un tiers (36 %), soit 370 000, des adolescents âgés de 15 à 19 ans vivant avec le VIH ne reçoivent pas de thérapie antirétrovirale ; que les enfants représentent 12 % de tous les décès liés au sida, alors qu'ils ne constituent que 3 % des personnes vivant avec le VIH ; et que les enfants et les adolescents ont beaucoup moins de chances d'obtenir une suppression virale que les adultes en raison de l'insuffisance des services et de l'aide ;

5.2 *Prend note* de la note d'information (UNAIDS/PCB (55)/24.34) et du rapport de synthèse (UNAIDS/PCB (56)/25.6) du segment thématique du Conseil de coordination du Programme sur la " Lutte contre les inégalités chez les enfants et les adolescents pour mettre fin au sida d'ici à 2030 " ;

5.3 *Demande* aux États membres, en étroite collaboration avec les organisations de lutte contre le VIH dirigées par les communautés et d'autres organisations et partenaires de la société civile concernés, avec le soutien du Programme commun,

d'accélérer la mise en œuvre d'actions ciblées et mesurables en vue de la réalisation des objectifs de 2030 pour les enfants :

- a. Intensifier les interventions de prévention et de traitement du VIH de haute qualité, intégrées et centrées sur l'être humain pendant la grossesse et l'allaitement, y compris pour les populations clés<sup>1</sup>, les enfants et les adolescents, y compris par le biais de modèles de prestation de services dirigés par les jeunes et les communautés, et dans le cadre des soins de santé primaires et des structures communautaires ;
- b. Mettre en œuvre des stratégies de recherche de cas fondées sur des données probantes et déterminées en fonction du contexte afin d'identifier les enfants et les adolescents vivant avec le VIH qui n'ont pas été diagnostiqués et de veiller à ce qu'ils commencent à suivre un traitement en temps voulu et à ce qu'ils le conservent ;
- c. Renforcer davantage le soutien apporté aux communautés afin qu'elles puissent jouer un rôle moteur dans la riposte au VIH, y compris les organisations de lutte contre le VIH dirigées par les communautés, en particulier celle dirigées par et pour les jeunes et les organisations de la société civile particulièrement pertinentes d'adolescentes et de jeunes femmes, de populations clés et de personnes vivant avec le VIH, en renforçant leur représentation et participation où sont prises les décisions en matière de financement et de programmation impactant les communautés, tout en rappelant les principes directeurs des travaux de l'ONUSIDA ;
- d. Renforcer les systèmes d'information sanitaire afin de collecter et désagréger des données de programme permettant de suivre les paires mère-bébé, les enfants, les adolescents et les jeunes vivant avec le VIH et les plus exposés au risque d'infection par le VIH, dont ceux des populations clés ainsi que leurs enfants, accroître l'utilisation des analyses de données permettant d'identifier les causes des nouvelles infections par le VIH chez les nourrissons, et utiliser ces données pour orienter la conception de programmes efficaces et durables et orienter les financements vers les domaines où ils sont le plus nécessaires ;
- e. Donner la priorité à une action ciblée pour s'attaquer aux facteurs structurels d'augmentation du risque et de la vulnérabilité liés au VIH pendant la grossesse et l'allaitement, y compris au sein des populations clés, et pour supprimer les obstacles politiques et juridiques qui entravent leur accès aux services liés au VIH, et renforcer la fourniture d'une éducation et d'informations complètes, adaptées à l'âge et aux contextes culturels, sur la santé sexuelle et reproductive et la prévention du VIH, ou d'une éducation sexuelle complète,

---

<sup>1</sup> Telle que définie dans la Stratégie mondiale de lutte contre le sida 2021-2026. Les populations clés, ou populations clés à haut risque, sont des groupes de personnes qui sont plus susceptibles d'être exposées au VIH ou de le transmettre et dont l'engagement est essentiel à la réussite de la riposte au VIH. Dans tous les pays, les populations clés comprennent les personnes vivant avec le VIH. Dans la plupart des contextes, les hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes, les transsexuels, les consommateurs de drogues injectables, les travailleurs du sexe et leurs clients courent un risque plus élevé d'être exposés au VIH que les autres groupes. Toutefois, chaque pays doit définir les populations spécifiques qui sont essentielles à son épidémie et à sa riposte en fonction du contexte épidémiologique et social.

comme le prévoit la Stratégie mondiale de lutte contre le sida 2021-2026, tout en promouvant la prise de décision éclairée et le bien-être<sup>2,3</sup> ;

- f. Augmenter les investissements ciblés, immédiats et à long terme, pour mettre fin au sida chez les enfants et les adolescents, y compris en augmentant le financement national, pour une riposte durable et planifiée au-delà de 2030 ;

---

#### **Point 4 de l'ordre du jour : Cadre unifié du Budget, des résultats et de responsabilisation (CUBRR) 2022-2026**

##### **Point 4.1 de l'ordre du jour : Rapports de performance**

- 6.1 *Prend note* avec satisfaction du rapport de suivi des performances 2024, y compris de sa portée et de sa profondeur ;
- 6.2 *Encourage* tous les pays à utiliser les rapports annuels de suivi des résultats de l'ONUSIDA pour répondre à leurs besoins en matière de rapports ;
- 6.3 *Demande* à la directrice exécutive de présenter un rapport de suivi des performances 2025 considérablement simplifié ;

##### **Point 4.2 de l'ordre du jour : Information financière**

- 6.4 *Accepte* le rapport financier et les états financiers vérifiés pour l'exercice clos le 31 décembre 2024 ;
- 6.5 *Prend note* de la mise à jour intermédiaire de la gestion financière de l'exercice biennal 2024-2025 pour la période allant du 1er janvier 2025 au 31 mars 2025, y compris la reconstitution des ressources du Fonds pour la rénovation des bâtiments ;
- 6.6 *Se déclare préoccupé* par les projections de financement de base de l'UBRAF pour 2025 ;
- 6.7 *Prend note* que les niveaux actuels du solde net ne sont pas suffisants pour financer entièrement les allocations de l'enveloppe mondiale et nationale de base prévues pour 2025 pour tous les coparrainants ou le processus de restructuration en 2025 ou 2026 ;
- 6.8 *Rappelle* la décision 20 du 6e CCP de mai 1998 approuvant les règles et procédures régissant l'utilisation du Fonds de réserve opérationnelle ;

---

<sup>2</sup> La République islamique d'Iran se dissocie du point de décision 5.3,

e. <sup>3</sup> Les États-Unis d'Amérique se dissocient du point de décision 5.3,

e.

6.9 *Approuve* la proposition de la Directrice exécutive de prélever les montants jugés nécessaires sur le Fonds de réserve opérationnel, jusqu'à un maximum de US\$ 15 millions, pour couvrir les besoins financiers immédiats de la restructuration du Secrétariat de l'ONUSIDA, et demande qu'un plan sur la manière dont il sera réapprovisionné soit présenté au Conseil de coordination du programme pour approbation lors de sa 57e réunion en décembre 2025;

6.10 Rappelant la décision 8.1 de la 51ème réunion du CCP, *exhorte* les États membres à mettre en œuvre les recommandations de l'Équipe spéciale informelle multipartite sur la situation financière de l'ONUSIDA, telles qu'approuvées par le Bureau du CCP

;

6.11 *Encourage* les gouvernements donateurs à verser dès que possible leurs contributions au Cadre unifié du budget, des résultats et de responsabilisation pour la période 2022-2026 et à verser des contributions pluriannuelles ;

6.12 *Demande* une mise à jour de la méthodologie utilisée pour rendre compte des ressources investies dans les ripostes au VIH menées par les communautés et les ripostes durables au VIH dans le cadre du rapport financier lors de la 58e réunion du CCP en juin 2026 ;

#### **Point 4.3 de l'ordre du jour : Processus et calendrier pour le plan de travail et budget 2026**

6.13 *Prend note* de la mise à jour du processus et du calendrier pour le plan de travail et le budget 2026 ;

6.14 Notant avec préoccupation la réduction très importante des ressources disponibles pour la mise en œuvre du plan de travail et du budget 2024-2025 approuvés par le CCP, *attend avec impatience* de recevoir, lors du CCP de juin 2026, un rapport sur ce qui a été mis en œuvre dans ces circonstances, y compris tout travail visant à soutenir les personnes vivant avec le VIH et les populations clés, ainsi que la programmation du VIH menée par les communautés ;

6.15 *Demande* à la Directrice exécutive d'informer le CCP sur la mise en œuvre du plan de travail et du budget 2025 lors des réunions périodiques du Bureau du CCP ;

6.16 Rappelant le point de décision 6.2 de la 55ème réunion du CCP, *demande* à la Directrice exécutive de présenter le plan de travail et le budget transitoires d'un an du CUBRR pour 2026, dans le cadre du CUBRR actuel, pour approbation lors d'une session spéciale entièrement virtuelle d'une demi-journée du CCP qui se tiendra le 8 octobre 2025 ;

#### **Point 5 de l'ordre du jour : Aperçu annoté de la prochaine stratégie mondiale de lutte contre le sida (2026-2031)**

7.1 *Rappelle* le point de décision 6.2a de la 55ème réunion du CCP ;

7.2 *Prend note* du plan annoté de la stratégie mondiale de lutte contre le sida 2026-2031;

7.3 *Demande* à la Directrice exécutive de présenter la Stratégie mondiale de lutte contre le sida 2026-2031, qui doit être élaborée dans le cadre d'un processus consultatif multipartite inclusif et transparent, sur la base des données scientifiques les plus récentes et en tenant compte des discussions de la 56<sup>ème</sup> réunion du CCP en juin 2025 ainsi que de l'impact de l'évolution rapide de l'écosystème de la santé et du développement, le recul croissant de l'égalité des genres et des droits de l'homme et la stigmatisation et discrimination persistantes dans la réponse mondiale au VIH, à la 57<sup>ème</sup> réunion du CCP en décembre 2025, pour examen et adoption ;

**Point 6 de l'ordre du jour : Rapport sur les recommandations relatives à l'examen du modèle opérationnel du programme commun**

8.1 *Accueille* le travail et les recommandations du Panel de haut niveau sur un Programme commun de l'ONUSIDA résilient et adapté dans le contexte de la durabilité de la riposte au VIH ;

8.2 *Prend note* du rapport de la Directrice exécutive et du COC sur les recommandations de révision du modèle opérationnel du Programme commun (UNAIDS/PCB(56)25.15) ;

8.3 *Accueille* l'articulation claire des quatre fonctions essentielles du Secrétariat : (1) leadership et plaidoyer ; (2) mobilisation et coordination ; (3) responsabilité par le biais de données, d'objectifs et de stratégies ; et (4) engagement communautaire, tout en demandant que les actions visant à lutter contre les inégalités soient intégrées dans ces quatre priorités et rappelant les principes directeurs des travaux de l'ONUSIDA;

8.4 *Approuve* le modèle opérationnel révisé du Programme commun, tel que présenté dans ce rapport (UNAIDS/PCB(56)25.15), en notant que des décisions supplémentaires seront prises sur le modèle opérationnel lors de la Session extraordinaire du CCP en octobre 2025 ainsi que lors de réunions ultérieures du CCP conformément aux décisions futures de l'Initiative UN80;

8.5 *Demande* à la Directrice exécutive de fournir des mises à jour régulières sur l'opérationnalisation du modèle opérationnel révisé à partir de la 57<sup>ème</sup> réunion du CCP en décembre 2025 ;

8.6 *Demande* à la Directrice exécutive de définir un processus d'examen du modèle opérationnel révisé d'ici la 57<sup>e</sup> session du CCP en décembre 2025, en consultation avec les coparrainants et les parties prenantes du CCP, et d'entreprendre cet examen au plus tard en juin 2027 afin d'éclairer la prise de décision du CCP, sous réserve des décisions de l'ECOSOC, sur la poursuite de la transition du Programme commun au sein du système plus large des Nations Unies

afin de soutenir les progrès mondiaux vers l'élimination du sida en tant que menace pour la santé publique ;

### **Point 7 de l'ordre du jour : Mise à jour sur les questions stratégiques de gestion des ressources humaines**

9.1 *Prend note* de la mise à jour sur les questions stratégiques de gestion des ressources humaines ;

9.2 *Demande* à la Directrice exécutive de fournir une mise à jour lors de la 57ème réunion du CCP en décembre 2025 sur la mise en œuvre du processus de restructuration et l'impact sur le personnel, et encourage la prise en compte des questions en suspens soulevées dans la déclaration de l'Association du personnel du Secrétariat de l'ONUSIDA (UNAIDS/PCB (56)/25.17) ;

9.3 *Demande* à la Directrice exécutive de veiller à ce que la mise en œuvre du modèle opérationnel révisé, y compris la restructuration du Secrétariat, soit menée de manière transparente et équitable, et de faire un rapport lors de la 57ème réunion du CCP ;

9.4 *Demande* à la Directrice exécutive de présenter à la 58e réunion du CCP en juin 2026, dans le cadre de la mise à jour sur les questions stratégiques de gestion des ressources humaines, un aperçu détaillé des critères et de la méthodologie utilisés pour les réductions de personnel, y compris des données ventilées par région, par fonction, niveau et par sexe ;

### **Point 8 de l'ordre du jour : Déclaration du représentant de l'Association du personnel du Secrétariat de l'ONUSIDA**

10.1 *Prend note* de la déclaration du représentant de l'Association du personnel du Secrétariat de l'ONUSIDA, reconnaissant ses préoccupations concernant l'impact de la restructuration du Secrétariat sur le bien-être du personnel, les connaissances institutionnelles et la capacité à remplir le mandat du Programme commun ;

10.2 *Invite* l'Association du personnel du Secrétariat de l'ONUSIDA à fournir, à titre exceptionnel, une déclaration actualisée lors de la 57e réunion du Conseil de coordination du programme ;

### **Point 9 de l'ordre du jour : Rapports organisationnels de supervision et réponse de la Direction**

11.1 *Prend note* du rapport de l'auditeur interne pour l'exercice clos le 31 décembre 2024 ;

11.2 *Accepte le* rapport du Commissaire aux comptes pour l'exercice clos le 31 décembre 2024 ;

11.3 *Prend note* du rapport du Bureau d'éthique ;

11.4 *Accueille favorablement* le rapport annuel du Comité consultatif indépendant externe de supervision de l'ONUSIDA (CCIES) et *attend avec impatience* le prochain rapport en 2026 ;

11.5 *Approuve* le mandat révisé du Comité consultatif indépendant externe de supervision de l'ONUSIDA, tel qu'il figure à l'annexe 1 du rapport annuel de l'IEOAC (UNAIDS/PCB(56)/25.21) ;

**11.6 *Prend note de la réponse de la direction aux rapports de contrôle organisationnel ; Point 10 de l'ordre du jour : Renouvellement des mandats du Comité Consultatif Indépendant Externe de Supervision (CIES)***

12.1 *Rappelle* le point de décision 11.3 de la 53ème réunion du CCP ;

12.2 *Prend note* du rapport préparé par le Bureau du CCP sur le renouvellement des mandats du Comité consultatif indépendant externe de supervision de l'ONUSIDA;

12.3 *Approuve le* renouvellement exceptionnel des mandats des membres du CCIES de l'ONUSIDA pour 2026-2027, tel que soumis par le Bureau du CCP.

**Point 11 de l'ordre du jour : 57ème réunion du Conseil de coordination du Programme**

13.1 *Rappelle* les décisions intersessions sur les modalités et procédures pour les 56ème et 57ème réunions du CCP ; et

13.2 *Convient* que la 57ème réunion du Conseil de Coordination du Programme (16-18 décembre 2025) se tiendra à Brasilia, au Brésil.

*[Fin du document]*